

Rapport annuel

2011



Sommaire

01 Chiffres clés et ratios	3
Chiffres clés	4
Ratios	5
02 Lettre aux actionnaires	7
Lettre aux actionnaires	8
03 Rapport de gestion	11
Examen des résultats	12
Déclaration de Gouvernance d'Entreprise	16
Autres informations	27
Déclaration relative aux informations contenues dans ce rapport annuel	28
04 Comptes annuels	29
Etats financiers consolidés	30
Annexes aux états financiers consolidés	38
Rapport du commissaire	77
Comptes annuels abrégés de Kinopolis Group sa	78
Glossaire	80
Calendrier financier	81



01

Chiffres clés et ratios



Chiffres clés

CINÉMAS	BELGIQUE	FRANCE	ESPAGNE	SUISSE	TOTAL
2011	11	7	3	1	22

VISITEURS (EN MIO) ⁽¹⁾	BELGIQUE	FRANCE	ESPAGNE	SUISSE	TOTAL
2010	9,6	6,9	4,6	0,2	21,3
2011	9,9	7,0	4,2	0,2	21,3
2011 vs 2010	2,8 %	0,5 %	-7,9 %	-1,2 %	-0,3 %

COMPTE DE RÉSULTATS CONSOLIDÉS (EN '000 €)	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Produits	211 191	212 324	216 877	231 226	239 170	253 704
EBITDA	48 720	49 579	52 588	57 627	67 996	74 562
REBITDA			52 651	58 072	66 512	71 673
Marge brute	49 608	49 687	53 346	59 218	67 019	79 639
Résultat opérationnel	26 507	25 146	28 718	31 822	45 185	53 341
Résultat financier	-6 693	-6 890	-8 390	-2 305	-5 153	-3 169
Résultat avant impôt	19 814	18 256	20 328	29 517	40 032	50 172
Résultat de la période	14 635	14 726	15 186	22 177	28 062	36 471
Résultat courant			15 225	20 421	28 039	35 195

TAUX DE CROISSANCE ANNUELS	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Produits	9,5 %	0,5 %	2,1 %	6,6 %	3,4 %	6,1 %
EBITDA	14,2 %	1,8 %	6,1 %	9,6 %	18,0 %	9,7 %
REBITDA				10,3 %	14,5 %	7,8 %
Marge brute	19,9 %	0,2 %	7,4 %	11,0 %	13,2 %	18,8 %
Résultat opérationnel	27,9 %	-5,1 %	14,2 %	10,8 %	42,0 %	18,1 %
Résultat de la période	80,6 %	0,6 %	3,1 %	46,0 %	26,5 %	30,0 %
Résultat courant				34,1 %	37,3 %	25,5 %

ETAT CONSOLIDÉ DE SITUATION FINANCIÈRE (EN '000 €)	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Actifs non courants	301 491	310 247	299 349	288 153	281 856	272 139
Actifs courants	49 283	53 637	53 035	55 384	44 184	54 814
TOTAL DES ACTIFS	350 774	363 884	352 383	343 537	326 040	326 953
Capitaux propres, y compris les participations ne donnant pas le contrôle	108 059	113 554	117 306	132 540	157 318	133 942
Provisions (courantes et non courantes) et passifs d'impôts différés	17 229	17 524	17 272	17 676	16 364	18 110
Obligations financières à long terme	119 656	139 231	130 000	86 000	57 437	38 502
Obligations financières à court terme, y compris dépassements bancaires	31 486	15 877	16 536	23 696	22 363	56 020
Dettes commerciales et autres, à long et à court terme	68 233	71 023	64 894	76 131	65 680	72 649
Autres	6 109	6 675	6 375	7 494	6 878	7 730
TOTAL DES PASSIFS	350 774	363 884	352 383	343 537	326 040	326 953

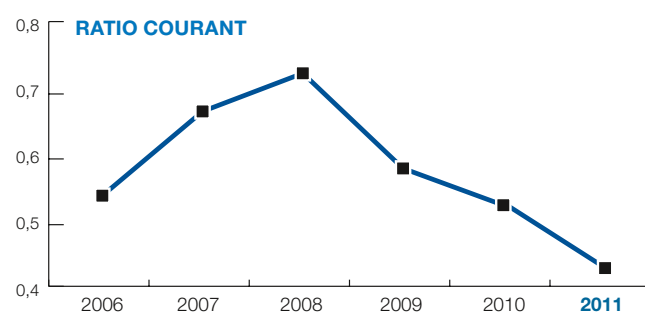
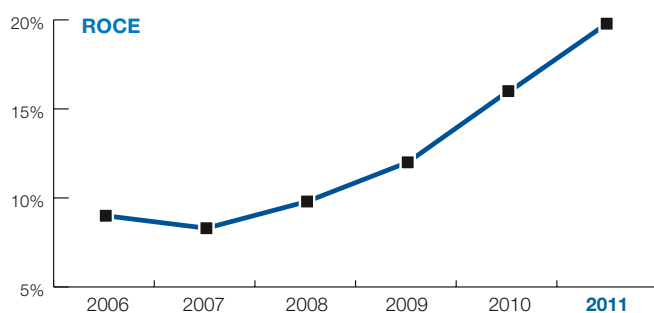
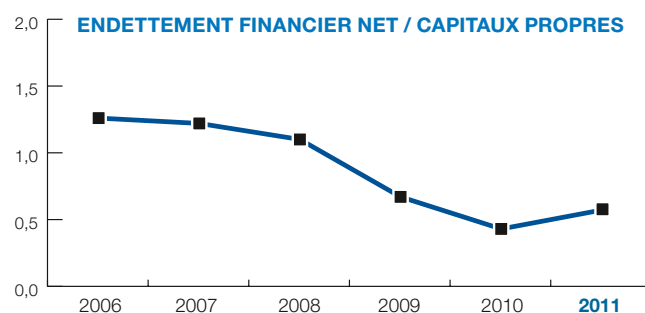
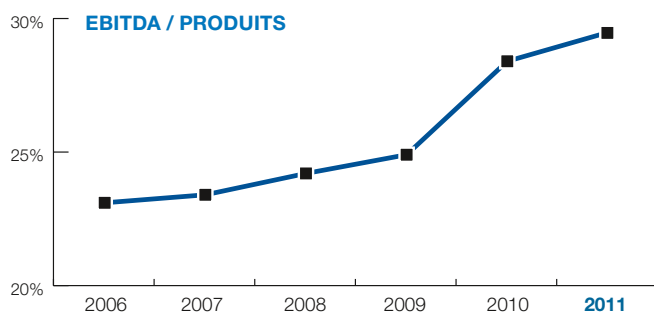
(1) Non compris Cinema City Poznan, exploité par le groupe ITIT.



Ratios

RATIOS DE RENTABILITÉ	2006	2007	2008	2009	2010	2011
EBITDA / Produits	23,1 %	23,4 %	24,2 %	24,9 %	28,4 %	29,4 %
Marge brute / Produits	23,5 %	23,4 %	24,6 %	25,6 %	28,0 %	31,4 %
Résultat opérationnel / Produits	12,6 %	11,8 %	13,2 %	13,8 %	18,9 %	21,0 %
Résultat de la période / Produits	6,9 %	6,9 %	7,0 %	9,6 %	11,7 %	14,4 %

RATIOS STRUCTURE FINANCIÈRE	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Endettement financier net	136 570	138 868	129 248	89 364	66 956	76 501
Endettement financier net / EBITDA	2,80	2,80	2,46	1,55	0,98	1,03
Endettement financier net / Capitaux propres	1,26	1,22	1,10	0,67	0,43	0,57
Capitaux propres / Total du bilan	30,8 %	31,2 %	33,3 %	38,6 %	48,3 %	41,0 %
Ratio courant	0,54	0,68	0,73	0,59	0,53	0,43
ROCE	9,0 %	8,3 %	9,8 %	12,0 %	16,0 %	19,8 %



Lettre aux actionnaires

Lettre aux actionnaires

Mesdames, Messieurs,
Chers actionnaires, clients et collaborateurs,

2011 a été une belle année pour toutes les parties prenantes: notre «expérience visiteurs», grâce à d'importants investissements dans nos complexes et services, a une fois encore atteint un niveau inégalé; les collaborateurs ont pu continuer à s'épanouir dans un environnement enthousiaste et dynamique et nos actionnaires ont vu l'action progresser de 11 % dans un climat économique mouvementé. Ils ont été remboursés au 26 août 2011, au-delà du dividende de € 1,26 fin mai 2011, de € 4,33 par action dans le cadre de la réduction de capital.

Toutes ces réalisations sont le résultat d'une stratégie de création de valeur cohérente, décidée en 2008, et reposent sur les piliers de «meilleur marketeer», «meilleur exploitant de cinémas» et «meilleur gestionnaire d'immobilier dans le monde du cinéma».

En tant que «**meilleur marketeer**», Kinopolis Group veut faire évoluer l'«ultimate cinema experience» vers l'«ultimate movie experience» en adaptant l'affiche aux souhaits et aux goûts des clients par une «programmation active». Pour cela, nous avons investi dans une meilleure connaissance de nos clients et de leurs choix, dans un nouveau site internet (www.kinopolis.com) et dans des apps se basant sur les préférences. En outre, l'offre de films de qualité «cinémanie» et de films à contenu alternatif s'est encore élargie.

KFD, notre branche distribution, s'est engagée dans une collaboration stratégique avec Dutch Film Works, principal distributeur de films indépendants au Benelux, pour étendre encore le catalogue de films proposé au client.

La régie publicitaire belge Brightfish a été reprise pour que le secteur du cinéma belge puisse à nouveau disposer d'un partenaire stable.

En tant que «**meilleur exploitant de cinémas**», Kinopolis Group a continué à investir en 2011 dans l'expérience visiteurs par un remodelage des complexes et l'installation d'équipements numériques dans les complexes. Ces deux programmes d'investissement sont en grande partie achevés et commencent à porter leurs fruits. L'approche et l'ambition d'être une organisation «auto-apprenante» ont été poursuivies : les collaborateurs ont été incités, sur la base d'un management s'appuyant sur des faits et des chiffres, à collaborer à une création de valeur couplée à l'amélioration constante de la satisfaction des clients et des collaborateurs. Nous sommes donc convaincus de participer de manière durable à la création de valeur.

En tant que «**meilleur gestionnaire d'immobilier dans le monde du cinéma**», Kinopolis Group a franchi de nouvelles étapes en 2011 dans le développement de la valeur du portefeuille immobilier, troisième pilier stratégique. Nous sommes sur la bonne voie. La valorisation du patrimoine immobilier est continuée dans une perspective d'avenir.

En 2011, nous avons aussi œuvré à l'optimisation de la structure du capital de Kinopolis Group, par une réduction de capital de 30 millions d'euros. Un programme de rachat d'actions propres a été démarré. En 2011, 395 502 actions ont déjà été rachetées et 349 423 ont été détruites. Le programme de rachat se poursuivra en 2012 tant que nous considérons qu'il crée de la valeur pour nos actionnaires.

L'année 2012 s'annonce très prometteuse, avec des suites importantes qui seront proposées tant en 2D qu'en 3D, et de nouveaux titres, bien entendu. Dans chaque pays, nous attendons une offre attrayante de films plus locaux et continuerons à proposer davantage de contenu alternatif.





De g. à dr. Eddy Duquenne, Philip Ghekiere et Joost Bert

Au premier trimestre 2012, en vue du refinancement de notre emprunt syndiqué et du financement de la poursuite du développement général du Groupe, nous avons conclu de nouvelles facilités de crédit bancaire à hauteur de € 90 millions. En Belgique, il a également été émis avec succès des obligations publiques ('retail bonds') d'une durée de sept ans, pour un montant de € 75 millions.

Administrateur fondateur et Président d'honneur, Madame Marie-Suzanne Bert-Vereecke (Pentascop sa), à présent octogénaire, a remis, le 31 décembre 2011, son mandat d'Administrateur de Kinopolis Group. Depuis la création de Kinopolis Group, Madame Bert-Vereecke a été activement impliquée dans l'extension du Groupe. Elle peut se targuer d'une longue et brillante carrière. Nous remercions vivement Madame Bert-Vereecke pour sa contribution au développement du Groupe.

Nous souhaitons vous remercier toutes et tous pour votre contribution à nos beaux résultats 2011, que nous espérons au moins égaler en 2012.

Merci pour votre confiance.

*Eddy Duquenne
Administrateur délégué*

*Joost Bert
Administrateur délégué*

*Philip Ghekiere
Président du Conseil d'Administration*

03

Rapport de gestion



Examen des résultats

En 2011, Kinopolis Group SA a confirmé sa stratégie définie en 2008. Kinopolis veut en effet être le meilleur marketeer, le meilleur exploitant de cinémas et le meilleur gestionnaire immobilier dans le monde du cinéma. Dans les résultats de l'exercice 2011, ces trois axes se sont traduits comme suit :

- ★ Les recettes du Box-Office ⁽¹⁾, des In-theatre Sales ⁽²⁾ et du Business-to-Business ont progressé respectivement de 2,5 %, 5 % et plus de 29 % ;
- ★ À l'échelle internationale, nous avons accueilli pas moins de 21,3 millions de visiteurs. Ce chiffre est en ligne avec celui de 2010 ;
- ★ Le développement du parc immobilier se poursuit selon les prévisions ;

- ★ L'EBITDA courant ^{(3) (4)} a augmenté de 7,8 % et la marge EBITDA courante ⁽³⁾ s'est hissée jusqu'à 28,3 % ; quant au bénéfice courant ⁽³⁾, il a augmenté de 25,5 % par rapport à 2010 ;
- ★ Le bénéfice par action a augmenté de plus de 32 %, notamment grâce à la destruction de 349 423 actions rachetées ;
- ★ La progression de l'EBITDA et les mouvements positifs du fonds de roulement (effets saisonniers et temporaires) ont généré des flux de trésorerie ⁽⁵⁾ nettement plus élevés ; et
- ★ L'endettement financier net était de € 76,5 millions, même après l'optimisation du capital de € 50,5 millions.

(1) Produits de la vente de tickets.

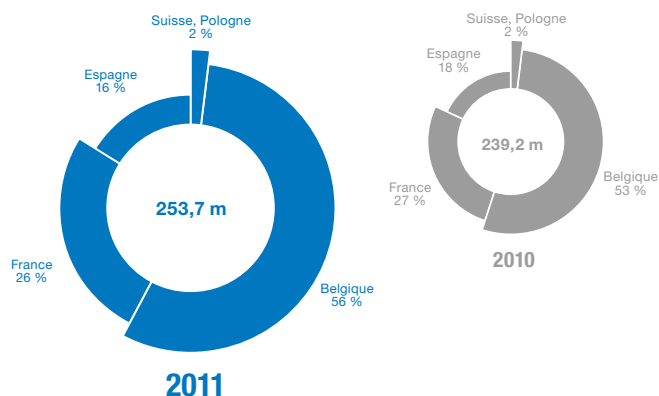
(2) Produits de la vente de boissons, snacks et merchandising au cinéma.

(3) Après élimination des opérations exceptionnelles.

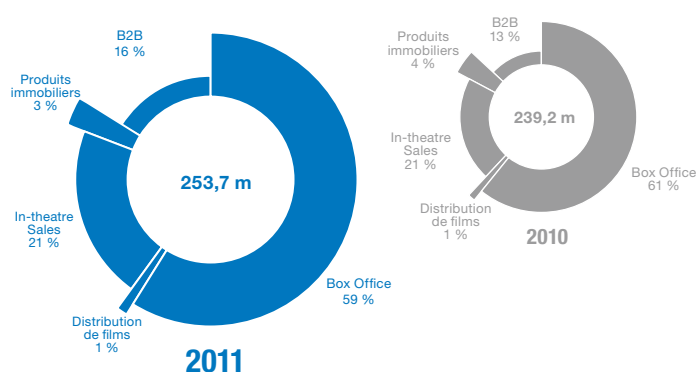
(4) L'EBITDA n'est pas un critère reconnu dans le cadre des normes IFRS. Kinopolis Group SA définit l'EBITDA comme la somme du résultat d'exploitation, des amortissements pratiqués, des réductions de valeur et des provisions, somme de laquelle on soustrait les reprises ou utilisations de ces mêmes rubriques.

(5) Kinopolis Group SA définit les flux de trésorerie comme la trésorerie générée par les résultats opérationnels, moins les investissements d'entretien des immobilisations corporelles et incorporelles, les placements immobiliers et les intérêts payés. Cela comprend aussi les ventes d'immobilisations corporelles et d'autres actifs financiers.

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR PAYS



CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITÉ



Produits

Les produits (€ 253,7 millions) ont progressé de 6,1 % par rapport à 2010. Les investissements constants visant à améliorer l'expérience du client (digitalisation, infrastructures, self-service Mega Candy, etc.) ont plu à la clientèle.

Les graphiques ci-dessus présentent la ventilation des produits par pays et par activité.

Les recettes du **Box Office** ont atteint € 149,1 millions, soit une progression de 2,5 % par rapport à 2010, la fréquentation étant restée quasiment stable.

Cette augmentation est due à un mix de produits et de pays amélioré, aux adaptations de prix destinées à compenser l'inflation et aux recettes VPF (« Virtual Print Fee »).

Kinepolis a accueilli 21,3 millions de visiteurs en 2011, soit pratiquement autant qu'en 2010 (-0,3 % par rapport à 2010). Le dernier trimestre de 2011 a connu une reprise remarquable. Ceci résulte essentiellement de la forte offre internationale et du succès de films locaux dans les cinémas français et belges, ainsi que de l'absence de neige en décembre 2011. Outre l'important développement des ventes en ligne, la Belgique soutient l'implémentation de la stratégie marketing. 2010 a été une année atypique pour le cinéma, avec un très bon premier semestre (*Avatar*); 2011 a été une année plus traditionnelle, avec une offre de films et une fréquentation mieux réparties sur toute l'année.

2011 a proposé une offre importante de films en 3D (4 films du top 5 étaient en 3D). La fréquentation des films 3D a cependant été inférieure à 2010, qui avait été une année record grâce au succès exceptionnel d'*Avatar*.

Les ventes en salle (**In-theatre Sales** – ITS) ont augmenté de 5,0 % suite à l'optimisation de l'assortiment, de mieux en mieux adapté au cinéophile, associée à la poursuite du déploiement des boutiques self-service Mega Candy, et à leur succès.

Quant aux produits **Business-to-Business** (B2B), ils ont évolué de 29,2 % par rapport à 2010, principalement grâce aux initiatives actives des équipes de vente B2B, qui privilégient notamment la vente de « vouchers » et les événements pour entreprises.

En outre, les produits de publicité à l'écran ont augmenté grâce au décollage de cette formule dans trois pays.

Les **revenus immobiliers** ont augmenté de 1,0 %. À taux de change constants, l'augmentation s'élève à 1,5 %. De nouveaux contrats de location ont été conclus en France, Pologne et Suisse. En Belgique, les revenus locatifs ont légèrement baissé à la suite de la rénovation de Kinepolis Louvain.

Les produits de **Kinepolis Film Distribution** (KFD) ont atteint € 2,3 millions, soit 26,5 % de moins qu'en 2010, en raison d'un nombre réduit de sorties de films. Parmi les films flamands distribués par KFD en 2011, on se souviendra notamment de *Rundskop*, *Hasta La Vista*, *Germaine (Groenten uit Balen)* et *Mega Mindy en de Snoepbaron*. En septembre 2011, KFD a conclu un accord de coopération avec le producteur néerlandais **Dutch Film Works** (DFW). DFW est le principal distributeur de film indépendant aux Pays-Bas. Dans le cadre de cette collaboration, KFD distribue des films du catalogue DFW en Belgique et au Luxembourg.

L'EBITDA courant (REBITDA⁽⁶⁾) grimpe de 7,8 % pour atteindre € 71,7 millions grâce à une attention soutenue accordée à l'amélioration de l'efficacité et au renforcement des marges, la fréquentation étant restée stable. La marge REBITDA poursuit sa progression et atteint 28,3 % (27,8 % en 2010). Les frais de marketing et de vente liés à la publicité ainsi que l'investissement dans des systèmes, un management et des collaborateurs de talent ont augmenté. Une partie de ces coûts a été non récurrente. Ils cadrent dans la poursuite de l'implémentation de l'objectif stratégique de Kinopolis d'être le meilleur marketeer.

Résultat pour la période

Le résultat courant s'élève à € 35,2 millions, soit 25,5 % de plus qu'en 2010 (€ 28,0 millions). Cette progression résulte à la fois d'une forte augmentation du résultat d'exploitation et d'un net recul de la charge d'intérêts.

Le résultat total de l'exercice 2011 se monte à € 36,5 millions, contre € 28,1 millions en 2010, soit 30,0 % de mieux.

Parmi les principaux postes non courants en 2011, outre la plus-value de € 2,8 millions sur la réalisation des dernières phases du projet immobilier à Gand (Belgique) (Blijweert) et la vente de l'ancien cinéma 'Opéra' à Liège (Belgique), on notera des frais de transformation pour € -0,7 millions et le gain de € 0,3 million réalisé à la reprise de Brightfish sa.

Le taux d'imposition effectif est revenu à 27,3 %.

Le résultat par action est donc passé à € 5,53, soit une augmentation de 32,1 %, notamment grâce au rachat et à la destruction d'actions propres en 2011 dans le cadre de l'optimisation de la structure du capital.

Flux de trésorerie et endettement financier net

Les flux de trésorerie se sont élevés à € 56,1 millions contre € 38,6 millions en 2010.

Cette évolution de € 17,5 millions résulte principalement d'une augmentation de l'EBITDA (€ 6,3 millions) et de mouvements positifs du fonds de roulement (€ 10,0 millions).

L'évolution du fonds de roulement s'explique essentiellement par les fluctuations saisonnières de l'activité cinéma et par la différence entre le moment de l'encaissement des créances et du règlement des dettes.

En 2011, le groupe a investi € 13,0 millions dans l'acquisition de nouveaux actifs immobilisés, soit € 1,2 million de moins qu'en 2010.

L'endettement financier net de Kinopolis s'élève à € 76,5 millions au 31 décembre 2011 ; il n'a augmenté que de € 9,5 millions par rapport à la fin 2010 (€ 67,0 millions) malgré la réalisation d'une réduction de capital de € 28,7 millions et le rachat d'actions propres pour € 21,6 millions. Le ratio EFS/EBITDA est resté stable à 1,0 au 31 décembre 2011.

La dette financière brute totale se situe à € 94,5 millions au 31 décembre 2011, soit € 14,7 millions de plus qu'au 31 décembre 2010.

Bilan

Les actifs immobilisés (y compris ceux destinés à la vente), soit € 278,9 millions, représentaient 85,3 % du total du bilan au 31 décembre 2011. Ce montant comprend les terrains et les bâtiments (y compris ceux disponibles pour la vente et les investissements immobiliers) d'une valeur comptable de € 198,9 millions.

Le 31 décembre 2011, les capitaux propres s'élevaient à € 133,9 millions. La solvabilité reste à 41,0 %, même après l'optimisation de capital de € 50,5 millions.

Perspectives et programmation

La programmation pour 2012 est très prometteuse, avec des suites importantes tant en 2D qu'en 3D (notamment *L'âge de glace 4*, *Madagascar 3*, *Men in Black 3*, *Twilight 4 partie 2* et *Spiderman 4*). Plusieurs nouveaux titres sont également prévus (notamment *The Hobbit*, *Django Unchained* et *The Avengers*). Tous les pays proposent également une offre intéressante de films locaux : en Flandre, notamment *Allez Eddy* et le nouveau film de Felix van Groeningen *The Broken Circle Breakdown*, en France notamment *La Vérité si je Mens 3* et *Astérix et Obélix: Au Service de Sa Majesté (God Save Britannia)* et en Espagne *Lo Imposible*, *Tengo ganas de ti*, *Grupo 7* et *Redlights*.

Comme à l'accoutumée, parallèlement aux films, Kinopolis propose des programmes plus ciblés, tels que Ladies@theMovies et Cinémanie, ainsi qu'un éventail d'autres manifestations susceptibles d'attirer un nouveau public, comme opéra, ballet, théâtre, comédie musicale et sport.

(6) Le REBITDA n'est pas un critère reconnu dans le cadre des normes IFRS. Kinopolis Group SA définit le REBITDA comme le résultat d'exploitation courant plus les amortissements courants, les réductions de valeur et les provisions (moins les éventuelles reprises ou utilisations de ces rubriques).

Faits marquants survenus après la fin de l'exercice 2011

Le 23 janvier 2012, Kinopolis a lancé un nouveau site web, des applications iPhone, iPad et Android personnalisées et la newsletter My Kinopolis, du « sur-mesure » pour le cinéphile et l' amateur d'événements de l'an 2012. Le site web de Kinopolis sera personnalisé dès le printemps 2012.

Dans le cadre du refinancement de son crédit syndiqué existant et du financement de la poursuite du développement général du groupe, Kinopolis a conclu le 15 février 2012 un nouveau contrat de crédit pour € 90 millions auprès d'ING Belgium, KBC Banque et BNP Paribas Fortis, et a également lancé le 22 février 2012 une offre de souscription d'obligations non subordonnées en Belgique pour un montant minimum de € 50 millions et maximum de € 75 millions. Ces obligations ont une échéance à 7 ans et un rendement annuel brut fixe de 4,75 %. Face au succès de l'opération, la période de souscription a été clôturée anticipativement le 22 février 2012, en concertation entre Kinopolis Group et les Joint Lead Managers BNP Paribas Fortis, KBC Banque et ING Belgique. Le montant total d'émission s'élevait à € 75 millions. Lesdites obligations ont été émises le 6 mars 2012 et admises à la cotation sur NYSE Euronext Brussels.

Le 29 février 2012, Kinopolis Group a annoncé un nouveau programme de rachat d'actions propres, dont un intermédiaire est mandaté pour racheter des actions propres sur ou en dehors de la bourse, dans la période entre le 1 mars 2012 et le 31 mai 2012 inclus, pour un maximum de 300 000 actions propres.

Le 12 mars 2012, M. Nicolas De Clercq a été nommé Chief Financial Officer de Kinopolis Group. Nicolas De Clercq succède ainsi à Henk Rogiers qui, de commun accord avec la société, a décidé de mettre un terme à sa collaboration. Nicolas De Clercq, 40 ans, a acquis au fil des ans une expérience financière internationale dans des secteurs diversifiés. Il quitte la fonction de Vice President Finance chez USG People, où il assumait la responsabilité financière pour le marché néerlandais et allemand de la société. Auparavant, il a occupé plusieurs fonctions de management financier chez KBC (Kredietbank), Telenet, Solvus et USG People. Il possède une vaste expérience de management dans la finance et de l'ICT, les fusions et acquisitions (leurs intégration), et a occupé des fonctions de responsable dans plusieurs intégrations de Back Office et de Shared service centers, ainsi que dans la rationalisation de processus financiers et opérationnels.

Déclaration de Gouvernance d'Entreprise

En exécution du Code belge de Gouvernance d'Entreprise du 12 mars 2009 (ci-après dénommé « le Code »), dont Kinopolis Group SA a entériné les dispositions, le Conseil d'Administration du 17 décembre 2009 a adopté une version revue de la Charte de gouvernance d'entreprise de Kinopolis Group SA du 18 décembre 2007. Cette Charte peut être consultée sur le site web de Kinopolis sous la rubrique Relations investisseurs.

Ce chapitre du présent rapport annuel regroupe des informations factuelles sur la politique de gouvernance d'entreprise menée durant l'exercice 2011. Il explique également les dérogations aux articles du Code, conformément au principe « comply or explain » (appliquer ou expliquer).

Capital

Suite à la diminution de capital de € 30 010 268,74 votée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 mai 2011, le capital social s'élève à € 18 952 288,41 au 31 décembre 2011.

Cette Assemblée Générale Extraordinaire a également autorisé le Conseil d'Administration à racheter, sous certaines conditions, un maximum de 1 108 924 actions propres, dont 1 074 270 en vue d'être détruites et 34 654 de couvrir de nouvelles options. En exécution du mandat susmentionné, la Société a racheté 395 502 actions en 2011.

Le capital social, après destruction de 349 423 actions propres par le Conseil d'Administration en date du 15 décembre 2011, est représenté par 6 581 355 actions sans indication de valeur nominale, jouissant toutes des mêmes droits sociaux. Suite à la destruction susmentionnée, au 31 décembre 2011, Kinopolis détenait 323 310 actions propres représentant une valeur de capital de € 931 034.

Le Conseil d'Administration est mandaté jusqu'au 7 juin 2012 à augmenter le capital social en une ou plusieurs fois, avec un maximum de € 48 883 132,15.

Droit de proposer des candidats au Conseil d'Administration

Les statuts prévoient que 8 administrateurs doivent être nommés parmi les candidats proposés à cet effet par « Kinohold Bis », société anonyme de droit luxembourgeois, pour autant que cette société, ou ses ayants droit, ainsi que toutes les entités contrôlées directement ou indirectement par (l'un d'entre) eux ou par (l'un de) leurs ayants droit respectifs (au sens de l'article 11 du Code des sociétés) possède(nt) à titre individuel ou collectif, et ce au moment de la proposition du candidat-administrateur comme au moment de sa nomination par l'Assemblée générale, au moins 35 % des actions de la Société, étant entendu que si les actions détenues par Kinohold Bis ou ses

ayants droit respectifs, ainsi que par toutes les entités contrôlées directement ou indirectement par (l'un d'entre) eux ou par (l'un de) leurs ayants droit respectifs (au sens de l'article 11 du Code des sociétés), représentent moins de trente-cinq pour cent (35 %) du capital de la société, Kinohold Bis ou ses ayants droit respectifs n'auront le droit que de proposer un candidat au Conseil d'Administration par tranche d'actions représentant cinq pour cent (5 %) du capital de la société.

Pactes d'actionnaires

La Kinopolis Group SA n'a connaissance d'aucun pacte d'actionnaires susceptible d'entraîner une limitation de cession de titres et/ou de l'exercice du droit de vote dans le cadre d'une offre publique de rachat.

Changement de contrôle

Le contrat de crédit conclu le 15 février 2012, entre Kinopolis Group sa et quelques-unes de ses filiales d'une part et Fortis Banque sa, KBC Banque sa et ING Belgium sa d'autre part, prévoit qu'une institution financière participante peut suspendre sa participation audit contrat, le solde de l'emprunt contracté devenant immédiatement exigible en cas de prise de contrôle (telle que définie dans le contrat de crédit) de Kinopolis Group sa par d'autres personnes physiques ou morales que Kinohold Bis (ou ses ayants-droit) et M. Joost Bert.

Les Conditions Générales du Prospectus d'Émission et de Cotation du 17 février 2012 relatives à une émission d'obligations en Belgique prévoient également qu'en cas de changement de contrôle (tel que défini dans le Prospectus), chaque titulaire d'obligation aura le droit d'exiger de Kinopolis Group sa le remboursement de tout ou une partie de ses obligations aux conditions figurant dans le Prospectus.

Structure de l'actionnariat et notifications reçues

Pendant l'exercice, Kinopolis Group sa a reçu des notifications actualisées dans le cadre de l'article 74 de la Loi du 1^{er} avril 2007 sur les offres publiques d'achat. Il en ressort que des notifications ont été reçues dans ce cadre le 26 août 2009 des personnes suivantes, agissant en concertation (soit parce qu'elles constituent des « personnes liées » au sens de l'article 11 du Code des Sociétés, soit parce qu'il existe une autre forme de concertation entre elles) et détenant ensemble plus de 30 % des actions avec droit de vote de Kinopolis Group sa : Kinopolis Group sa, Kinohold Bis sa, Stichting Administratiekantoor Kinohold, Marie-Suzanne Bert-Verreecke, Joost Bert, Koenraad Bert, Geert Bert et Peter Bert.

Suite à ces informations actualisées, les messages de transparence ultérieurs (dans le cadre de la loi du 2 mai 2007 et de l'AR du 14 février 2008 relatif à la publicité des participations importantes) et les messages dans le cadre du programme de rachat des actions propres, la situation était comme suit au 31 décembre 2011 :

- Kinohold Bis sa détenait 2 540 010 actions ou 38,59 % des parts de la Société; Kinohold Bis sa était contrôlée par Kinohold, Stichting Administratiekantoor de droit néerlandais, laquelle faisait à son tour l'objet d'un contrôle collectif par les personnes physiques suivantes (en leur qualité d'administrateurs de la Stichting Administratiekantoor): Marie-Suzanne Bert-Vereecke, Joost Bert, Koenraad Bert, Geert Bert et Peter Bert; Kinohold Bis sa agissait en concertation avec Monsieur Joost Bert;
- Kinepolis Group sa, contrôlée par Kinohold Bis sa, détenait 323 310 actions, soit 4,91 % des actions propres;
- M. Joost Bert, agissant en concertation avec Kinohold Bis sa, détenait 41 600 actions ou 0,6 % des actions de la Société.

Actionnariat au 31 décembre 2011

ACTIONNAIRE	NOMBRE D'ACTIONS	%
Kinohold BIS et M. Joost Bert	2 581 610	39,23
Kinepolis Group sa	323 310 ⁽¹⁾	4,91
Free float, dont :	3 676 435	55,86
- Axa sa	505 416 ⁽²⁾	7,68
- Ameriprise Financial Inc (Threadneedle)	266 256 ⁽²⁾	4,04
TOTAL	6 581 355	100

(1) Le nombre d'actions propres varie en fonction du programme de rachat des actions propres.

(2) Suivant les notifications de transparence.

Modification des statuts

Les statuts peuvent faire l'objet de modifications moyennant le respect des dispositions du Code des Sociétés.

Conseil d'administration et comités spéciaux

Composition du Conseil d'administration

À la suite de la démission de Pentascoop sa, dont la représentante permanente est Mme M.S. Bert-Vereecke, le Conseil d'Administration se composait au 1^{er} janvier 2012 de 7 membres, dont quatre doivent être considérés comme indépendants des actionnaires de référence et du management. Les administrateurs en question satisfont aux critères de sélection des administrateurs indépendants, énoncés à l'article 526 ter du Code des Sociétés ; ils ont été nommés sur proposition du Conseil d'Administration, conseillé à cet égard par le Comité des nominations et des rémunérations. Dans le cadre de ces nominations, les actionnaires de référence n'ont pas fait usage de leur droit de proposition.

Le Conseil revoit régulièrement ses critères de composition ainsi que ceux de ses comités, en fonction des évolutions et perspectives présentes et à venir, compte tenu des objectifs stratégiques. Dans les prochaines années, le Conseil d'Administration continuera à porter son attention sur la nécessaire diversité parmi ses membres, notamment la diversité des genres, et fera les efforts requis pour adapter sa composition aux dispositions de l'article 518 bis du Code des Sociétés dans les délais qui y sont prévus.

En dérogation à l'article 2.9 du Code belge de Gouvernance d'Entreprise de 2009, le Conseil d'Administration n'a pas désigné de secrétaire, étant d'opinion qu'en raison de la taille réduite de l'entreprise, cette tâche peut être assumée par le Président, avec l'aide du juriste interne.

Le tableau à la page suivante récapitule la composition du Conseil d'Administration ainsi que la présence de ses membres aux 14 réunions tenues en 2011.

Rapport d'activités du Conseil d'administration

Outre les tâches conférées au Conseil d'Administration par le Code des Sociétés, les statuts et la Charte de Gouvernance d'Entreprise de Kinepolis, les sujets suivants ont été régulièrement abordés :

- les résultats commerciaux et financiers ainsi que les prévisions, mois par mois;
- l'évolution des projets cinémas et immobiliers en cours;
- la trésorerie actualisée et les prévisions de cash-flow.





CONSEIL D'ADMINISTRATION - De gauche à droite Raf Decaluwé, Eddy Duquenne, Philip Ghekiere, Joost Bert, Geert Vanderstappen, Marie-Suzanne Bert-Vereecke (jusqu'au 31 décembre 2011), Marc Van Heddeghem et Marion De Bruyne

Le Conseil d'Administration s'est notamment penché sur :

- la discussion et la mise au point du « profit plan » pour l'exercice suivant ;
- l'examen des nouvelles opportunités cinéma et immobilier, avec les décisions nécessaires ;
- la définition de la stratégie de court et de long terme, y compris la stratégie de financement ;
- la discussion sur le refinancement ;
- le lancement des programmes de rachat des actions propres ;
- les rapports du Comité des nominations et des rémunérations ainsi que du Comité d'audit ;
- l'évaluation et la fixation des objectifs quantitatifs et qualitatifs du Management Exécutif.

En fonction des besoins ou de l'opportunité, d'autres thèmes ont été abordés, tels que les ressources humaines, la communication externe, les relations investisseurs, les litiges et les questions juridiques.

Neuf réunions sont prévues pour l'année 2012. Des réunions supplémentaires pourront être ajoutées en fonction des nécessités.

Administrateurs au 31 décembre 2011

NOM	MANDAT	DATE DE FIN	AUTRES MANDATS DANS DES SOCIÉTÉS COTÉES EN BOURSE	PARTICIPATION AUX RÉUNIONS
Monsieur Philip Ghekiere ^{(1) (2)}	Président	2012	/	Toutes les réunions
Monsieur Eddy Duquenne	Administrateur délégué	2012	/	Toutes les réunions
Monsieur Joost Bert ⁽²⁾	Administrateur délégué	2012	/	Toutes les réunions
Monsieur Geert Vanderstappen, représentant permanent de Management Center Molenberg sprl ⁽¹⁾	Administrateur indépendant	2014	Spector Photo Group sa : administrateur	13 réunions
Monsieur Marc Van Heddeghem ⁽¹⁾	Administrateur indépendant	2014	Leasinvest Real Estate Bevak : administrateur / Befimmo sa : administrateur	13 réunions
Mme Marion Debruyne, représentant permanent de Marion Debruyne sprl ⁽¹⁾	Administrateur indépendant	2012	/	12 réunions
Monsieur Rafaël Decaluwé, représentant permanent de Gobes Comm. V. ⁽¹⁾	Administrateur indépendant	2012	Jensen Group sa : Président	Toutes les réunions
MANDAT REMIS AU 31 DECEMBRE 2011 :				
Mme Marie-Suzanne Bert-Vereecke, représentant permanent de Pentascoop sa ^{(1) (2)}	Président d'honneur		/	6 réunions

(1) Administrateur non exécutif

(2) Représentent les actionnaires de référence

Composition et rapport d'activités du Comité des nominations et des rémunérations

Conformément à ce que prévoit le Code de Gouvernance d'Entreprise, Kinopolis Group sa possède un comité commun unique, le Comité des nominations et des rémunérations. Au 31 décembre 2011, le Comité se composait des administrateurs non exécutifs suivants, en majorité des administrateurs indépendants possédant la compétence et l'expérience professionnelle nécessaires en matière de ressources humaines grâce à leurs activités professionnelles précédentes et/ou actuelles :

- Monsieur Philip Ghekiere (Président Kinopolis Group sa et Investment Director chez NPM Capital);
- Monsieur Marc Van Heddeghem (ex-Managing Director de Redevco Belgium);
- Monsieur Rafaël Decaluwé (ex-CEO de Bekaert sa).

Les administrateurs délégués assistent aux réunions du Comité des nominations et des rémunérations sur invitation de ce dernier.

Le Comité des nominations et des rémunérations s'est réuni quatre fois en 2011 avec tous ses membres pour traiter principalement les points suivants :

- les propositions d'objectifs qualitatifs et quantitatifs du Management Exécutif pour l'exercice 2011, avec la rémunération variable correspondante et le bonus « out-performance »;
- l'évaluation de la réalisation des objectifs du Management Exécutif pour l'exercice 2010, sa rémunération variable et le bonus « out-performance » du Management Exécutif pour l'exercice concerné;
- la proposition de politique de rémunération du Management Exécutif pour les exercices 2011-2012;
- une évaluation des indemnités du Conseil d'Administration et de ses comités;
- une extension du plan d'options existant;
- le projet du rapport sur les rémunérations à soumettre au Conseil d'Administration.

Composition et rapport d'activités du Comité d'audit

Conformément à l'article 526 bis du Code des Sociétés, au 31 décembre 2011, le Comité d'audit était exclusivement composé d'administrateurs non exécutifs et indépendants, possédant tous la compétence nécessaire et l'expérience professionnelle en matière de comptabilité et d'audit en raison de leurs activités professionnelles précédentes et/ou actuelles :

- Monsieur Geert Vanderstappen combine 5 ans d'expérience comme Corporate Officer chez Corporate & Investment Banking à la Générale de Banque avec 7 ans d'expérience opérationnelle en tant que directeur financier chez Spector Photo Group ; il est actuellement Managing Partner chez Pentahold ;
- Monsieur Rafaël Decaluwé, ex-CEO de Bekaert sa, a accompli une longue carrière de management dans des fonctions financières auprès de diverses entreprises mul-

tionales, parmi lesquelles Samsonite, Fisher-Price et Black & Decker.

Le directeur financier, les administrateurs délégués et l'auditeur interne assistent aux réunions du Comité d'audit.

Les représentants des actionnaires de référence peuvent également y assister sur invitation.

En 2011, le Comité d'audit s'est réuni quatre fois, avec tous ses membres, et a essentiellement abordé les points suivants:

- examen des rapports financiers en général, et en particulier des rapports financiers annuels, non consolidés et consolidés, ainsi que du rapport financier semestriel;
- examen, définition et suivi des activités d'audit interne, y compris une discussion sur le rapport annuel du département d'audit interne;
- examen et évaluation des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques;
- évaluation de l'efficacité du processus d'audit externe;
- monitoring du rapportage financier et de sa conformité aux normes de rapportage en vigueur.

Évaluation du Conseil d'Administration, de ses comités et des administrateurs individuels

Sous la conduite de son Président, le Conseil d'Administration évalue régulièrement sa taille, sa composition et ses prestations, ainsi que celles de ses comités. Début 2011, une évaluation formelle complète a été menée à bien. Ses conclusions ont débouché sur des mesures qui ont été mises en application.

Cette évaluation portait notamment sur:

- la composition du Conseil et de ses comités, en fonction de la nature de l'Entreprise et des défis futurs, compte tenu de l'exigence de diversité en termes de disciplines, d'expérience sectorielle, d'âge et de genre;
- l'évaluation du processus de sélection et de nomination des administrateurs;
- l'évaluation du fonctionnement du Conseil d'Administration et de ses comités;
- une analyse de la bonne préparation et l'examen adéquat des principaux points de l'ordre du jour;
- l'évaluation de la contribution effective de chaque administrateur par sa présence aux réunions et son implication constructive, compte tenu des compétences individuelles;
- l'évaluation de la rémunération des administrateurs et du Management Exécutif;
- les interactions avec le Management Exécutif.

Le processus d'évaluation est initié par le Président du Conseil d'Administration, par une procédure écrite. Les résultats sont analysés et discutés par le Comité des nominations et des rémunérations ainsi que par le Conseil d'Administration. Les conclusions nécessaires en sont tirées. Les administrateurs non exécutifs évaluent également leurs interactions avec le Management Exécutif.

Management Exécutif

Le Management Exécutif se compose des deux administrateurs délégués. Le Conseil d'Administration est compétent pour désigner d'autres membres au Management Exécutif.

Politique Insider Trading – Code de Conduite – Transactions entre entreprises liées

La politique sur les **abus de marché** a été intégrée dans un « Insider Trading Protocol » applicable aux membres du Conseil d'Administration, aux administrateurs délégués ainsi qu'à toute personne pouvant avoir accès à des informations dites d'initié. Le Protocole impose aux personnes concernées d'exécuter leurs transactions boursières en stricte conformité avec la Loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier, ainsi qu'avec les directives du Conseil d'Administration. Le directeur financier a été nommé Compliance Officer. À ce titre, il est chargé de veiller au respect des règles relatives aux abus de marché énoncées dans le Protocole.

Un Code de Conduite sera implémenté en 2012, avec des directives, valeurs et standards relatifs à l'éthique et aux bonnes conduites que Kinopolis souhaite voir appliquer avec les collaborateurs, les clients, les annonceurs, les actionnaires et le grand public.

Les transactions entre entreprises liées, figurant au point 29 des Annexes aux comptes annuels consolidés, ont été accomplies en toute transparence avec le Conseil d'Administration.

Rapport des rémunérations

Kinopolis Group sa recherche la transparence dans l'information sur les rémunérations des membres du Conseil d'Administration et du Management Exécutif aux yeux de ses actionnaires et autres parties prenantes (stakeholders).

Procédure de détermination de la politique et du niveau des rémunérations du Conseil d'Administration et du Management Exécutif

Principes

Les principes de la politique et du niveau des rémunérations des administrateurs et du Management Exécutif sont exposés dans la charte de gouvernance d'entreprise de la Société.

La politique de rémunération des administrateurs et du Management exécutif est élaborée de manière à être adéquate et appropriée afin d'attirer les personnes répondant au profil défini par le Conseil d'Administration, les conserver et les motiver, compte tenu de la grandeur de la société ainsi que de données comparatives externes.

Les principes suivants sont également appliqués :

- Les administrateurs non exécutifs perçoivent un montant fixe pour l'exercice de leur fonction de membre du Conseil

d'Administration, suivant le nombre de réunions auxquelles ils participent ;

- Les membres des comités perçoivent également un montant fixe lorsqu'ils participent à une réunion de leur comité ; le Président du Comité d'audit, reçoit quant à lui un montant fixe supplémentaire ;
- Le Président du Conseil d'Administration ainsi que les administrateurs délégués reçoivent chaque année une somme fixe. La somme fixe attribuée au Président comprend la rémunération de la participation au et de la présidence du Comité des nominations et des rémunérations ;
- Les administrateurs non exécutifs ne bénéficient pas de primes, ni de programmes d'incitants à base d'actions à long terme, ni d'avantages en nature, ni d'avantages liés aux plans de pension ;
- Le Management Exécutif perçoit une rémunération fixe et également une rémunération variable. Cette dernière dépend de la réalisation des objectifs de management fixés annuellement par le Conseil d'Administration sur avis du Comité des nominations et des rémunérations. Ces objectifs comprennent à la fois un volet quantitatif fixé annuellement et dont le principal critère de réalisation est un niveau déterminé de bénéfice net courant consolidé, et un volet qualitatif correspondant à des objectifs à atteindre en plusieurs années et dont l'état d'avancement est évalué annuellement. La partie variable considérable de la rémunération permet d'aligner les intérêts du Management Exécutif sur ceux du Groupe. Elle génère la création de valeur et la fidélisation. Elle encourage l'optimisation des objectifs de court et de long terme du Groupe et de ses actionnaires.
- Outre cette rémunération variable, un dépassement substantiel des objectifs quantitatifs peut justifier l'octroi d'un bonus « out-performance » au Management exécutif. Parallèlement, le Management Exécutif peut bénéficier de programmes d'incitation à long terme sous la forme d'options sur actions ou d'autres instruments financiers de la Société ou de ses filiales ; les rémunérations du Management exécutif peuvent également comprendre une participation au plan de pension d'entreprise et l'utilisation d'une voiture de société ;
- En 2011, aucun droit de revendication n'était formellement prévu en faveur de la Société pour l'indemnité variable et le bonus « out-performance » éventuellement accordés sur la base de données financières incorrectes. En 2012, la société investiguera les possibilités d'introduction d'un tel droit de revendication ;
- L'indemnité de départ en cas de cessation prématurée du contrat (conclu après le 1er juillet 2009) d'un membre du Management exécutif ne pourra excéder 12 mois de rémunération fixe et variable. Dans des circonstances déterminées et justifiées, cette rémunération peut, sur avis du Comité des nominations et des rémunérations et après approbation préalable de l'Assemblée Générale, dépasser ce montant, toutefois avec un maximum de dix-huit mois de rémunération fixe et variable. En tout état de cause, l'indemnité de départ ne peut dépasser douze (12) mois de rémunération fixe ni tenir compte de la rémunération variable si l'intéressé n'a pas rempli les critères de performance spécifiés dans son contrat.

Procédure

La rémunération annuelle globale des membres du Conseil d'Administration est fixée par l'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'Administration. La proposition repose sur les montants de 2011 et tient compte d'un nombre minimum de réunions effectives du Conseil d'Administration et de ses comités. Le Conseil d'Administration est conseillé à cet égard par le Comité des nominations et des rémunérations. La répartition concrète de l'enveloppe globale entre les membres individuels est décidée par le Conseil d'Administration sur proposition du Comité des nominations et des rémunérations sur la base des présences effectives aux différentes réunions du Conseil d'Administration et de ses comités.

La réforme susmentionnée s'appuie sur un benchmarking reposant sur des enquêtes réalisées par des parties indépendantes sur les sociétés cotées en bourse et autres. À la suite de cette enquête, les indemnités suivantes ont été adaptées en 2011 pour les administrateurs non exécutifs, afin de les aligner à la réalité du marché :

- l'indemnité de présence effective à minimum 6 réunions du Conseil d'Administration est portée de € 22 500 à € 32 500 ; en cas de participation à un nombre inférieur de réunions, l'indemnité sera réduite proportionnellement ;
- l'indemnité de présence effective à une réunion du Comité d'Audit ou du Comité des nominations et des rémunérations est portée de € 2 500 à € 3 000 ⁽¹⁾ ;
- l'indemnité forfaitaire complémentaire pour le Président du Comité d'audit, soit € 3 750, reste inchangée ;
- l'indemnité forfaitaire du Président du Conseil d'Administration, soit € 85 000, reste également inchangée.

Le Conseil d'Administration fixe la rémunération ainsi que la politique de rémunération du Management Exécutif sur proposition du Comité des nominations et des rémunérations, compte tenu des dispositions contractuelles en la matière ainsi que des données comparatives issues d'autres entreprises comparables, cotées en bourse. L'intention est que les rému-

nérations soient d'une part conformes au marché, d'autre part proportionnelles aux tâches, aux responsabilités et aux objectifs de management.

Les objectifs de management qui conditionnent la rémunération variable et la hauteur de celle-ci sont proposés annuellement par le Comité des nominations et des rémunérations, puis approuvés par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration évalue la réalisation des objectifs quantitatifs et qualitatifs à la base d'une analyse fournie par le Comité des nominations et des rémunérations. Les objectifs quantitatifs se mesurent par rapport au niveau du bénéfice net courant réalisé sur une base consolidée. Les objectifs qualitatifs à atteindre en plusieurs années sont évalués annuellement en fonction de l'état d'avancement de chaque objectif spécifique.

Sur proposition du Conseil d'Administration, qui estime que les objectifs quantitatifs et qualitatifs de management sont aussi établis de manière à permettre à la Société d'atteindre ses objectifs à long terme, l'Assemblée Générale du 20 mai 2011 a donné son accord, conformément à l'article 520 ter du Code des Sociétés, pour que l'intégralité de l'indemnité annuelle variable accordée aux administrateurs délégués pour les exercices 2011 à 2013 se base sur des critères de performances objectifs et mesurables prédéfinis, portant chaque fois sur une période d'un an.

Application de la politique de rémunération aux membres du Conseil d'Administration

Conformément à la politique de rémunération susmentionnée, les administrateurs non exécutifs de la Société ont perçu pour leurs services pendant l'exercice précédent une somme fixe pour chaque réunion du Conseil d'Administration et de ses comités. Le Président du Comité d'audit perçoit une indemnité forfaitaire supplémentaire.

Le Président du Conseil d'Administration ainsi que les administrateurs délégués reçoivent une somme forfaitaire. Le tableau ci-après récapitule la rémunération individuelle des administrateurs pour l'exercice 2011. Tous les montants sont bruts avant impôts.

NOM	TITRE	REMUNERATION 2011 (IN €)
CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 31 DECEMBRE 2011		
Philip Ghekiere	Président	85 000
Eddy Duquenne	Administrateur délégué	30 000
Joost Bert	Administrateur délégué	30 000
Geert Vanderstappen (Management Center Molenberg sprl)	Administrateur indépendant	45 250
Marc Van Heddeghem	Administrateur indépendant	41 500
Marion Debruyne (Marion Debruyne sprl)	Administrateur indépendant	32 500
Rafael Decaluwé (Gobes Comm. V)	Administrateur indépendant	50 500
MANDAT REMIS AU 31 DECEMBRE 2011		
Marie-Suzanne Bert-Vereecke (Pentascop sa)	Fondateur, administrateur, Président d'honneur	50 000 ⁽²⁾
TOTAL		364 750

(1) Cette indemnité sera réduite en cas de participation téléphonique aux réunions.

(2) Montant forfaitaire accordé au Président d'honneur.



Pendant l'exercice précédent, les administrateurs non exécutifs n'ont pas reçu d'autres rémunérations, ni d'avantages, ni de primes à base d'actions ni d'autres formes d'incitations de la Société.

De plus, la Pentascoop SA, dont la représentante permanente est Mme M.S. Bert-Vereecke, conformément aux modalités convenues à l'époque de la fondation de Kinopolis Group SA, et aussi longtemps que Mme M.S. Bert-Vereecke fait partie du Conseil d'Administration, reçoit une rémunération annuelle de € 166 996 pour la connaissance sectorielle de Mme M.S. Bert-Vereecke et sa contribution au développement du Groupe en sa qualité de fondatrice. Vu la fin de ce mandat, cette indemnité ne sera plus accordée lors de l'exercice 2012. À la suite de la remise du mandat précité, le Conseil d'Administration a décidé à titre exceptionnel et vu l'ampleur de la contribution de Pentascoop SA au développement, à la croissance et à la professionnalisation du Kinopolis Group, de lui accorder une indemnité de départ d'un montant de € 200 000.

Tous les membres du Conseil d'Administration, ainsi que les administrateurs des filiales de la Société, sont couverts par une police « responsabilité civile administrateurs », dont la prime annuelle totale de € 20 484, taxes comprises, est prise en charge par la Société.

Application de la politique de rémunération aux membres du Management Exécutif

Compte tenu des données du benchmark, les tâches à assumer, les responsabilités et les objectifs de management, le Conseil d'Administration, sur proposition du Comité des nominations et des rémunérations, a fixé **en 2011** la rémunération du Management Exécutif pour les exercices 2011-2012 comme suit:

- dérogeant aux accords contractuels existants, il a été décidé de ne plus appliquer l'indexation annuelle liée au prix de la consommation ;
- le rapport entre les objectifs qualitatifs et quantitatifs sera de 30/70 ;
- les montants suivants seront pris en considération pour la sprl Eddy Duquenne :
 - rémunération fixe : € 330 000
 - indemnité variable maximale : € 265 000
 - bonus « out-performance » maximum : € 150 000
- les montants suivants seront pris en considération pour M. Joost Bert :
 - rémunération fixe : € 285 000
 - indemnité variable maximale : € 215 000
 - bonus « out-performance » maximum : € 75 000

La somme variable finale à consentir au Management Exécutif dépend de l'accomplissement des objectifs de management annuels pour 2011, objectifs impartis collectivement au Management Exécutif, composés à la fois d'objectifs quantitatifs (le critère étant l'obtention d'un niveau déterminé de bénéfice net courant consolidé) et d'objectifs qualitatifs. Les objectifs sont formulés de façon à refléter non seulement les objectifs de court terme du Groupe, mais aussi ses objectifs à plus long terme.

Outre la rémunération variable, en cas de dépassement substantiel des objectifs de management quantitatifs, le Conseil d'Administration peut, sur avis du Comité des nominations et des rémunérations, décider à sa discrétion d'attribuer un bonus « out-performance » susmentionné dont le montant est fixé annuellement par le Conseil d'Administration.

Les rémunérations susmentionnées seront payées en 2012 dans la mesure de la réalisation des objectifs.

Pour l'exercice 2010, les objectifs quantitatifs et qualitatifs de management, fixés par le Conseil d'Administration sur avis du Comité des nominations et des rémunérations, conditionnant respectivement 70 % et 30 % de la rémunération variable, ayant été atteints, la rémunération variable a été intégralement payée en 2011 aux membres du Management exécutif, à hauteur de € 430 000 au total. Le dépassement substantiel des objectifs quantitatifs a aussi entraîné le paiement d'un bonus « out-performance » pour un montant de € 231 636.

Enfin, en vertu de modalités contractuelles convenues avant le 1er juillet 2009, en cas de cessation précoce du contrat de l'un des membres du Management Exécutif, dans le cadre d'une modification du contrôle de la Société, l'indemnité de préavis se monte à 24 mois de rémunération fixe ainsi qu'à la partie pro rata de la rémunération variable pour l'année en cours.

Incentives de long terme

Le plan d'options sur actions 2007-2016 (le « Plan ») adopté le 5 novembre 2007 par le Conseil d'Administration a pour but de soutenir et de réaliser les objectifs suivants au niveau de la gestion de l'entreprise et du personnel :

- encourager et récompenser les administrateurs exécutifs et les cadres dirigeants de la Société et des entreprises apparentées, pour leur part dans le succès et la croissance à long terme de la Société et des entreprises apparentées ;
- aider la Société et les entreprises apparentées à attirer et à conserver les administrateurs et cadres dirigeants possédant l'expérience et les compétences nécessaires ; et
- lier plus étroitement les intérêts des administrateurs et cadres dirigeants à ceux des actionnaires de la Société et leur donner la possibilité de participer à la création de valeur et à la croissance de la Société.

Le 25 mars 2011, le Conseil d'Administration a décidé d'élargir le Plan susmentionné de 34 654 nouvelles options afin de pouvoir les attribuer aux nouveaux cadres dirigeants.

En 2008, en exécution du plan, le Président ⁽¹⁾ et les administrateurs délégués ont reçu 69 308 options chacun. 30 000 options avaient été attribuées aux cadres dirigeants en 2009, 15 000 en 2010, et 47 500 en 2011.

En 2011, aucune action n'a été attribuée aux administrateurs délégués et aucune option n'a été exercée.

On trouvera une description plus précise des caractéristiques de ces options au point 21 des Annexes aux comptes annuels consolidés.

(1) En sa qualité d'ancien administrateur exécutif.

Le tableau ci-dessous récapitule les rémunérations fixes, les autres éléments de la rémunération (cotisations de pension, assurances, indemnité voiture, etc.) ainsi que la partie variable :

NOM	RÉMUNÉRATION	MONTANTS PAYES CASH (HORS TVA)(EN €)
CEO		
Eddy Duquenne sprl	Rémunération fixe ⁽¹⁾	330 000
	Rémunération variable ⁽²⁾	215 000
	Bonus « out-performance » ⁽²⁾	154 000
	Indemnité voiture ⁽⁴⁾	33 185
	TOTAL	732 185
Joost Bert	Rémunération fixe ⁽¹⁾	285 000
	Rémunération variable ⁽²⁾	215 000
	Bonus « out-performance » ⁽²⁾	77 000
	Formule de pension ⁽³⁾	9 789
	Indemnité voiture ⁽⁴⁾	30 120
	TOTAL	616 909

(1) Hors rémunération reçu comme membre du Conseil d'Administration (€ 30 000 par administrateur délégué).

(2) Reçu en 2011 pour des prestations fournies en 2010.

(3) M. Joost Bert participe à un plan de pension complémentaire qui prévoit une cotisation annuelle fixe et indexée.

(4) Indexable annuellement et hors carte carburant.

Exercices 2012-2013

La rémunération du management exécutif a été fixée en 2011 pour l'exercice 2012, comme décrit ci-dessus.

Pour les exercices postérieurs à 2012, un nouveau benchmarking sera effectué afin d'aligner la rémunération visée sur celle du management exécutif d'entreprises comparables.

Principales caractéristiques des systèmes de contrôle interne et de maîtrise des risques

Kinepolis Group observe le cadre de référence de gestion des risques approuvé par le Conseil d'Administration (COSO ERM) développé par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO). Ce cadre intègre les processus de contrôle interne et de maîtrise des risques. Il vise l'identification et la maîtrise des risques stratégiques, opérationnels et de reporting, ainsi que les risques en matière de législation et de réglementation, en vue de la réalisation des objectifs de l'Entreprise.

Kinepolis Group fait appel à ce modèle dans les mesures prises pour maîtriser les risques susmentionnés au niveau des processus d'exploitation et dans le reporting financier. Le système fait l'objet d'une gestion centralisée. Il est appliqué de la façon la plus uniforme possible dans les différentes divisions et filiales. Il couvre les éléments conformément aux prescriptions du modèle de référence, ainsi que les divers rôles et responsabilités en matière de contrôle interne et de maîtrise des risques.

Rôles et responsabilités

Au sein du Kinepolis Group, la maîtrise des risques n'incombe pas seulement au Conseil d'Administration et au Management Exécutif : chaque employé est responsable de la bonne application en temps utile des différentes mesures de maîtrise des risques dans les domaines de sa fonction.

Les responsabilités du Conseil d'Administration, de ses comités et du Management exécutif en matière de gestion des risques sont déjà développées et décrites en détail dans les dispositions légales, le Code belge de gouvernance d'entreprises 2009 et la charte de gouvernance d'entreprise de Kinepolis Group. En résumé, le Management Exécutif assume la responsabilité finale de la mise en œuvre et de la gestion adaptée du système de maîtrise des risques, tandis que le Conseil d'Administration y exerce un rôle de contrôle.

La mise en œuvre et la gestion du système de maîtrise des risques repose sur une structure de responsabilité pyramidale dans laquelle chaque dirigeant n'est non seulement responsable de l'introduction et de l'exécution des processus de gestion des risques dans sa fonction mais assume également une fonction de contrôle (surveillance) sur l'implémentation correcte de ces règles par ses subordonnés (lesquels peuvent être à leur tour des dirigeants). De cette façon, le management s'assure que les risques sont adéquatement et complètement gérés dans toute l'entreprise, et en même temps, que les risques y relatés sont abordés de façon intégrée dans les différents processus d'exploitation et départements.

Concrétisation des différents éléments

On trouvera ci-dessous, pour chaque élément du cadre COSO ERM, une brève explication de sa mise en œuvre par le Groupe. La description comprend les principaux éléments et n'est donc pas exhaustive. De plus, les modalités d'application sont régulièrement évaluées et constamment sujettes à modification.

Environnement de contrôle interne

Un environnement interne adéquat est indispensable pour pouvoir appliquer les autres éléments du cadre d'une manière appropriée. Ainsi Kinopolis Group accorde beaucoup d'importance aux valeurs d'intégrité et de comportement éthique. Parallèlement au cadre légal en place, Kinopolis Group encourage les comportements conformes à ces valeurs et les impose en faisant appel à la fois à des mesures préventives (par ex. règlement du travail, diverses directives et procédures) et à la détection (par ex. procédure d'alerte, inspections du suivi).

La structure organisationnelle est un autre aspect important de l'environnement interne. Kinopolis présente une structure organisationnelle claire et uniforme, adaptée aux différents pays et processus d'entreprise. Cette structure, la fixation des objectifs, la gestion budgétaire et le processus de rémunération sont aussi harmonisés.

Par ailleurs, la bonne gestion des risques nécessite une formation appropriée et un accompagnement efficace du personnel. Chaque année, les besoins de chaque salarié en termes de formation sont examinés indépendamment des formations déjà obligatoires pour certaines fonctions. Pour les nouveaux managers il est aussi prévu une formation annuelle d'introduction à la gestion des risques.

Formulation des objectifs

Les objectifs doivent être formulés explicitement si l'on veut que le management puisse identifier les risques pesant sur leur réalisation, afin de les gérer d'une manière efficace et efficiente.

Conformes à la mission de Kinopolis, les objectifs de l'entreprise sont fixés à plusieurs échéances. Comme stipulé dans la charte de gouvernance d'entreprise, les objectifs sont confirmés annuellement par le Conseil d'Administration, qui veille aussi à les aligner sur la politique de l'entreprise de l'acceptation des risques.

Les objectifs (financiers et non financiers) fixés au niveau consolidé sont développés annuellement, de façon graduelle, pour déboucher sur des objectifs cohérents et alignés pour chaque pays, business unit ou département. Au niveau le plus bas, on détermine les objectifs individuels de chaque salarié. La réalisation des objectifs est liée à la politique de rémunération.

La progression par rapport aux objectifs fait l'objet d'évaluations régulières, par les opérations de « business controlling », à partir des rapports de management. Quant aux objectifs individuels, ils sont évalués au moins une fois par an dans le cadre d'un processus ressources humaines formalisé.

Maîtrise interne

Nous entendons par « maîtrise interne » l'identification et l'estimation des risques de l'entreprise, ainsi que la sélection, la mise en œuvre et la gestion des mesures de maîtrise adéquates (y compris les diverses activités de contrôle interne).

Comme indiqué plus haut, il appartient en première instance à chaque manager d'organiser et d'accomplir de façon adéquate les différentes activités de maîtrise interne (y compris le pilotage) dans son propre domaine de responsabilité. En d'autres termes, chaque dirigeant est chargé d'identifier et d'estimer correctement et à temps les risques ainsi que de prendre et de gérer les mesures appropriées. Bien que le dirigeant individuel conserve à cet égard une certaine liberté, Kinopolis s'efforce de standardiser et d'uniformiser au maximum le processus. À cette fin, le Groupe impose une formation ERM, des directives et des procédures, de même que des listes standards des contrôles internes à effectuer.

Afin de dresser un tableau global du profil de risque de l'entreprise, le Conseil d'Administration et le Management de Kinopolis procèdent chaque année à une évaluation des risques. L'opération permet aussi de déterminer dans quelle mesure les risques résiduels sont acceptables ou non. Dans la négative, des mesures de maîtrise complémentaires sont mises au point.

Information et communication

Pour les besoins de la gestion de l'entreprise en général et de la maîtrise des risques en particulier, Kinopolis Group s'est mise en place des structures, des organes de concertation, des canaux de rapportage et des voies de communication grâce auxquels les personnes concernées disposent à temps des informations correctes dont elles ont besoin dans leurs activités, y compris la gestion des risques. L'information en question est extraite de systèmes « data warehouse » conçus et entretenus pour pouvoir répondre aux besoins du rapportage et de la communication.

Monitoring

Outre la surveillance que la loi, le Code belge de Gouvernance d'Entreprise 2009 et la charte de Gouvernance d'Entreprise confient au Conseil d'Administration (y compris au Comité d'audit), Kinopolis exerce notamment les activités de pilotage suivantes :

- Business Controlling. Chaque mois, le Management, assisté par le département Business Controlling, analyse la progression par rapport aux objectifs et explique les différences. Cette analyse peut révéler des possibilités d'amélioration des activités et mesures de gestion des risques.
- Audit interne. Le département Audit interne confronte régulièrement les activités et mesures existantes de gestion des risques aux règles internes et bonnes pratiques. Les possibilités d'amélioration sont examinées avec le Management et débouchent sur l'exécution des interventions concrètes qui affinent la gestion des risques.

Description des principaux risques de l'entreprise

Pour connaître les principaux risques pesant sur l'entreprise, le Conseil d'Administration et le Management de Kinepolis réalisent chaque année une évaluation des risques, qui est ensuite analysée et validée par le Conseil d'Administration. En 2011 comme en 2010, l'évaluation a revêtu la forme d'une consultation écrite des participants. Les résultats quantitatifs et qualitatifs obtenus ont permis d'estimer l'ordre de grandeur des risques. Bien que ce procédé distingue sur des bases fondées les risques importants de ceux qui le sont moins, cette estimation, propre à la notion « risques », n'offre aucune garantie quant à la réalisation de ceux-ci. La liste reprise ci-dessous n'est donc pas un inventaire exhaustif de tous les risques auxquels Kinepolis est exposé.

Disponibilité et qualité du matériel fourni

Vu que Kinepolis Group n'a aucune production propre (films, etc.), il dépend de la disponibilité, de la diversité et de la qualité des films ainsi que de la possibilité de location de ce matériel auprès des distributeurs. Dans la mesure du possible, Kinepolis Group tente à cet égard de s'armer en entretenant des relations à long terme avec les principaux distributeurs et producteurs, en menant une certaine politique de diversification quant au matériel fourni et en opérant lui-même comme distributeur en Belgique. Les investissements dans des projets « tax shelter » doivent être vus sous cet angle.

Effets saisonniers

Les résultats opérationnels de Kinepolis Group peuvent varier selon les périodes étant donné que les producteurs et distributeurs déterminent en toute indépendance par rapport aux exploitants de salles le timing des sorties de films, et du fait que certaines périodes – par exemple les vacances – ont traditionnellement un impact potentiel sur la fréquentation des salles. La météo peut, elle aussi, jouer un rôle important dans la fréquentation des salles de cinéma. Kinepolis accepte ce risque dans une large mesure, car une couverture financière coûterait trop cher par rapport au bénéfice.

Concurrence

La position de Kinepolis Group en tant qu'exploitant de salle, comme pour tout produit pour lequel il existe des possibilités de substitution, est soumise à la concurrence. Elle provient d'une part de la présence d'autres exploitants de salles sur le marché où le groupe est actif et de l'ouverture possible de nouveaux complexes de salles sur ce marché, et d'autre part de la diffusion et disponibilité croissante de films par d'autres canaux que le cinéma, par exemple la vidéo sur demande, le pay-per-view, internet, etc. Cette évolution peut également être influencée par les périodes de plus en plus courtes entre la première projection d'un film en salle et le moment où les distributeurs le rendent disponible via d'autres canaux, sans compter les améliorations techniques constantes des modes alternatifs de visionnage d'un film. Au-delà des alternatives légales, le secteur du cinéma est également confronté aux téléchargements illégaux. Kinepolis œuvre activement avec les distributeurs à l'élaboration de mesures permettant d'éviter l'éventuelle croissance de la diffusion de films via internet. La position de Kinepolis Group

peut également être influencée par la concurrence croissante d'autres formes de loisirs comme les concerts, événements sportifs, etc. qui, bien qu'ils n'appartiennent pas stricto sensu au même marché de produits, peuvent avoir un impact sur le comportement des clients de Kinepolis.

Kinepolis Group s'efforce de renforcer sa position concurrentielle d'exploitant de salle par l'implémentation d'une vision stratégique qui cible prioritairement la qualité du service aux clients et de l'expérience cinématographique qui leur est proposée.

Circonstances économiques

Les changements intervenant dans la situation économique générale, internationale ou régionale ainsi que le climat économique des régions où Kinepolis Group est actif et susceptibles d'avoir un impact sur les habitudes de consommation des clients et sur les productions de nouveaux films peuvent avoir un effet négatif sur les résultats d'exploitation de Kinepolis Group. Kinepolis s'efforce de s'en prémunir par une efficacité interne poussée et par un suivi très strict des dépenses et des marges. Les risques liés à la concurrence peuvent également augmenter en raison de circonstances économiques changeantes.

Risques liés à des rachats actuels ou futurs

En cas de rachat éventuel, les autorités de la concurrence peuvent imposer des conditions et limitations (supplémentaires) à la croissance de Kinepolis Group (voir également « Risques politiques, législatifs et liés aux droits de la concurrence » ci-dessous). En outre, les éventuelles reprises comportent certains risques inhérents susceptibles d'avoir un impact négatif sur les objectifs poursuivis. Kinepolis Group examinera donc préalablement en détail les opportunités de reprise, en procédant à une évaluation adéquate des risques et, si nécessaire, prendra les mesures requises pour les gérer.

Risques politiques réglementaires et liés à la concurrence

Kinepolis Group cherche toujours à opérer dans le cadre légal. Une législation nouvelle ou amendée, y compris la loi fiscale, pourrait en effet entraver la croissance et/ou l'exploitation de Kinepolis Group, ou nécessiter des investissements ou des frais supplémentaires. Dans la mesure du possible, ces risques sont gérés activement : Kinepolis Group communique et défend ses positions auprès des instances politiques, administratives et juridiques. De plus, le Conseil belge de la Concurrence a imposé une série de mesures et de restrictions au Kinepolis Group, comme l'obtention de l'accord préalable du Conseil de la Concurrence pour construire de nouveaux complexes de cinéma ou pour reprendre des complexes de salles en Belgique.

Risques technologiques

Le cinéma est très largement informatisé et automatisé. Les bons choix technologiques sont primordiaux pour garantir le meilleur service au client. On peut en dire autant du fonctionnement optimal des systèmes de projection et des autres équipements TIC. Kinepolis Group gère ces risques en suivant de près les tout derniers développements technologiques, en analysant régulièrement l'architecture des systèmes pour l'optimiser le cas échéant, enfin en instaurant les bonnes pratiques informatiques.

Risques du personnel

Kinepolis Group est une entreprise de services et dépend de ses collaborateurs afin de pouvoir livrer un service de qualité. Un défi permanent consiste à attirer et à fidéliser dans tous les segments de l'entreprise les cadres et les salariés possédant les connaissances et l'expérience nécessaires. Kinepolis relève ce défi en offrant des conditions de travail attrayantes, une bonne gestion du savoir et une ambiance de travail agréable. Par des enquêtes, Kinepolis mesure la satisfaction de son personnel et apporte les changements qui s'imposent.

Catastrophes naturelles

Des catastrophes naturelles ou événements politiques survenant dans un pays où Kinepolis Group est actif et entraînant des dégâts matériels à un des complexes, une baisse de la fréquentation ou perturbant la livraison des produits peuvent potentiellement avoir un effet négatif sur les activités. Kinepolis tente, par le biais d'une combinaison de mesures préventives (par ex. des choix architectoniques, plans d'évacuation), de mesures de détection (par ex. dispositifs de détection d'incendie) et de conclusion de contrats d'assurance appropriés, de réduire le plus possible l'impact potentiel de tels risques.

Risques d'environnement et risques immobiliers

Vu que Kinepolis Group est propriétaire ou locataire de biens immobiliers, elle est soumise aux règlements et législations applicables en termes d'environnement et de risques immobiliers potentiels. Au-delà des mesures déjà mentionnées visant à limiter les risques politiques et réglementaires, Kinepolis prendra les mesures requises pour éviter les dégâts environnementaux et limiter les risques immobiliers.

Risques opérationnels

Outre les risques susmentionnés liés aux activités, Kinepolis Group peut également être exposé à des risques opérationnels. Certains risques et incertitudes spécifiques pour Kinepolis Group sont brièvement évoqués ci-dessous.

Concernant le permis d'urbanisme annulé le 30 septembre 2008 délivré initialement pour le complexe de cinéma Kinepolis Oostende (Belgique), la Ville d'Oostende poursuit l'élaboration d'un plan communal d'aménagement du territoire pour la zone concernée. Cela fait, un nouveau permis d'urbanisme sera délivré en régularisation de la situation actuelle de l'immeuble de Kinepolis Oostende.

Enfin, Kinepolis Group note que la Ville de Bruxelles (Belgique) a l'intention de développer et de réaménager le plateau du Heysel à Bruxelles. La société a toute confiance dans l'issue favorable de la procédure entamée début 2011 par Parc des Expositions de Bruxelles (PEB), l'exploitant de Brussels Expo, pour obtenir la résiliation du contrat de concession autorisant l'implantation de Kinepolis Bruxelles sur le site du Heysel en se basant sur un prétendu non-respect du contrat en cause.

Utilisation des instruments financiers

Dans l'exercice de son activité, Kinepolis Group s'expose à divers risques financiers : risques d'intérêt, de change, de crédit et de liquidité.

Pour la gestion de ces risques financiers, on peut faire appel aux produits financiers dérivés proposés par des tiers. Le recours à ces produits financiers dérivés est subordonné à des contrôles internes stricts et à une réglementation sévère. La politique du Groupe n'autorise pas l'utilisation d'instruments financiers dérivés à des fins spéculatives.

Kinepolis gère son endettement en recourant à une combinaison d'emprunts de court, moyen et long terme. La combinaison d'obligations à taux d'intérêt fixe et variable est déterminée au niveau du Groupe. Fin décembre 2011, l'endettement financier net du groupe atteignait € 76,5 millions. Kinepolis a conclu des contrats de swap d'intérêts pour gérer les risques de fluctuation des taux. Au 31 décembre 2011, ces couvertures d'intérêt représentaient € 57,5 millions.

Les Annexes aux comptes annuels consolidés expliquent plus en détail comment le Groupe fait face aux risques financiers.

Respect du Code de Gouvernance d'Entreprise

Kinepolis Group applique les règles du Code belge de Gouvernance d'Entreprise.

Conformément au principe « appliquer ou expliquer », la société a décidé qu'il était dans l'intérêt de l'Entreprise et de ses actionnaires de déroger aux articles du Code dans un nombre restreint de cas spécifiques :

- Par dérogation à l'article 5.5 du Code, le Conseil d'Administration estime qu'au vu du nombre limité de membres du Conseil d'Administration, un Comité d'audit composé de deux membres indépendants, tous deux avec la connaissance requise dans les activités de l'audit et de la comptabilité, apporte des garanties suffisantes de bon fonctionnement.
- Par dérogation à l'article 7.13. du Code, le Conseil d'Administration a approuvé le 5 novembre 2007 le Plan d'options sur actions 2007-2016 pour les administrateurs exécutifs et les cadres supérieurs. Le plan a notamment pour but d'aligner les intérêts des personnes concernées sur ceux de la société, et d'aider celle-ci à proposer une rémunération suffisamment attrayante pour attirer les candidats adéquats aux fonctions citées. Ces objectifs étant manifestement dans l'intérêt de la société, le Conseil d'Administration ne juge pas nécessaire de soumettre la question à l'Assemblée générale.
- Par dérogation à l'article 4.6. du Code, les qualifications professionnelles ainsi que les fonctions des administrateurs à nommer n'étaient pas mentionnées dans la convocation à l'Assemblée Générale du 20 mai 2011, puisque les qualifications concernées sont déjà assez connues par les communiqués de presse et les rapports annuels.

Autres informations

Recherche et développement

Dans le cadre des trois objectifs stratégiques, Kinopolis Group a développé quelques nouveaux concepts intégrés dans ses entités opérationnelles, afin de pouvoir garantir une expérience optimale des visiteurs et un profit stable du Groupe.

Politique de conflit d'intérêts

Le 25 mars 2011, le Conseil d'Administration a pris deux décisions en application de l'article 523 du Code des sociétés.

Ces décisions concernent :

- l'attribution globale au Management exécutif de la partie variable de la rémunération, à concurrence du montant indexé de € 215 000 par personne, vu la réalisation en 2010 des objectifs de management quantitatifs et qualitatifs, ainsi que l'attribution globale d'un bonus « outperformance » de € 154 000 à la SPRL Eddy Duquenne et de € 77 000 à M. Joost Bert, vu le dépassement substantiel des objectifs quantitatifs ;
- la fixation de la rémunération du Management exécutif pour les exercices 2011-2012 et la fixation des objectifs de management pour l'exercice 2011.

L'extrait du procès-verbal concernant ce point a été intégré au rapport du Conseil d'Administration sur les comptes annuels non consolidés.

Le 14 décembre 2011, le Conseil d'Administration a également pris deux décisions en application de l'article 523 du Code des sociétés.

Ces décisions concernent :

- le rachat de Brightfish sa, société dont l'intégralité des actions était détenue d'une part par M. Joost Bert, et d'autre part par Wikingerhof sprl, société dont M. Joost Bert est actionnaire ;
- l'octroi d'une indemnité de départ de € 200 000 à Pentascoop sa, dont la représentante permanente est Mme M.S. Bert-Vereecke, à l'occasion de la fin de son mandat d'administrateur de ladite société.

L'extrait du procès-verbal concernant ce point a été intégré au rapport du Conseil d'Administration sur les comptes annuels non consolidés.

Affectation du résultat et dividende

En ce qui concerne les propositions faites à l'Assemblée générale quant à l'affectation et à la distribution du résultat, le Conseil d'Administration tient compte de différents facteurs, parmi lesquels la situation financière de la société, les résultats de l'exploitation, les flux de trésorerie effectifs et escomptés, et les projets d'expansion.

Pour l'exercice 2011, compte tenu d'un ratio de distribution de 30 % calculé sur le résultat net courant, le Conseil d'Administration propose le paiement d'un montant brut de € 10 576 096, à répartir sur le nombre d'actions qui ont droit à un dividende. Le Conseil d'Administration a fixé la mise en paiement du dividende, sous condition suspensive de l'approbation par l'Assemblée générale, au 25 mai 2012 (ex date: 22 mai 2012; record date: 24 mai 2012), auprès d'une institution financière au choix de l'actionnaire, contre remise du coupon n°13.

Déclaration relative aux informations figurant dans ce rapport annuel

Les soussignés déclarent qu'à leur connaissance :

- les comptes annuels, préparés conformément aux normes en vigueur pour les comptes annuels, dressent une image réelle des capitaux propres, de la situation financière et des résultats de la Société, ainsi que des sociétés intégrées dans la consolidation ;

- le rapport de gestion du Conseil d'Administration donne une image réelle du développement et des résultats de Kinopolis Group et des sociétés intégrées à la consolidation, ainsi que des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.



Eddy Duquenne
Administrateur délégué



Joost Bert
Administrateur délégué

Comptes annuels

Compte de résultats consolidés

au 31 décembre

EN '000 €	ANNEXE	2010	2011
Produits	3	239 170	253 704
Coût des ventes		-172 150	-174 065
Marge brute		67 020	79 639
Coûts commerciaux		-10 937	-14 925
Charges administratives		-14 667	-14 849
Autres produits/charges opérationnel(le)s	4	3 769	3 476
Résultat opérationnel		45 185	53 341
Produits financiers	7	2 340	1 701
Charges financières	7	-7 493	-4 870
Résultat avant impôt		40 032	50 172
Charge d'impôt	8	-11 970	-13 701
Résultat de la période		28 062	36 471
Attribuable aux :			
Propriétaires de la société mère		27 847	36 194
Participations ne donnant pas le contrôle		215	277
Résultat de la période		28 062	36 471
Résultat de base par action (€)	20	4,19	5,53
Résultat dilué par action (€)	20	4,14	5,44

État consolidé du résultat global

au 31 décembre

EN '000 €	ANNEXE	2010	2011
Résultat de la période		28 062	36 471
Écarts de change		810	-1 390
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés		1 593	-109
Autres éléments du résultat global de la période		2 403	-1 499
Résultat global total de la période		30 465	34 972
Attribuable aux :			
Propriétaires de la société mère		30 250	34 695
Participations ne donnant pas le contrôle		215	277
Résultat global total de la période		30 465	34 972



État consolidé de situation financière

au 31 décembre

Actifs

EN '000 €	ANNEXE	2010	2011
Autres immobilisations incorporelles	9	3 386	3 367
Goodwill	10	18 761	18 761
Immobilisations corporelles	11	227 446	221 231
Immeubles de placement	12	14 485	12 837
Actifs d'impôt différés	13	1 548	1 551
Instruments financiers dérivés	25	5	
Autres créances	15	16 198	14 365
Autres actifs financiers	17	27	27
Actifs non courants		281 856	272 139
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	18	8 138	6 721
Stocks	14	3 703	3 024
Créances commerciales et autres créances	15	19 623	27 375
Créances d'impôt courant		136	24
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16	12 584	17 670
Actifs courants		44 184	54 814
TOTAL DES ACTIFS		326 040	326 953

État consolidé de situation financière

au 31 décembre

Passifs

EN '000 €	ANNEXE	2010	2011
Capital	19	48 963	18 952
Prime d'émission	19	1 154	1 154
Réserves consolidées		106 292	114 040
Réserve de conversion		-629	-2 019
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère		155 780	132 127
Participations ne donnant pas le contrôle	19	1 538	1 815
Capitaux propres		157 318	133 942
Obligations financières	22	57 437	38 502
Provisions	23	2 274	3 513
Passifs d'impôts différés	13	13 918	14 319
Instruments financiers dérivés	25	1 018	856
Autres dettes	24	10 132	9 318
Passifs non courants		84 779	66 508
Dépassements bancaires	16	346	126
Obligations financières	22	22 017	55 894
Dettes commerciales et autres dettes	24	55 548	63 331
Provisions	23	172	278
Instruments financiers dérivés	25	284	511
Impôts courants		5 576	6 363
Passifs courants		83 943	126 503
TOTAL DES PASSIFS		326 040	326 953

Tableau des flux de trésorerie consolidés

au 31 décembre

EN '000 €	ANNEXE	2010	2011
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles			
Résultat avant impôt		40 032	50 172
Ajustements pour :			
Amortissements	6	22 949	19 954
Provisions et réductions de valeur	23	-138	1 267
Subsides en capital	4	-811	-775
(Plus-) Moins-values sur la réalisation d'immobilisations corporelles	4	-2 315	-2 895
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés et écarts de change non réalisés		-1 059	-176
Escompte de créances à long terme	7	-905	-837
Paiements fondés sur des actions	5	434	491
Réductions de valeur investissements « Tax Shelter »	7	412	733
Réalisation réserve de conversion filiale polonaise liquidée	7	1 324	
Écart d'acquisition négatif	4		-271
Produits et charges d'intérêts	7	4 048	2 616
Variation des stocks	14	-1 641	462
Variation des créances commerciales et autres	15	4 000	-1 273
Variation des dettes commerciales et autres	24	-8 652	4 502
Trésorerie provenant des activités opérationnelles		57 678	73 970
Impôt sur le résultat payé/perçu		-10 385	-12 402
Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles		47 293	61 568

EN '000 €	ANNEXE	2010	2011
Flux de trésorerie provenant des activités de placement			
Acquisitions d'autres immobilisations incorporelles	9	-1 562	- 898
Acquisitions d'immobilisations corporelles et immeubles de placement	11, 12	-12 695	-12 110
Acquisition filiale, après déduction de la trésorerie acquise			1 192
Produits de cessions d'immobilisations corporelles		1 652	2 007
Trésorerie nette provenant des activités de placement		-12 605	-9 809
Flux de trésorerie provenant des activités de financement			
Réduction de capital			-28 693
Provenant des emprunts		9 954	79 072
Remboursements d'emprunts		-40 000	-64 130
Intérêts payés		-4 145	-2 675
Intérêts perçus		106	56
Achat d'actions propres			-21 645
Dividendes payés		-6 121	-8 383
Règlement de swaps de taux d'intérêt et de devises		-2 483	
Trésorerie nette provenant des activités de financement		-42 689	-46 398
Augmentation/(diminution) nette de trésorerie et équivalents de trésorerie		-8 001	5 361
Trésorerie et équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	16	20 136	12 239
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	16	12 238	17 544
Écarts de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		103	-56
Augmentation/(diminution) nette de trésorerie et équivalents de trésorerie		-8 001	5 361

État consolidé de variation des capitaux propres

2011

EN '000 €	CAPITAL	PRIME D'ÉMISSION	RÉSERVE DE CONVERSION	RÉSERVE DE COUVERTURE	
Au 31 décembre 2010	48 963	1 154	-629	-1 210	
Résultat de la période					
Écarts de change			-1 390		
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés				-109	
Autres éléments du résultat global de la période			-1 390	-109	
Résultat global total de la période			-1 390	-109	
Réduction de capital	-30 011				
Dividendes versés					
Achat d'actions propres					
Annulation d'actions propres					
Paiements fondés sur des actions					
Transactions avec des propriétaires comptabilisées directement en capitaux propres	-30 011				
AU 31 DÉCEMBRE 2011	18 952	1 154	-2 019	-1 319	

2010

EN '000 €	CAPITAL	PRIME D'ÉMISSION	RÉSERVE DE CONVERSION	RÉSERVE DE COUVERTURE	
Au 31 décembre 2009	48 963	1 154	-1 439	-2 803	
Résultats de la période					
Écarts de change			810		
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés				1 593	
Autres éléments du résultat global de la période			810	1 593	
Résultat global total de la période			810	1 593	
Dividendes versés					
Paiements fondés sur des actions					
Transactions avec des propriétaires comptabilisées directement en capitaux propres					
AU 31 DÉCEMBRE 2010	48 963	1 154	-629	-1 210	

	RÉSERVE DE JUSTE VALEUR	RÉSULTATS NON DISTRIBUÉS	RÉSERVE ACTIONS PROPRES	RÉSERVE PAIEMENTS FONDÉS SUR ACTIONS	CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX PROPRIÉTAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE	PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE	TOTAL CAPITAUX PROPRES
	0	112 949	-6 974	1 527	155 780	1 538	157 318
		36 194			36 194	277	36 471
					-1 390		-1 390
					-109		-109
					-1 499		-1 499
		36 194			34 695	277	34 972
		1 200			-28 811		-28 811
		-8 383			-8 383		-8 383
			-21 645		-21 645		-21 645
		-19 130	19 130				
				491	491		491
		-26 313	-2 515	491	-58 348		-58 348
	0	122 830	-9 489	2 018	132 127	1 815	133 942

	RÉSERVE DE JUSTE VALEUR	RÉSULTATS NON DISTRIBUÉS	RÉSERVE ACTIONS PROPRES	RÉSERVE PAIEMENTS FONDÉS SUR ACTIONS	CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX PROPRIÉTAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE	PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE	TOTAL CAPITAUX PROPRES
	0	91 223	-6 974	1 093	131 217	1 323	132 540
		27 847			27 847	215	28 062
					810		810
					1 593		1 593
					2 403		2 403
		27 847			30 250	215	30 465
		-6 121			-6 121		-6 121
				434	434		434
		-6 121		434	-5 687		-5 687
	0	112 949	-6 974	1 527	155 780	1 538	157 318

Annexes aux comptes annuels consolidés

1. Principes comptables significatifs
2. Informations sectorielles
3. Produits
4. Autres produits/charges opérationnel(le)s
5. Frais de personnel et autres avantages sociaux
6. Complément d'information sur les charges opérationnelles par nature
7. Produits et charges financiers
8. Charge d'impôt
9. Autres immobilisations incorporelles
10. Goodwill et regroupements d'entreprises
11. Immobilisations corporelles
12. Immeubles de placement
13. Impôts différés
14. Stocks
15. Créances commerciales et autres créances
16. Trésorerie et équivalents de trésorerie
17. Autres actifs financiers
18. Actifs classés comme détenus en vue de la vente
19. Capitaux propres
20. Résultat par action
21. Avantages liés à la rémunération en actions ou au droit d'inscription d'actions
22. Emprunts portant intérêts
23. Provisions
24. Dettes commerciales et autres dettes
25. Instruments financiers
26. Leasing opérationnel
27. Engagements d'acquisition d'immobilisations
28. Droits et obligations non repris dans le bilan
29. Parties liées
30. Événements post-clôture
31. Entreprises appartenant au Groupe
32. Mandats et rémunération du Commissaire

1. Principes comptables significatifs

Kinepolis Group SA (« la Société ») est une société établie en Belgique. Les comptes annuels consolidés de la Société pour l'exercice comptable clôturé au 31 décembre 2011 englobent la Société et ses filiales (appelées collectivement le « Groupe ») ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises mises en équivalence. Les comptes annuels ont été approuvés pour publication par le Conseil d'administration le 29 mars 2012.

Déclaration de conformité

Les comptes annuels consolidés ont été établis conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) émises par l'IASB (International Accounting Standards Board) et approuvées par l'Union européenne au 31 décembre 2011. La Société n'a appliqué aucune mesure d'exception européenne aux normes IFRS, ce qui signifie que ses comptes annuels sont parfaitement conformes à ces normes.

Base de présentation

Les comptes annuels consolidés sont présentés en euro, arrondis au millier le plus proche. Ils ont été établis suivant le principe du coût historique, à l'exception des éléments suivants de l'actif et du passif, qui sont comptabilisés à leur juste valeur : les instruments financiers dérivés et les actifs financiers disponibles pour la vente.

Les actifs non courants détenus en vue de la vente sont évalués, selon la norme IFRS 5, au montant le plus bas entre la valeur comptable et la juste valeur, diminué des coûts de la vente. Les actifs et passifs qui font l'objet d'une couverture sont comptabilisés à leur juste valeur, à concurrence du risque couvert.

Les principes comptables ont été uniformément appliqués dans l'ensemble du Groupe et sont identiques à ceux adoptés pour l'exercice précédent.

Les produits et charges financiers en 2010 ont été respectivement réduits de € 1,9 million dans le compte de résultats pour qu'ils correspondent aux annexes pour cette période. Il s'agit d'une correction tardive de la présentation des pertes et profits de change par devise dans les annexes au rapport annuel de 2010, qui n'a pas été intégrée au compte de résultats. Cette reclassification n'a pas eu d'impact sur le résultat de 2010.

La présentation du tableau des flux de trésorerie consolidés a été modifiée comparé à l'exercice précédent. La dépréciation des investissements « Tax Shelter » est présentée séparément comme adaptation du résultat avant impôt. La variation du fonds de roulement est ventilée entre les stocks, les créances commerciales et autres et les dettes commerciales et autres.

Le mode de calcul des produits des secteurs et inter-secteurs a été affiné. Les chiffres comparatifs pour 2010 ont été chacun augmentés de € 2,6 millions.

Les loyers futurs des contrats de leasing opérationnel non résiliables et ceux figurant dans le compte de résultats sont calculés différemment à partir de 2011. Les chiffres comparatifs pour 2010 ont été adaptés : les futurs loyers ont été réduits de € 5,8 millions fin 2010 et ceux repris dans le compte de résultats en 2010 sont supérieurs de € 1,3 million.

La préparation des comptes annuels conformément aux normes IFRS exige de la part du management d'établir un certain nombre d'estimations et d'hypothèses qui exercent un impact sur l'application des principes fondamentaux et sur la valeur rapportée des actifs et passifs, ainsi que des produits et charges. Les estimations et hypothèses y afférentes sont basées sur des expériences du passé ainsi que sur divers autres facteurs considérés comme raisonnables compte tenu des circonstances. Leurs résultats sont utilisés pour apprécier le caractère approprié de la valeur comptable des actifs et passifs lorsque les informations nécessaires à une telle appréciation ne sont pas disponibles auprès d'autres sources. Les résultats réels peuvent dès lors différer de ces estimations. Les estimations et hypothèses sous-jacentes font l'objet d'une évaluation constante. Les révisions des estimations sont comptabilisées dans la période où elles sont effectuées si ces révisions n'exercent une incidence que pour la période en question. Elles sont comptabilisées pour la période de révision et des périodes ultérieures si elles exercent une incidence pour l'exercice actuel et de futurs exercices.

Des estimations et hypothèses sont notamment faites pour :

- déterminer la durée de vie des immobilisations incorporelles et corporelles, à l'exception du goodwill ;
- évaluer la pertinence de pertes de valeur d'immobilisations avec estimation chiffrée ;
- déterminer les dépréciations de stocks ;
- comptabiliser et calculer les provisions ;
- évaluer dans quelle mesure les pertes reportées pourront être utilisées à l'avenir.

Ci-dessous figurent les estimations et hypothèses ayant une chance significative d'entraîner une adaptation matérielle de la valeur des actifs et passifs au cours du prochain exercice.

Récupérabilité des actifs d'impôts différés

Les actifs d'impôts différés pour pertes fiscales non utilisées ne sont admis que si de futurs résultats imposables permettent de compenser ces pertes (sur la base des budgets et prévisions). Le résultat fiscal effectif peut varier des hypothèses faites au moment où les impôts différés ont été enregistrés.

Tests de dépréciation du goodwill

La valeur récupérable des unités générant des flux de trésorerie est déterminée comme la valeur réalisable maximale de ces unités ou leur valeur d'utilité. Ces calculs requièrent d'utiliser des estimations et hypothèses, entre autres, des taux d'escompte, taux de change, futurs investissements et performance opérationnelle attendue.

Provisions

Les estimations et hypothèses qui influencent le plus le montant des provisions sont les coûts estimés ainsi que la probabilité et le timing attendu des flux de trésorerie sortants. Elles s'appuient sur les informations disponibles les plus récentes à la date du bilan.

Les autres hypothèses et estimations sont abordées dans les annexes qui les concernent.

Principes de consolidation

Filiales

Les filiales sont des entreprises sur lesquelles la Société exerce un contrôle. L'on entend par contrôle le pouvoir de déterminer, directement ou indirectement, les décisions financières et opérationnelles d'une entreprise. La présence ou l'absence d'un contrôle dépend notamment des droits de vote potentiels susceptibles d'être exercés.

Les comptes annuels des filiales sont inclus dans les comptes annuels consolidés à compter de la date de prise de contrôle effective jusqu'à la date où il cesse.

Les pertes encourues par des filiales aux participations ne donnant pas le contrôle sont imputées en proportion à ces participations dans ces filiales, même lorsqu'il en résulte un solde négatif pour une de ces participations.

Si le Groupe cède le contrôle d'une filiale, tous les actifs et passifs de la filiale, d'éventuelles participations ne donnant pas le contrôle et d'autres composantes des capitaux propres ayant trait à cette filiale sont cédés. Tout résultat relatif à la perte de contrôle est repris dans le compte de résultats. Un reliquat d'intérêt éventuel dans l'ancienne filiale est valorisé à sa juste valeur à la date de la perte de contrôle. Elle sera ensuite comptabilisée comme entreprise associée ou comme actif financier identifié comme disponible à la vente, selon le niveau de contrôle conservé.

Entreprises mises en équivalence

Les entreprises mises en équivalence sont celles dans lesquelles le Groupe détient une influence significative sur les décisions financières et opérationnelles, sans exercer de contrôle. Une influence significative est censée exister si le groupe détient 20 à 50 % des droits de vote d'une autre entité. Les comptes annuels consolidés incluent la part du Groupe dans le résultat total de la participation, reprise selon la méthode de la variation des capitaux, à compter de la date à laquelle l'influence notable a commencé jusqu'à son terme. Lorsque la part du Groupe dans les pertes dépasse la valeur comptable des investissements dans les entreprises mises en équivalence, cette dernière valeur est réduite à néant et les futures pertes ne sont plus prises en compte, sauf dans la mesure où le Groupe a contracté des obligations par rapport aux entreprises en question.

Élimination de transactions aux fins de la consolidation

Les soldes et transactions intragroupe, ainsi que les éventuels profits et pertes non réalisés sur les transactions intragroupe ou les produits et charges de telles transactions ont été éliminés lors de l'établissement des comptes annuels consolidés. Les profits non réalisés de transactions incluant des investissements traités suivant la méthode de la mise en équivalence ont été éliminés au prorata des intérêts du Groupe dans l'investissement en question. Les pertes non réalisées ont été éliminées de la même manière que les profits non réalisés, mais uniquement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une réduction de valeur.

Devises

Transactions en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont converties en euro au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères à la date de clôture du bilan sont convertis en euro au taux de change en vigueur à la date de clôture du bilan. Les écarts de conversion constatés sont comptabilisés dans le compte de pertes et profits. Les actifs et passifs non monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date de transaction. Les actifs et passifs non monétaires libellés en devises et comptabilisés à leur juste valeur sont convertis en euro aux taux de change en vigueur aux dates où les justes valeurs ont été fixées. Lorsque le règlement de créances monétaires d'entités étrangères ou de dettes à de telles entités n'est ni planifié, ni probable dans un avenir prévisible, les profits et pertes de change sur ces postes monétaires sont considérés comme une partie intégrante de l'investissement net dans ces entités étrangères et comptabilisés dans la réserve de conversion des autres éléments du résultat global.

Comptes annuels en devises étrangères

Les actifs et passifs résultant des activités à l'étranger, y compris le goodwill et les ajustements de valeur lors de la consolidation, sont convertis en euro au taux de change en vigueur à la date de clôture du bilan. Les produits et charges des entités étrangères sont convertis en euro à un taux de change proche du taux en vigueur à la date de la transaction.

Les écarts de conversion générés par la conversion sont directement portés aux capitaux propres.

Instruments financiers

Chaque type d'instruments financier est comptabilisé à la date de transaction.

Instruments financiers non dérivés

Les instruments financiers non dérivés comprennent les placements dans des actions et obligations, les créances commerciales et autres créances, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les emprunts et autres dettes financières, les dettes commerciales et les autres postes créditeurs.

Les instruments financiers non dérivés sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, augmentée, pour les instruments qui ne sont pas comptabilisés à leur juste valeur en contrepartie du compte de pertes et profits, des éventuels coûts de transaction directement attribuables. Postérieurement à la comptabilisation initiale, les instruments financiers non dérivés sont évalués comme décrit ci-dessous.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les dépôts directement exigibles et comptants dont la durée initiale ne dépasse pas trois mois. Les dépassements bancaires effectués sur les comptes à vue qui font intégralement partie de la gestion de la trésorerie du Groupe sont considérés comme faisant partie de la trésorerie et des équivalents de trésorerie dans la présentation du tableau des flux de trésorerie.

Actifs financiers classés comme disponibles pour la vente - Titres de capitaux propres

Cette rubrique comprend les titres de participation dans des entreprises sur lesquelles le Groupe n'exerce aucun contrôle ou aucune influence notable.

Si le Groupe détient, directement ou indirectement, plus de 20 % des droits de vote et/ou influence notablement les politiques financière et opérationnelle d'une société, les participations sont comptabilisées comme s'il s'agissait d'entreprises mises en équivalence. Les participations dans des entreprises mises en équivalence sont comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence, sauf si elles sont classées dans la catégorie des actifs financiers disponibles pour la vente conformément à la norme IFRS 5 (actifs non courants disponibles pour la vente et activités abandonnées). S'il existe des indices d'une perte de valeur, les principes concernés sont appliqués.

Les autres investissements dans des titres de participation sont classés comme des actifs financiers disponibles pour la vente et sont comptabilisés à leur juste valeur après la comptabilisation initiale, à l'exception des instruments de participation qui ne sont pas cotés sur un marché actif et dont la juste valeur ne peut être mesurée de manière fiable. Ces instruments de participation exclus d'une évaluation à la juste valeur sont comptabilisés au coût d'acquisition historique. Le profit ou la perte résultant d'un changement de la juste valeur d'une participation classée en tant qu'actif financier disponible pour la vente et ne faisant pas partie d'une relation de couverture est enregistré directement dans les capitaux propres. Lorsque la participation est vendue, obtenue ou aliénée d'une autre manière, ou si la valeur comptable de la participation est décomptabilisée à la suite d'une dépréciation, le profit ou la perte cumulé(e) comptabilisé(e) antérieurement dans les capitaux propres est transféré(e) au compte de pertes et profits.

La juste valeur des actifs financiers disponibles pour la vente correspond à leur prix d'achat coté en Bourse à la date du bilan.

Autres instruments financiers non dérivés

Les autres instruments financiers non dérivés sont évalués à leur prix de revient amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué des pertes de valeur.

Capital

Les *actions ordinaires* sont classées en tant qu'instruments de capitaux propres. Les coûts supplémentaires directement attribuables à l'émission d'actions ordinaires ou d'options sur actions sont comptabilisés en déduction des capitaux propres, nets d'impôts.

Actions propres : Quand des actions (faisant partie des capitaux propres) sont rachetées, le montant de la contrepartie versée, y compris les frais directement imputables, est comptabilisé en variation des capitaux propres. Les actions rachetées sont déduites des capitaux propres.

Les *dividendes* sont comptabilisés en tant qu'éléments du passif dans la période d'attribution.

Instruments financiers dérivés

Le Groupe recourt à des instruments financiers dérivés pour se prémunir contre les risques de change et de taux d'intérêt découlant de ses activités d'exploitation, de financement et d'investissement. Fidèle à sa politique de trésorerie, le Groupe n'affecte aucun instrument dérivé à des fins commerciales. Les instruments dérivés non conformes aux critères de la comptabilité de couverture sont toutefois comptabilisés à titre d'instruments commerciaux.

Les instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à sa juste valeur. Les frais de transaction imputables sont comptabilisés en tant que charges dans le compte de résultat au moment où ils sont générés. Après leur comptabilisation initiale, les instruments financiers dérivés sont repris dans le bilan à leur juste valeur. La comptabilisation des profits ou pertes qui en résultent dépend de la nature de l'instrument financier dérivé.

La juste valeur des instruments financiers dérivés correspond au montant estimé que le Groupe recevrait ou paierait à la date de fin du contrat, compte tenu des taux d'intérêt, des taux de change et de la solvabilité actuels de la contrepartie.

Couverture

Instruments de couverture des flux de trésorerie / cash flow hedges

Si un instrument financier dérivé couvre l'exposition aux variations de flux de trésorerie d'une obligation ou d'une transaction très probable, la partie effective du profit ou de la perte réalisé sur l'instrument financier dérivé est comptabilisée directement dans les capitaux propres. Si la future transaction mène à la comptabilisation d'un actif ou passif non monétaire, les pertes ou les profits cumulés sont extraits des capitaux propres et repris dans l'évaluation initiale de l'actif ou du passif. Dans l'autre cas, les profits ou les pertes cumulés sont extraits des capitaux propres et comptabilisés dans le compte de pertes et profits en même temps que la transaction couverte. La partie non effective de la perte ou du profit est reprise immédiatement dans le compte de pertes et profits. Les pertes et profits provenant des changements de la valeur temps des instruments financiers dérivés n'interviennent pas dans la détermination de l'efficacité de la transaction couverte, et sont immédiatement portés au compte de pertes et profits.

Si un instrument de couverture ou une relation de couverture est arrivé à échéance mais que la transaction couverte doit encore avoir lieu, le profit ou la perte cumulé non réalisé à ce moment-là reste repris dans les capitaux propres et est comptabilisé suivant les principes ci-dessus quand la transaction a lieu. S'il est probable que la transaction couverte ne se produira pas, le profit ou la perte cumulé non réalisé, comptabilisé dans les capitaux propres, est porté immédiatement au compte de pertes et profits.

Couvertures économiques

La comptabilité de couverture n'est pas appliquée aux instruments dérivés qui couvrent économiquement des actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères. Les variations de juste valeur de ces dérivés sont comptabilisées en gains ou pertes de change dans le compte de pertes et profits.

Immobilisations corporelles

Immobilisations acquises en pleine propriété

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût de production, diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur (voir ci-après). Le coût des immobilisations produites par la Société même comprend les coûts des matériaux, les coûts salariaux directs, une proportion appropriée des coûts généraux, les éventuels frais de démontage et d'évacuation de l'actif et les frais de réparation du lieu où l'actif se trouve. Si des immobilisations corporelles englobent des éléments de diverses durées de vie, ces éléments seront comptabilisés en tant que postes distincts dans les immobilisations corporelles.

Les profits et pertes générés par la vente d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés sur la base d'une comparaison entre les produits de la vente et la valeur comptable de l'actif immobilisé, et sont repris en autres produits et charges d'exploitation dans le compte de pertes et profits.

Immobilisations corporelles détenues dans le cadre de contrats de leasing

Les contrats de leasing qui transfèrent au Groupe presque tous les risques et rétributions liés à la propriété d'un actif, sont comptabilisés sur une base financière. Les bâtiments et équipements acquis en leasing financier sont repris pour un montant égal à la juste valeur ou, si elle est plus faible, à la valeur actualisée des paiements minimaux au début du contrat, minorée des amortissements cumulés et des réductions de valeur.

Dépenses ultérieures

Le coût du remplacement d'une partie d'une immobilisation corporelle est repris dans la valeur comptable de cette immobilisation s'il s'avère probable que les futurs avantages économiques liés à l'immobilisation reviendront au groupe, et si le coût de l'immobilisation peut être déterminé de manière fiable. Les frais de l'entretien journalier de l'immobilisation corporelle sont comptabilisés en tant que charges au compte de résultat au moment où ils naissent.

Amortissements

Les amortissements sont pris en charge dans le compte de pertes et profits selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée d'utilisation attendue de l'immobilisation corporelle en question, et de plus grands éléments d'actif, comptabilisés séparément. La valeur résiduelle, la durée d'utilité et la méthode d'amortissement sont évaluées chaque année. Les terrains ne sont pas amortis.

La durée de vie utile estimée est déterminée comme suit :

- immeubles : 30 ans
- aménagement des immeubles : 5 - 15 ans
- matériel informatique : 3 ans
- matériel et équipements : 5 - 10 ans
- mobilier et véhicules : 3 - 10 ans

Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont des immeubles qui sont détenus pour percevoir des loyers ou réaliser une plus-value ou les deux, mais qui ne sont pas destinés à la vente dans le cadre des activités normales de l'entreprise, à l'utilisation pour la production ou la fourniture de biens ou services, ou à des fins administratives.

Les immeubles de placement sont exprimés au prix de revient net d'amortissements cumulés et pertes de valeur. Ainsi, les règles d'évaluation énoncées sous le poste « Immobilisations corporelles » sont d'application.

Les produits de location des Immeubles de placement sont comptabilisés conformément à la règle d'évaluation liée au poste « Produits » ci-après.

Actifs incorporels

Goodwill

Le goodwill issu d'une acquisition est évalué comme l'écart entre d'une part la valeur réelle de l'indemnité reportée majorée de la valeur comptable des éventuelles participations minoritaires dans l'entreprise acquise ou, si l'acquisition se fait par étapes successives, la part dans les capitaux propres de l'entreprise acquise, et d'autre part la part du Groupe dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables. Lorsque cet écart est négatif, il est immédiatement porté au compte de résultats.

Les frais réalisés dans le cadre d'une acquisition et qui n'ont aucun lien avec l'émission de dettes ou d'actions sont repris dans le compte de résultats.

Les éventuelles contreparties conditionnelles sont admises à leur juste valeur à la date de rachat. Si une contrepartie conditionnelle est considérée comme capitaux propres, elle ne peut pas être ré-évaluée. Sa déduction fait également partie des capitaux propres. Si la contrepartie conditionnelle fait partie des dettes, les adaptations ultérieures de sa juste valeur sont admises dans le compte de résultats.

Jusqu'en 2009, le goodwill a été défini comme l'écart entre le coût d'acquisition et la part du Groupe dans la juste valeur de l'actif net identifiable.

Le goodwill est repris au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des pertes de valeur. Pour les entreprises mises en équivalence, la valeur comptable du goodwill est incluse dans la valeur comptable de la participation en question. Le goodwill n'est pas amorti. Au lieu de cela, il convient de vérifier chaque année s'il est question d'une perte de valeur.

Achats des participations ne donnant pas le contrôle

L'achat des participations ne donnant pas le contrôle d'une filiale n'entraîne pas le constat d'un goodwill, une telle opération étant considérée comme une transaction portant sur capitaux propres. La modification des participations ne donnant pas le contrôle est déterminée sur base de la part proportionnelle dans les capitaux propres de la filiale.

Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles acquises par le Groupe sont reprises au bilan à leur coût d'acquisition, diminué des amortissements cumulés et pertes de valeur (voir ci-après). Les frais relatifs au goodwill et aux marques générés en interne sont comptabilisés dans le compte de résultats en tant que charges au moment où celles-ci interviennent.

Logiciels développés en interne

Les logiciels développés en interne sont enregistrés au bilan lorsque les frais de développement peuvent être déterminés de manière fiable, le produit ou processus est techniquement et commercialement viable, les futurs avantages économiques sont probables et le Groupe envisage d'achever le développement et utiliser ou vendre l'actif, et possède des ressources suffisantes pour ce faire. Les charges y afférentes incluent tous les coûts directement imputables à cet actif.

Les autres frais de développement sont comptabilisés en tant que charge dans le compte de résultats au moment où ils sont engendrés.

Dépenses ultérieures

Les dépenses ultérieures au titre d'une immobilisation incorporelle ne sont comptabilisées dans le bilan que si elles augmentent les avantages économiques futurs propres à l'actif auquel elles sont liées. Toutes les autres dépenses sont considérées comme des charges, comptabilisées dans le compte de résultats lorsqu'elles surviennent.

Amortissements

Les amortissements sont portés au compte de résultats selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité estimée de l'immobilisation incorporelle. Les immobilisations incorporelles sont amorties à partir du moment où elles sont prêtes à l'utilisation. La durée d'utilité estimée oscille entre 3 et 10 ans.

Stocks

Les stocks sont évalués au prix de revient ou à la valeur nette de réalisation si cette dernière est inférieure. La valeur nette de réalisation correspond au prix de vente estimé dans un contexte normal après déduction des coûts estimés de finition et de réalisation de la vente.

Le prix de revient des stocks comprend les dépenses effectuées pour acquérir les stocks et les transporter au lieu où ils sont entreposés, dans leur état actuel. Les stocks sont comptabilisés selon la méthode FIFO.

Pertes de valeur

Les valeurs comptables des actifs du Groupe, à l'exception des stocks et des actifs d'impôt différé sont déterminées à chaque clôture de bilan afin de vérifier s'il y a lieu de pratiquer une perte de valeur. Si une indication existe en ce sens, la valeur recouvrable de l'actif est estimée. En ce qui concerne le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilisation indéterminée ou qui ne sont pas encore disponibles pour une utilisation, la valeur recouvrable est estimée à chaque clôture de bilan. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur comptable d'un actif ou l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient dépasse la valeur recouvrable. Les pertes de valeur comptabilisées pour des unités génératrices de trésorerie sont d'abord déduites de la valeur comptable d'un éventuel goodwill imputé aux unités (ou groupes d'unités). Elles sont ensuite déduites proportionnellement de la valeur comptable des autres actifs de l'unité (ou du groupe d'unités). Les dépréciations sont portées au compte de pertes et profits. Les pertes cumulatives liées à un actif financier disponible pour la vente qui avait été comptabilisé en tant que charge dans les capitaux propres sont transférées vers le compte de résultats.

Calcul de la valeur recouvrable

Les actifs financiers importants font l'objet d'un examen individuel visant à détecter leurs éventuelles pertes de valeur. Les autres actifs financiers sont rassemblés dans des groupes présentant des risques de crédit similaires et évalués collectivement.

La valeur recouvrable des actifs financiers évalués au coût amorti du Groupe est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs, escomptés au taux d'intérêt initial inhérent à ces actifs. Les créances à court terme ne sont pas actualisées.

La valeur recouvrable des autres actifs correspond au montant le plus élevé du prix de vente diminué des coûts de la vente et de la valeur d'utilité.

Afin de déterminer la valeur d'utilité, les futurs flux de trésorerie estimés sont actualisés au coût moyen pondéré projeté des capitaux, qui reflète à la fois le taux d'intérêt du marché actuel et les risques spécifiques liés à l'actif. Pour les actifs qui, eux-mêmes, ne génèrent pas de flux de trésorerie importants, le montant recouvrable est déterminé pour l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

Reprises de pertes de valeur

Une perte de valeur est reprise si la reprise peut être liée objectivement à un événement survenu après cette perte de valeur. Une perte de valeur comptabilisée précédemment fait l'objet d'une reprise si les estimations effectuées pour déterminer le montant recouvrable ont été modifiées, mais pas pour un montant supérieur à la valeur nette comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été constatée au cours des exercices précédents.

Une perte de valeur relative au goodwill n'est pas reprise.

Dans le cas des actifs financiers évalués à leur prix amorti et d'instrument d'emprunt classé comme disponible pour la vente sous la forme d'obligations, la reprise est imputée en charge au compte de pertes et profits. Si elle concerne des instruments de capitaux propres classés disponibles pour la vente, la reprise est directement comptabilisée dans les capitaux propres.

Immobilisations détenues en vue de la vente

Les immobilisations (ou les groupes d'actifs et passifs cédés) dont la valeur comptable devrait être essentiellement réalisée via une transaction de vente et non via la poursuite de leur utilisation sont classées en tant que « détenues en vue de la vente ». Juste avant cette classification, les actifs (ou les composants d'un groupe d'actifs cédés) sont réévalués conformément aux normes qui leur sont applicables du Groupe. Ensuite, les actifs (ou un groupe d'actifs à céder) sont évalués sur la base de leur valeur comptable, ou de leur valeur réelle diminuées des frais de vente si elle est inférieure. Une perte de valeur sur un groupe d'actifs à céder est d'abord imputée au goodwill puis (au prorata) aux actifs et passifs restants, étant entendu qu'aucune dépréciation n'est imputée aux stocks, actifs financiers, actifs d'impôt différé, actifs liés au personnel et immeubles de placement, qui seront évalués conformément aux principes du Groupe. Les dépréciations découlant de la classification initiale et de profits ou pertes d'une réévaluation après la comptabilisation initiale sont comptabilisées dans le compte de pertes et profits, mais ne peuvent dépasser la perte de valeur accumulée.

Avantages du personnel

Avantages postérieurs à l'emploi

Les obligations en matière de pension comprennent les plans de pension. Le Groupe prévoit des prestations postérieurement au départ à la pension pour la plupart de ses travailleurs sous la forme de « régimes à cotisations définies » via un fonds indépendant ou d'autres régimes de pension.

Plans de pension à cotisations définies

Les contributions aux plans de pension de type « cotisations définies » sont immédiatement portées au compte de pertes et profits.

Rémunération en actions et avantages apparentés

Le plan d'options permet aux travailleurs du Groupe d'acquérir des actions de l'entreprise. Le prix d'exercice des options est égal aux prix du marché des actions sous-jacentes à la date de

l'offre ; aucune charge de compensation ou autre engagement n'est comptabilisé.

Les transactions en actions avec des membres du personnel sont portées au compte de pertes et profits durant la période de disponibilité sur la base de la juste valeur à la date de l'offre, avec comptabilisation correspondante des capitaux propres. La juste valeur est calculée sur la base d'un modèle d'option de fixation de prix.

Provisions

Des provisions sont comptabilisées au bilan lorsque le Groupe a une obligation (juridique ou implicite) découlant d'un événement antérieur et qu'il est probable qu'une sortie de trésorerie représentant des avantages économiques sera nécessaire pour honorer cette obligation. Si l'effet est important, des provisions sont déterminées en actualisant les flux de trésorerie futurs escomptés à l'aide d'un taux avant impôt tenant compte des estimations actuelles du marché concernant la valeur temps de l'argent et, le cas échéant, des risques inhérents à cette obligation.

Restructuration

Des provisions pour restructuration sont constituées lorsque le Groupe a approuvé un plan détaillé et formalisé de restructuration et lorsque la restructuration est soit entamée, soit annoncée publiquement. Les frais d'exploitation futurs ne font pas l'objet de provisions.

Restitution de terrains

Conformément aux engagements contractuels souscrits par le Groupe, une provision pour restitution de terrains est constituée lorsque le Groupe a l'obligation de restituer les terrains dans leur état d'origine.

Contrats déficitaires

Une provision pour contrats déficitaires est constituée lorsque les avantages économiques attendus d'un contrat sont moins élevés que les coûts inévitables liés au respect des obligations liées au contrat.

Produits

Marchandises vendues et services rendus

Les produits de la vente de marchandises sont portés au compte de pertes et profits lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété des marchandises ont été transférés à l'acheteur. Lors de la prestation de services, les produits sont portés au compte de pertes et profits au moment de leur prestation. Les produits ne sont comptabilisés que s'il n'existe aucune réelle incertitude quant à l'encaissement de la créance, ou aux coûts encourus ou à encourir associés à la prestation ou à la possibilité de retour des marchandises.

Produits de location

Les produits de location sont comptabilisés selon la méthode linéaire et répartis sur toute la durée de la location. Les avan-

tages locatifs attribués sont considérés comme faisant partie intégrante des produits de location.

Subsides en capital

Les subventions publiques sont initialement considérées comme des produits à porter au bilan dès qu'il existe une certitude raisonnable qu'elles seront perçues et que le Groupe remplira les conditions qui leur sont attachées. Les subsides en capital qui compensent des frais encourus par le Groupe sont enregistrés comme produit au compte de pertes et profits sur une base systématique pendant la période au cours de laquelle les frais correspondants sont engagés. Les subsides en capital destinés à indemniser le Groupe pour les frais liés à des éléments d'actif sont portés au compte de pertes et profits en tant que produits sur une base systématique sur la durée d'utilité de l'élément d'actif.

Charges

Paiements au titre de contrats de location simple

Les paiements versés dans le cadre de location simple sont inscrits au compte de résultats selon la méthode linéaire sur toute la durée du contrat de location.

Paiements au titre de contrats de location-financement

Les loyers minimaux sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette. La charge financière est affectée à chaque période couverte par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif.

Produits et charges financiers

Les résultats et charges nets comprennent les intérêts à payer sur les prêts, les intérêts octroyés sur placements, les dividendes, les profits et pertes de change et les profits et pertes sur instruments de couverture portés au compte de pertes et profits. Les produits et pertes de change sont compensés par devise.

Les revenus d'intérêts sont inscrits au compte de pertes et profits pro rata temporis. Les revenus de dividendes sont, quant à eux, comptabilisés le jour de l'attribution des dividendes.

Les charges d'intérêts provenant des contrats de location-financement financiers sont reprises dans le compte de pertes et profits.

Les frais de financement directement imputables à l'acquisition ou à la construction de l'actif concerné sont activés dans le coût de revient de cet actif.

Impôts sur le résultat

L'impôt sur le résultat de l'exercice reprend l'impôt courant et l'impôt différé. L'impôt est inscrit au compte de résultat sauf s'il concerne des éléments directement imputés aux capitaux propres. Dans ce cas, l'impôt subit le même traitement.

L'impôt courant comprend le montant des impôts à payer sur les revenus imposables de l'année, calculé selon le taux d'imposition en vigueur à la date de clôture du bilan, ainsi que tout ajustement des impôts à payer relatifs aux exercices antérieurs.

L'impôt différé est calculé suivant la méthode bilantaire pour toutes les différences temporaires entre la base imposable et la valeur comptable. Cela concerne à la fois l'actif et le passif, aux fins de rapportage financier. Pour les différences temporaires suivantes, on ne comptabilise pas d'impôt différé : comptabilisation initiale de goodwill, comptabilisation initiale d'éléments d'actif et de passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et sans influence sur les bénéfices comptables ou fiscaux, différences relatives aux investissements dans les filiales dans la mesure où une contre-passation est improbable dans un avenir proche. Le montant de l'impôt différé est fonction de la valeur de réalisation attendue des éléments d'actif et de passif. Il tient compte des barèmes fiscaux en vigueur qui ont matériellement franchi le cap législatif à la date du bilan.

L'impôt différé n'est porté au bilan que si l'on est suffisamment sûr qu'il y aura assez de bénéfices taxables à l'avenir pour bénéficier de l'avantage fiscal. Les charges fiscales différées sont réduites si la probabilité de réalisation de l'avantage fiscal diminue.

Des impôts supplémentaires sur le revenu résultant de la distribution de dividendes sont comptabilisés en même temps que l'obligation d'attribuer le dividende correspondant.

Informations sectorielles

Un secteur opérationnel est une composante du Groupe qui se livre à des activités dont elle est susceptible de retirer des revenus et supporter des charges, y compris des revenus et des charges liés aux transactions avec d'autres composantes du Groupe. Le Groupe est organisé sur une base géographique. Les différents pays constituent les secteurs opérationnels, conformément au rapportage fourni en interne aux CEO du Groupe.

Activités abandonnées

La qualité d'activité abandonnée résulte d'une cession ou d'une activité remplissant les critères pour être considérée comme « détenue en vue de la vente ». Les immobilisations et les groupes d'actifs à céder, lorsqu'ils sont comptabilisés comme détenus en vue de la vente, sont évalués à la valeur comptable ou, si elle est inférieure, à la juste valeur moins les frais de vente. Lorsqu'une activité est classée comme abandonnée, les chiffres comparatifs du compte de résultat sont révisés comme si l'activité avait été abandonnée dès le début de la période de comparaison.

Gestion du capital

Le Conseil d'Administration a pour politique de préserver une position patrimoniale solide pour conserver la confiance des investisseurs, des créanciers et des marchés, tout en assurant le développement futur des activités. Le Conseil d'Administration surveille le rendement des capitaux propres, que le Groupe définit comme le résultat d'exploitation net divisé par les capitaux propres, hors participations ne donnant pas le contrôle. Le Conseil d'Administration suit aussi le niveau des dividendes à distribuer aux actionnaires.

Il s'efforce d'entretenir un équilibre entre un rendement élevé, qui pourrait être obtenu via un niveau accru de capitaux externes, d'une part, et les avantages ainsi que la sécurité d'une situation patrimoniale solide, d'autre part. Dans sa recherche d'un tel équilibre, le Conseil d'Administration entend atteindre les normes prédéfinies pour le ratio de l'endettement financier net par rapport à l'EBITDA et de l'endettement financier net par rapport aux capitaux propres.

Jusque 2009, une réserve d'actions propres a été constituée par le biais d'un programme d'achat d'actions propres basé sur un mandat discrétionnaire confié à une institution financière. Ces actions sont notamment destinées à couvrir le plan d'options sur actions du Groupe existant. Les décisions d'achat et de vente sont prises pour chaque transaction par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration a estimé que le rapport entre l'endettement financier net et les capitaux propres et le rapport entre l'endettement financier net et l'EBITDA risquaient de devenir trop bas depuis mi-2010 et a proposé de ce fait à l'Assemblée Générale de réduire le capital et de racheter des actions propres dans le but d'améliorer les ratios et d'ainsi créer de la valeur pour les actionnaires. Après approbation par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 mai 2011, le capital a donc été réduit de € 30,0 millions et 395 502 actions ont été rachetées en 2011 : 34 654 en couverture de nouvelles options, le

reste étant à détruire. En 2011, 349 423 actions ont déjà été détruites. Le mandat accordé au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 mai 2011 permet de racheter encore un maximum de 713 422 actions, appelées à être détruites.

Nouvelles normes et interprétations non encore appliquées

Un certain nombre de normes, de modifications de normes et d'interprétations n'étaient pas encore en vigueur en 2011 et n'ont donc pas été appliquées aux comptes annuels consolidés :

- IFRS 9 Instruments financiers est la première norme faisant partie d'un projet plus vaste appelé à remplacer IAS 39 Instruments financiers. La nouvelle norme conserve, mais simplifie, le modèle d'évaluation mixte, et définit deux types d'évaluation des actifs financiers : évaluation au prix de revient amorti et évaluation à la juste valeur. Le choix dépend du modèle d'entreprise de la société concernée, ainsi que des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers. En outre, les critères de classification et de valorisation des passifs financiers ont été adaptés. IFRS 9 s'appliquera obligatoirement, avec effet rétroactif, aux comptes annuels consolidés du Groupe pour 2015. Les conséquences de cette norme pour le Groupe sont actuellement à l'étude.
- Les modifications de l'IAS 1 en termes de présentation des autres éléments du résultat global de la période exigent qu'une distinction soit faite entre ceux qui seront pris en résultat à l'avenir et ceux qui ne le seront pas. En plus, le choix de présenter le résultat et les autres éléments du résultat global en deux états ne peut plus être modifié. Ces modifications de l'IAS 1 entreront en vigueur le 1^{er} juillet 2012 et auront des conséquences limitées pour le Groupe.

2. Informations sectorielles

Les informations sectorielles concernent les secteurs géographiques du Groupe. Les secteurs géographiques représentent les pays dans lesquels le Groupe opère. Les prix des transactions effectuées entre secteurs sont déterminés sur une base objective.

Les résultats, actifs et passifs d'un secteur englobent les postes pouvant être imputés directement ou raisonnablement au secteur.

Les produits et charges financières, l'impôt sur le résultat et les actifs et passifs y afférent ne sont pas suivis de manière sectorielle par les CEO et le CFO du Groupe.

Les dépenses d'investissement d'un secteur désignent le total des frais consentis dans un secteur durant la période sous revue afin d'acquérir des actifs destinés à être utilisés durant plusieurs exercices.

Secteurs géographiques

Les activités du Groupe sont administrées et suivies par pays. Les principaux marchés géographiques sont la Belgique, la France et l'Espagne. Les activités de la Pologne et de la Suisse sont regroupées sous le secteur géographique « Autres », en accord avec le rapportage interne destiné aux CEO et CFO du Groupe.

Les informations présentées en fonction des secteurs géographiques mentionnent les produits des divers secteurs d'après l'emplacement géographique des consommateurs, et les actifs des secteurs d'après l'emplacement géographique de ces actifs.

Informations sectorielles

au 31 décembre

Compte de résultats

EN '000 €	BELGIQUE		FRANCE		ESPAGNE	
	2010	2011	2010	2011	2010	2011
Produits du secteur	137 109	151 177	64 123	65 651	42 174	40 635
Produits inter-secteurs	-8 817	-8 508				
Produits	128 292	142 669	64 123	65 651	42 174	40 635
Coût des ventes	-91 888	-95 535	-45 345	-45 242	-31 495	-30 235
Marge brute	36 404	47 134	18 778	20 409	10 679	10 400
Coûts commerciaux	-8 570	-11 817	-1 111	-1 645	-1 100	-1 282
Charges administratives	-11 549	-12 123	-1 652	-1 512	-1 191	-901
Autres produits/charges opérationnel(le)s	1 900	2 610	813	775	292	91
Résultat du secteur	18 185	25 804	16 828	18 027	8 680	8 308
Produits financiers						
Charges financières						
Résultat avant impôt						
Charge d'impôt						
RÉSULTAT DE LA PÉRIODE						

État de situation financière – Actifs

EN '000 €	BELGIQUE		FRANCE		ESPAGNE	
	2010	2011	2010	2011	2010	2011
Autres immobilisations incorporelles	2 776	2 770	366	367	244	230
Goodwill	7 282	7 281	2 603	2 604	2 374	2 374
Immobilisations corporelles	102 154	98 790	72 758	69 230	46 129	46 712
Immeubles de placement						
Actifs d'impôt différés						
Instruments financiers dérivés						
Autres créances	19	155	14 996	14 022	172	188
Autres actifs financiers						
Actifs non courants	112 231	108 996	90 723	86 223	48 919	49 504
Actifs classés comme détenus en vue de la vente						
Stocks	1 669	1 362	1 521	1 283	380	266
Créances commerciales et autres créances	11 498	17 304	5 244	5 535	665	1 065
Créances d'impôt courant						
Trésorerie et équivalents de trésorerie						
Actifs courants	13 167	18 666	6 765	6 818	1 045	1 331
TOTAL DES ACTIFS	125 398	127 662	97 488	93 041	49 964	50 835

	AUTRES (PL+SUI)		NON ALLOUÉ		TOTAL		EN '000 €
	2010	2011	2010	2011	2010	2011	
4 581	4 749				247 987	262 212	Produits du secteur
					-8 817	-8 508	Produits inter-secteurs
4 581	4 749				239 170	253 704	Produits
-3 422	-3 053				-172 150	-174 065	Coût des ventes
1 159	1 696				67 020	79 639	Marge brute
-156	-181				-10 937	-14 925	Coûts commerciaux
-275	-313				-14 667	-14 849	Charges administratives
764					3 769	3 476	Autres produits/charges opérationnel(le)s
1 492	1 202				45 185	53 341	Résultat du secteur
		4 287	1 701		4 287	1 701	Produits financiers
		-9 440	-4 870		-9 440	-4 870	Charges financières
					40 032	50 172	Résultat avant impôt
		-11 970	-13 701		-11 970	-13 701	Charge d'impôt
					28 062	36 471	RÉSULTAT DE LA PÉRIODE

	AUTRES (PL+SUI)		NON ALLOUÉ		TOTAL		EN '000 €
	2010	2011	2010	2011	2010	2011	
					3 386	3 367	Autres immobilisations incorporelles
6 502	6 502				18 761	18 761	Goodwill
6 405	6 499				227 446	221 231	Immobilisations corporelles
14 485	12 837				14 485	12 837	Immeubles de placement
		1 548	1 551	1 548	1 551		Actifs d'impôt différés
		5		5			Instruments financiers dérivés
1 011				16 198	14 365		Autres créances
		27	27	27	27		Autres actifs financiers
28 403	25 838	1 580	1 578	281 856	272 139		Actifs non courants
		8 138	6 721	8 138	6 721		Actifs classés comme détenus en vue de la vente
133	113			3 703	3 024		Stocks
342	1 296	1 874	2 175	19 623	27 375		Créances commerciales et autres créances
		136	24	136	24		Créances d'impôt courant
		12 584	17 670	12 584	17 670		Trésorerie et équivalents de trésorerie
475	1 409	22 732	26 590	44 184	54 814		Actifs courants
28 878	27 247	24 312	28 168	326 040	326 953		TOTAL DES ACTIFS

Informations sectorielles

au 31 décembre

État de situation financière – Passifs

EN '000 €	BELGIQUE		FRANCE		ESPAGNE	
	2010	2011	2010	2011	2010	2011
Capital et primes d'émission						
Réserves consolidées						
Réserve de conversion						
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère						
Participations ne donnant pas le contrôle						
Capitaux propres						
Obligations financières						
Provisions	2 124	3 106	150	407		
Passifs d'impôts différés						
Instruments financiers dérivés						
Autres dettes	3		10 129	9 318		
Passifs non courants	2 127	3 106	10 279	9 725		
Dépassements bancaires						
Obligations financières						
Dettes commerciales et autres dettes	32 895	36 969	13 463	15 740	4 934	4 979
Provisions			172	278		
Instruments financiers dérivés						
Impôts courants						
Passifs courants	32 895	36 969	13 635	16 018	4 934	4 979
TOTAL DES PASSIFS	35 022	40 075	23 914	25 743	4 934	4 979

Investissements

EN '000 €	BELGIQUE		FRANCE		ESPAGNE	
	2010	2011	2010	2011	2010	2011
Investissements	7 118	7 957	4 508	1 961	2 341	3 016

Autres éléments importants hors trésorerie

EN '000 €	BELGIQUE		FRANCE		ESPAGNE	
	2010	2011	2010	2011	2010	2011
Amortissements, réductions de valeur et provisions	11 981	12 460	7 155	5 806	3 360	2 478
Autres	403	403		74	31	14
TOTAL	12 384	12 863	7 155	5 880	3 391	2 492

	AUTRES (PL+SUI)		NON ALLOUÉ		TOTAL		EN '000 €
	2010	2011	2010	2011	2010	2011	
			50 117	20 106	50 117	20 106	Capital et primes d'émission
			106 292	114 040	106 292	114 040	Réserves consolidées
			-629	-2 019	-629	-2 019	Réserve de conversion
			155 780	132 127	155 780	132 127	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère
			1 538	1 815	1 538	1 815	Participations ne donnant pas le contrôle
			157 318	133 942	157 318	133 942	Capitaux propres
			57 437	38 502	57 437	38 502	Obligations financières
					2 274	3 513	Provisions
			13 918	14 319	13 918	14 319	Passifs d'impôts différés
			1 018	856	1 018	856	Instruments financiers dérivés
					10 132	9 318	Autres dettes
			72 373	53 677	84 779	66 508	Passifs non courants
			346	126	346	126	Dépassements bancaires
			22 017	55 894	22 017	55 894	Obligations financières
589	555		3 667	5 088	55 548	63 331	Dettes commerciales et autres dettes
					172	278	Provisions
			284	511	284	511	Instruments financiers dérivés
			5 576	6 363	5 576	6 363	Impôts courants
589	555		31 890	67 982	83 943	126 503	Passifs courants
589	555		261 581	255 601	326 040	326 953	TOTAL DES PASSIFS

	AUTRES (PL+SUI)		NON ALLOUÉ		TOTAL		EN '000 €
	2010	2011	2010	2011	2010	2011	
	290	74			14 257	13 008	Investissements

	AUTRES (PL+SUI)		NON ALLOUÉ		TOTAL		EN '000 €
	2010	2011	2010	2011	2010	2011	
	315	477			22 811	21 221	Amortissements, réductions de valeur et provisions
					434	491	Autres
315	477				23 245	21 712	TOTAL

3. Produits

Le tableau ci-dessous indique la ventilation des produits par activité, produit ou service que le Groupe offre :

EN '000 €	2010	2011
Box office	145 472	149 134
In-theatre Sales	50 536	53 071
Business-to-Business	31 107	40 184
Distribution de films	3 097	2 275
Immobilier	8 604	8 687
Département technique	354	353
TOTAL	239 170	253 704

Les produits incluent des conventions d'échange pour la somme de € 8,9 millions (2010 : € 5,3 millions).

4. Autres produits / (charges) opérationnel(le)s

EN '000 €	2010	2011
Subsides en capital	811	775
Plus-value sur la cession d'immobilisations corporelles	2 315	2 943
Écart d'acquisition négatif Brightfish SA		271
Reprise provision filiale polonaise liquidée	692	
Moins-values sur la vente d'immobilisations corporelles		-95
Autres	-49	-418
TOTAL	3 769	3 476

Subsides en capital

En France, le Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC) accorde au Groupe des subsides en capital pour des investissements cinématographiques. Ces subsides en capital proviennent d'un fonds financé par une cotisation des exploitants de cinémas sous la forme d'un pourcentage des recettes de la vente de billets. Ils sont inscrits au passif du bilan et intégrés dans le résultat sur la durée d'utilisation des actifs concernés.

Plus-value sur la cession d'immobilisations corporelles

En 2011, le Groupe a réalisé une plus-value de € 2,9 millions sur la 2^e et 3^e phase d'un projet immobilier résidentiel à Gand. En 2010, la première partie de ce projet a été réceptionnée et reprise dans les

résultats à hauteur de € 1,4 million. Le Groupe a également réalisé en 2010 une plus-value de € 0,9 million sur la cession d'un projet immobilier à Gand au Groupe Brummo.

Moins-values sur la cession d'immobilisations corporelles

En septembre 2011, le Groupe a vendu l'immeuble de l'ancien cinéma liégeois 'Opéra' (fermé en 2004) à l'université de Liège (ULG). Cette vente s'est traduite par une moins-value de € -0,1 million.

Autres

En 2011, une provision de € 0,5 million a été constituée pour la transformation du Groupe.

5. Frais de personnel et autres avantages sociaux

EN '000 €	2010	2011
Rémunérations	-27 602	-28 562
Cotisations obligatoires de sécurité sociale	-7 826	-8 256
Cotisations plans de pension (régimes d'engagement de participation)	-214	-310
Paielements fondés sur des actions	-434	-491
Autres frais salariaux	-2 330	-2 068
TOTAL	-38 406	-39 687
Total équivalents temps plein à la date du bilan	939	928

6. Complément d'information sur les charges opérationnelles par nature

Les charges salariales et autres avantages sociaux sont repris dans les postes suivants du compte de résultats :

EN '000 €	2010	2011
Coût des ventes	-29 390	-29 731
Coûts commerciaux	-2 927	-3 202
Charges administratives	-6 089	-6 754
TOTAL	-38 406	-39 687

Les amortissements sont repris dans les postes suivants du compte de résultats :

EN '000 €	2010	2011
Coût des ventes	-21 670	-18 811
Coûts commerciaux	-291	-249
Charges administratives	-664	-894
Autres produits / charges opérationnel(le)s	-324	
TOTAL	-22 949	-19 954

7. Produits et charges financiers

Produits financiers

EN '000 €	2010	2011
Produits d'intérêts	106	199
Produits de change	821	171
Prise en compte dans les résultats de la juste valeur des instruments dérivés abandonnés dans le passé	30	39
Escompte des créances relatives aux subsides en capital	905	877
Autres	478	415
TOTAL	2 340	1 701

En 2010, les produits de change comprennent les variations de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt et de devises (CCIRS - cross-currency interest rate swaps) jusqu'à la cessation de ces contrats fin décembre 2010, soit € -1,1 million.

L'utilisation des instruments dérivés afin de couvrir les risques d'intérêts et de change est abordée en détail dans l'annexe 25.

Charges financières

EN '000 €	2010	2011
Charges d'intérêts	-4 154	-2 688
Pertes de change	-20	-50
Réductions de valeur investissements « Tax Shelter »	-412	-733
Autres	-2 907	-1 399
TOTAL	-7 493	-4 870

La juste valeur des swaps d'intérêt transférés des capitaux propres au compte de résultats (coûts d'intérêts) était de € -0,9 millions (2010 : € -2,5 millions).

Pour 2011, les autres charges financières concernent essentiellement des frais bancaires. En 2010, elles comprenaient également la réalisation des écarts de change comptable suite à la liquidation d'une filiale polonaise non active pour un montant de € -1,3 million ; ces réalisations étaient auparavant intégrées aux capitaux propres du Groupe.

8. Charge d'impôt

EN '000 €	2010	2011
Charges d'impôts courants	-12 764	-13 301
Charges / produits d'impôts différés	794	-400
TOTAL	-11 970	-13 701

Réconciliation du taux d'imposition

EN '000 €	2010	2011
Résultat avant impôt	40 032	50 172
Taux d'imposition belge	33,99 %	33,99 %
Impôt sur le résultat d'après le taux d'imposition local	-13 607	-17 053
Effet du taux d'imposition dans les juridictions étrangères	487	466
Charges non déductibles fiscalement	-685	-785
Produits exonérés d'impôt sur le résultat	3 102	2 508
Comptabilisation / (utilisation) des taxes sur pertes fiscales non reconnues précédemment	1 141	1 627
Complément / (reprise) provision sur les exercices précédents	-410	-322
Autres ajustements	-1 998	-142
TOTAL	-11 970	-13 701
Taux d'imposition effectif	29,90 %	27,31 %

Le taux d'imposition a atteint 27,31 % en 2011 (2010 : 29,90 %). La déduction des intérêts notionnels et le régime fiscal Tax Shelter (voir « Produits exonérés d'impôt sur le résultat ») exercent en 2011 comme en 2010 une incidence positive sur la pression fiscale.

En 2010, la rubrique « Autres ajustements » concerne principalement la moins-value réalisée sur la liquidation d'une filiale polonaise.

Impôts différés comptabilisés directement dans les capitaux propres

Aucun impôt différé n'est directement comptabilisé en capitaux propres.

9. Autres immobilisations incorporelles

EN '000 €	BREVETS ET LICENCES	AUTRES	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES DÉVELOPPÉES EN INTERNE	TOTAL
Coûts d'acquisition	1 725	5 899	1 538	9 162
Amortissements et pertes de valeur	-1 077	-4 586	-605	-6 268
VALEUR COMPTABLE NETTE 31/12/2009	648	1 313	933	2 894
Acquisitions	248	1 050	264	1 562
Transfert d'une rubrique d'actifs à une autre	-3	-276		-279
Amortissements	-119	-334	-338	-791
Coûts d'acquisition	1 725	4 148	1 802	7 675
Amortissements et pertes de valeur	-951	-2 395	-943	-4 289
VALEUR COMPTABLE NETTE 31/12/2010	774	1 753	859	3 386
Acquisitions	19	590	289	898
Acquisitions par regroupements d'entreprises	89			89
Transfert d'une rubrique d'actifs à une autre	-2	2		
Amortissements	-137	-505	-364	-1 006
Coûts d'acquisition	1 773	4 773	2 091	8 637
Amortissements et pertes de valeur	-1 030	-2 933	-1 307	-5 270
VALEUR COMPTABLE NETTE 31/12/2011	743	1 840	784	3 367

Les autres immobilisations incorporelles concernent surtout des logiciels et le développement d'une plate-forme de base de données clients et d'une méthodologie de fixation des prix. Les immobilisations incorporelles développées en interne concernent le système de billetterie informatisée développé par le Groupe.

Le transfert vers d'autres catégories en 2010 concerne essentiellement les investissements de type « tax shelter », qui sont intégrés depuis 2010 dans les autres créances (annexe 15).

10. Goodwill et regroupements d'entreprises

Goodwill

EN '000 €	2010	2011
SOLDE AU TERME DE L'EXERCICE PRECEDENT	18 761	18 761
Acquisitions par regroupements d'entreprises		
Pertes de valeur		
Désaffectations		
SOLDE AU TERME DE L'EXERCICE	18 761	18 761

Fin 2011, comme chaque année à la même période, on a cherché s'il y avait des signes d'une possible perte de valeur. Pour cela, il a été tenu compte de l'évolution des statistiques de fréquentation, de l'EBITDA et des composants déterminant le coût moyen pondéré projeté du capital du Groupe, à savoir le taux d'intérêt sans risque, la prime de risque du marché et le coût du capital externe. Il n'y avait pas d'indicateurs particuliers d'une perte de valeur.

Pour les unités génératrices de trésorerie auxquelles du goodwill est attribué, un test de dépréciation annuel est requis, qu'il existe ou non des indications d'une perte de valeur particulière. Pour cela, l'exercice détaillé le plus récent de mi 2011 a été utilisé, étant donné que

toutes les conditions étaient satisfaites: d'importants surplus ont été réalisés et les suppositions sous-jacentes sont toujours d'actualité, sauf pour la Pologne, pour laquelle les suppositions sous-jacentes sont devenues encore plus favorables. Aucune perte de valeur n'a par conséquent été constatée.

Le test de dépréciation s'est déroulé, comme toujours, au niveau des pays, qui sont les segments opérationnels du Groupe. Les CEO, CFO et Country Managers dirigent le Groupe en premier lieu au niveau national. Les flux de trésorerie du Groupe sont générés par pays :

- La programmation cinématographique et les négociations avec les distributeurs se passent au niveau national.
- Une grande partie du ticketing s'effectue via les sites internet, organisés au niveau national.
- Le prix des tickets, boissons et snacks est fixé par pays.
- Les contributions marketing par les distributeurs sont négociées au niveau du pays.
- La publicité sur l'écran est gérée au niveau national.
- La vente des vouchers a lieu via les équipes commerciales Business-to-Business. L'utilisation des vouchers par les clients s'effectue via les systèmes de back-office centralisés au niveau de chaque pays.
- Les événements Business-to-Business sont organisés à la fois au niveau des salles et du pays.

Pour le test de dépréciation, la valeur d'utilité a été considérée. La valeur d'utilité de toutes les unités génératrices de trésorerie est déterminée par l'escompte des flux de trésorerie futurs calculés sur la période de 2012 à 2031, en s'appuyant sur les prévisions pour 2011. Les flux de trésorerie futurs sont calculés sur une période de 20 ans, car le Groupe a presque tout son patrimoine immobilier en propriété, ce qui garantit l'exploitation à long terme. Pour les années 2012 à 2031, les données des prévisions 2011 pour toutes les unités génératrices de trésorerie ont été extrapolées sur la base des suppositions suivantes :

- Les chiffres de fréquentation sont définis sur une base historique.
- Les EBITDA progressent annuellement de 1 %. On suppose ainsi que le Groupe pourra prendre des mesures d'amélioration de la marge dans l'avenir.
- Les investissements sont basés sur le run rate historique et augmentent annuellement de 1 %.

Les projections sont réalisées dans l'unité monétaire fonctionnelle des pays et actualisées au coût moyen pondéré du capital des pays. Le coût moyen pondéré du capital projeté est de 6,75 %

pour la Belgique, la France et l'Espagne, et 7,90 % pour la Pologne (idem qu'en 2010). Il a été défini sur la base des paramètres théoriques suivants:

- Pour la Belgique, la France et l'Espagne: un taux d'intérêt sans risque de 6 %, une prime de risque de marché de 5,25 %, un Beta de 1,05 et un coût théorique du capital externe avant impôt de 6,72 %.
- Pour la Pologne: un taux d'intérêt sans risque de 6 %, une prime de risque de marché de 5,25 %, un Beta de 1,05 et un coût théorique du capital externe avant impôt de 7,00 %.

Ces pourcentages ont été testés par rapport au coût moyen pondéré du capital tel que défini sur la base des paramètres utilisés par les analystes qui suivent l'action du Groupe. Chaque fois, il restait une marge confortable. Le coût moyen pondéré du capital avant impôt est de 8,16 % pour la Belgique, la France et l'Espagne, et 7,90 % pour la Pologne (idem qu'en 2010). Pour la Pologne, le coût moyen pondéré du capital avant et après impôt est identique par le report de pertes. Le coût moyen pondéré du capital avant impôt se calcule en divisant ce chiffre après impôt par un moins le taux d'imposition applicable. Cette méthode de calcul simplifiée ne diffère pas en substance du mode de calcul itératif tel que décrit dans BCZ 85, IAS 36.

Le management juge que les hypothèses retenues pour le test de dépréciation donnent la meilleure estimation des évolutions futures et estime qu'il n'y a pas de modification raisonnablement envisageable dans les principales de ces hypothèses qui conduirait, pour les unités génératrices de trésorerie, à une valeur comptable qui excéderait substantiellement leur valeur de réalisation. Le coût du capital externe avant impôt compris dans le coût moyen pondéré du capital avant impôt est supérieur de 3 % au coût réel du capital externe. Une nouvelle hausse possible du coût du capital externe avant impôt de 6,72 % à 10 % pourrait se traduire par une augmentation de 1,6 % du coût moyen pondéré du capital. Cette éventuelle modification n'entraînerait pas de perte de valeur.

Goodwill par unité génératrice de trésorerie

EN '000 €	2010	2011
Belgique	6 586	6 586
France	3 299	3 299
Espagne	2 374	2 374
Pologne	6 502	6 502
TOTAL	18 761	18 761

Une partie du goodwill précédemment attribué à la Belgique concerne en réalité la France. La situation a été corrigée en 2011.

Les chiffres comparatifs pour 2010 ont également été adaptés (€ 0,7 million).



Regroupements d'entreprises

Le 19 décembre 2011, le Groupe a racheté 100 % des actions de la régie publicitaire Brightfish SA.

Brightfish SA, anciennement Screenvision Belgium SA, commercialise la publicité sur l'écran pour 436 écrans de cinéma en Belgique. Outre la vente de publicité sur l'écran local et national, Brightfish SA est également active dans la production, l'affichage, l'activation de champs et l'organisation d'événements. La société s'occupe également d'actions communes au sein de l'industrie du cinéma, comme les Film Days et la plate-forme de contenu pour la promotion du cinéma belge cinevox.be.

Par la reprise de Brightfish SA, le Groupe étend ses activités en Belgique. Outre l'exploitation des salles de cinéma, les In-theatre Sales, le Business to Business, l'immobilier et la distribution de films, le Groupe est désormais également actif dans la publicité à l'écran.

Brightfish SA a été reprise pour un euro symbolique. Par l'apport en nature d'une partie de sa créance à hauteur de € 1,8 million, le

Groupe a augmenté le capital de Brightfish SA, effaçant ainsi les capitaux propres négatifs de l'entreprise. Y compris cette transaction, la reprise de Brightfish SA dans le périmètre de consolidation à partir du 1^{er} octobre 2011, date à laquelle le contrôle est devenu effectif, a généré un écart d'acquisition négatif de € 0,3 millions, repris dans les résultats (autres produits).

Au cours des trois derniers mois de 2011, Brightfish SA a contribué aux produits à hauteur de € 3,7 millions et au résultat du Groupe à hauteur de € 0,7 millions. Ce résultat trimestriel n'est pas représentatif pour toute l'année, car la plupart du résultat de Brightfish SA se génère dans le dernier trimestre à cause de la forte saisonnalité de ses activités. Si le rachat de Brightfish SA avait eu lieu le 1^{er} janvier 2011, le management estime que les produits consolidés atteindraient € 260,4 millions et que le résultat consolidé aurait été de € 36,7 millions. Pour déterminer ces chiffres, le management considère que les adaptations des justes valeurs à la date de reprise auraient été les mêmes si la reprise avait eu lieu le 1^{er} janvier 2011.

Actif et passif nets identifiables

EN '000 €	1/10/2011
	Brightfish NV
Immobilisations incorporelles	89
Immobilisations corporelles	244
Créances commerciales et autres créances à long terme	136
Créances commerciales et autres créances à court terme	4 629
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 192
Provisions	-450
Dettes commerciales et autres dettes à court terme	-5 568
TOTAL	272

11. Immobilisations corporelles

IN '000 €	TERRAINS ET BÂTIMENTS	MACHINES ET ÉQUIPEMENTS	ACTIFS EN CONSTRUCTION	TOTAL
Coûts d'acquisition	342 989	128 917	1 392	473 298
Amortissements et pertes de valeur	-146 318	-91 382	-12	-237 712
VALEUR COMPTABLE NETTE 31/12/2009	196 671	37 535	1 380	235 586
Acquisitions	3 169	19 113	311	22 593
Cessions et désaffectations	-113	-10 129	-72	-10 314
Transfert vers les actifs classés comme détenus en vue de la vente	-358	965	-578	29
Transfert d'une rubrique d'actifs à une autre	-4 568	5 217	-673	-24
Amortissements	-10 388	-11 095		-21 483
Effets de change	994	62	3	1 059
Coûts d'acquisition	321 790	157 502	371	479 663
Amortissements et pertes de valeur	-136 383	-115 834		-252 217
VALEUR COMPTABLE NETTE 31/12/2010	185 407	41 668	371	227 446
Acquisitions	2 806	9 121	180	12 107
Cessions et désaffectations	-43	-25	-55	-123
Acquisitions par regroupements d'entreprises	99	146		245
Transfert d'une rubrique d'actifs à une autre	159	97	-256	
Amortissements	-9 176	-9 424	-1	-18 601
Effets de change	154	5	-2	157
Coûts d'acquisition	324 428	166 734	238	491 400
Amortissements et pertes de valeur	-145 022	-125 146	-1	-270 169
VALEUR COMPTABLE NETTE 31/12/2011	179 406	41 588	237	221 231

Acquisitions

Les acquisitions incluses dans la rubrique Machines et Équipements englobent essentiellement les projecteurs numériques et la rénovation de certains complexes.

Bâtiments, machines et installations en leasing

En 2011, de nouveaux projecteurs numériques ont été achetés en leasing pour € 2,1 millions. En 2010, les projecteurs numériques existants du Groupe ont été vendus à leur valeur comptable nette

à un tiers et redonnés en lease-back pour une période de 6 ans. Plusieurs nouveaux projecteurs numériques ont également été pris en leasing pour un total de € 10,1 millions. La valeur comptable de ces machines et installations en leasing s'élevait à € 10,2 millions au 31 décembre 2011 (2010 : € 9,7 millions). Pendant la durée du contrat de leasing, les actifs en leasing peuvent être rachetés à leur valeur contractuelle actuelle majorée d'une amende contractuelle. À la fin du contrat, les actifs pourront être repris à 1 % de leur valeur contractuelle originelle.

12. Immeubles de placement

EN '000 €	TERRAINS ET BÂTIMENTS	MACHINES ET ÉQUIPEMENTS	ACTIFS EN CONSTRUCTION	TOTAL
Coûts d'acquisition	16 475	515		16 990
Amortissements et pertes de valeur	-3 514	-317		-3 831
VALEUR COMPTABLE NETTE 31/12/2009	12 961	198		13 159
Transfert de/vers les actifs classés comme détenus en vue de la vente	1 241			1 241
Transfert d'une rubrique d'actifs à une autre	22			22
Amortissements	-324	-51		-375
Effets de change	432	6		438
Coûts d'acquisition	18 305	534		18 839
Amortissements et pertes de valeur	-3 973	-381		-4 354
VALEUR COMPTABLE NETTE 31/12/2010	14 332	153		14 485
Acquisitions		3		3
Amortissements	-314	-33		-347
Effets de change	-1 290	-14		-1 304
Coûts d'acquisition	16 584	481		17 065
Amortissements et pertes de valeur	-3 856	-372		-4 228
VALEUR COMPTABLE NETTE 31/12/2011	12 728	109		12 837

Le terrain, le bâtiment et l'équipement de Poznan (Pologne) ne sont plus utilisés pour l'exploitation propre depuis le 18 janvier 2007, mais sont loués au Cinema City du groupe de cinémas ITIT, et à un nombre de plus petits tiers. Conformément à IAS 40 (Immeubles de placement), les actifs concernés ont été reclassés dans cette rubrique.

En 2009, une partie du terrain de Poznan (Pologne) a été transférée aux « Actifs classés comme détenus en vue de la vente », étant donné que l'on s'attendait à ce qu'il soit vendu dans l'année (€ 1,1 million au taux de change de l'époque). Fin 2010, ce bien a de nouveau été intégré aux immeubles de placement car la vente n'a pas été conclue.

Les produits locatifs des immeubles de placement s'élèvent à € 1,3 million (2010 : € 1,4 million). Les charges d'exploitation directes (y compris réparation et entretien) correspondant aux immeubles de placement se montent à € 0,5 million (2010 : € 0,5 million).

La juste valeur des immeubles de placement, comme spécifié récemment par un expert indépendant, s'élève à € 18,0 millions (2010 : € 19,9 million). La baisse de la juste valeur par rapport à 2010 est due à une baisse du zloty polonais face à l'euro en 2011.

13. Impôts différés

EN '000 €	2010	2011
Immobilisations corporelles et incorporelles	1 265	1 001
Créances relatives aux subsides en capital	2 138	1 891
Provisions	75	110
Subsides en capital	297	280
Pertes fiscalement reportables et autres actifs d'impôts différés	3 721	3 586
Stocks		3
TOTAL	7 496	6 871
Compensation fiscale	-5 948	-5 320
ACTIFS D'IMPOT DIFFÉRÉS	1 548	1 551
Immobilisations corporelles et incorporelles	-18 370	-18 488
Provisions	-148	-151
Subsides en capital	-1 348	-1 000
TOTAL	-19 866	-19 639
Compensation fiscale	5 948	5 320
PASSIFS D'IMPOTS DIFFÉRÉS	-13 918	-14 319

Différences provisoires pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé

Aucun actif d'impôt différé n'a été intégré dans le bilan pour les pertes non compensées et les crédits d'impôts inutilisés à concurrence de € 25,4 millions (2010 : € 30,0 millions), vu l'improbabilité qu'un résultat imposable suffisant soit disponible dans le délai existant pour pouvoir bénéficier de l'avantage fiscal. Les pertes reportables fiscalement peuvent être reportées sans limitation en Belgique, en France et aux Pays-Bas. En Suisse et en Pologne, les pertes sont reportables pendant respectivement 7 et 5 ans.

Différences provisoires pour lesquelles aucun passif d'impôt différé n'a été comptabilisé

Si le Groupe distribuait toutes les réserves de ses filiales, il faudrait intégrer un passif d'impôt différé supplémentaire de € 3,1 millions (2010 : € 2,8 millions).

14. Stocks

EN '000 €	2010	2011
Matières premières et auxiliaires	292	278
Marchandises	3 411	2 746
TOTAL	3 703	3 024

Les marchandises incluent les marchandises destinées à la vente dans les cinémas pour € 0,9 million (2010 : € 1,0 million), le stock de lunettes 3D pour € 1,3 million (2010 : 1,7 million) et le stock de pièces détachées du département technique du Groupe pour € 0,8 million (2010 : € 1,0 million).

Le prix de revient des stocks vendus repris dans le compte de résultats s'élève pour 2011 à € 15,2 millions (2010 : € 14,3 millions).

15. Créances commerciales et autres créances

Autres créances à long terme

EN '000 €	2010	2011
Garanties de trésorerie	202	360
Autres créances	15 996	14 005
TOTAL	16 198	14 365

En 2011, les autres créances à long terme résident intégralement dans les subsides en capital sectoriels (CNC) obtenus en France (2010 : € 15,0 millions).

La créance de € 1,0 million sur le groupe ITIT, dans le cadre de la cession d'activités à ce groupe en Pologne, a été remboursée en janvier 2012 et a été basculée dans le court terme en 2011 (2010 : € 1,0 million).

Créances commerciales et autres créances à court terme

EN '000 €	2010	2011
Créances commerciales	15 088	19 851
Créance d'impôts (à l'exception de l'impôt sur le résultat)	1 874	2 175
Charges à reporter et produits acquis	312	115
Créances « Tax Shelter »	450	770
Investissements « Tax Shelter »	258	351
Autres créances	1 641	4 113
TOTAL	19 623	27 375

Les créances « Tax Shelter » incluent les emprunts accordés à des tiers afin de financer et de soutenir la production de films en Belgique.

Les investissements « Tax Shelter » concernent les droits de cinéma acquis par le Groupe dans le cadre d'opérations de tax shelter.

Les autres créances à court terme englobent essentiellement la partie à court terme des subsides en capital français (CNC) à hauteur de € 2,5 millions et la créance susmentionnée sur le groupe de cinémas ITIT pour € 1,0 million. Les autres créances à court terme n'incluent aucun actif financier.

Ancienneté des créances commerciales et autres créances à court et à long terme

EN '000 €	VALEUR COMPTABLE BRUTE 2010	PERTE DE VALEUR 2010	VALEUR COMPTABLE NETTE 2010	VALEUR COMPTABLE BRUTE 2011	PERTE DE VALEUR 2011	VALEUR COMPTABLE NETTE 2011
Non échues à la date du rapport	28 550	-9	28 541	33 179	-5	33 174
Échues à moins de 30 jours	4 313	-30	4 283	4 922	-9	4 913
Échues dans un délai de 31 à 120 jours	1 152	-167	985	3 099	-130	2 969
Échues dans un délai de 120 jours à 1 an	1 227	-793	434	648	-410	238
Échues à plus de 1 an	5 868	-4 290	1 578	1 264	-818	446
TOTAL	41 110	-5 289	35 821	43 112	-1 372	41 740

En 2009, la créance ouverte au 30 juin 2009 sur Brightfish SA, anciennement Screenvision SA (dans la catégorie « échues à plus de 1 an » en 2010) a fait l'objet d'une dépréciation pour € 1,7 million. Suite au rachat de Brightfish SA et l'apport en nature de cette partie

de la créance dans le capital de Brightfish SA en 2011, ce montant ne fait plus partie des créances échues sur des tiers à la date du 31 décembre 2011.

Évolution des pertes de valeur sur les créances commerciales

EN '000 €	2010	2011
SOLDE AU TERME DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT	-5 139	-5 289
Pertes de valeur comptabilisées	-486	-580
Pertes de valeur utilisées	154	3 937
Pertes de valeur reprises	259	587
Effets de change	-77	-27
SOLDE AU TERME DE L'EXERCICE	-5 289	-1 372

Aucune dépréciation n'a été comptabilisée pour les montants échus dont la perception est encore estimée probable.

Pour les actifs financiers autre que les créances commerciales, il n'y a pas de problématique liée à l'ancienneté.

16. Trésorerie et équivalents de trésorerie

EN '000 €	2010	2011
Investissements à court terme (moins de 3 mois)	2 500	2 600
Soldes banques et caisse	10 084	15 070
TOTAL	12 584	17 670
Dépassements bancaires pour le tableau des flux de trésorerie	-346	-126
TRÉSORERIE DANS LE TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE	12 238	17 544

17. Autres actifs financiers

EN '000 €	2010	2011
Autres	27	27
TOTAL	27	27

18. Actifs classés comme détenus en vue de la vente

EN '000 €	2010	2011
SOLDE AU TERME DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT	9 912	8 138
Cessions et désaffectations	-537	-1 417
Transferts d'une rubrique d'actifs à une autre	-1 269	
Effets de change	32	
SOLDE AU TERME DE L'EXERCICE	8 138	6 721

Au 31 décembre 2011, les actifs classés comme détenus en vue de la vente incluent des terrains à Valence (Espagne). Des efforts sont en cours pour les céder. Leur vente devrait avoir lieu dans le courant de l'année.

En 2011, les 13 derniers appartements à Gand (Belgique) et les garages attenants, qui faisaient partie de l'accord de coopération du Groupe avec le Groupe Blijweert, ont été vendus, tout comme l'ancien cinéma 'Opéra' à Liège (Belgique). Au total, une plus-value de € 2,8 millions a été réalisée.

19. Capitaux propres

Les divers composants des capitaux propres, ainsi que les modifications apportées entre le 31 décembre 2010 et le 31 décembre 2011, sont repris dans l'état consolidé des variations des capitaux propres.

Capital

Au 31 décembre 2011, le capital de la Société s'élevait à € 19,0 millions (2010 : € 49,0 millions), représentés par 6 581 355 actions ordinaires sans valeur nominale (2010 : 6 930 778 actions). Toutes les actions sont entièrement libérées. Au 31 décembre 2011, la prime d'émission s'élevait à € 1,2 million (2010 : € 1,2 million). Les actions ordinaires donnent droit à un dividende et les titulaires de ces actions ont le droit d'émettre un vote par action lors des assemblées des actionnaires de la Société.

Le capital de la Société a été réduit de € 30,0 millions en 2011, avec l'approbation de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 mai 2011.

Cette Assemblée Générale Extraordinaire a également autorisé le Conseil d'Administration à racheter, sous certaines conditions, un maximum de 1 108 924 actions propres, dont 1 074 270 appelées à être détruites et 34 654 devant servir à couvrir de nouvelles options. Au 31 décembre 2011, le Groupe détenait 323 310 actions propres (2010 : 277 231). En 2011, sur les 395 502 actions propres rachetées, 349 423 ont été détruites.

L'autorisation au Conseil d'Administration d'augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois, d'un montant maximum de

€ 48 883 132,15, a été renouvelée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 18 mai 2007 pour une période de 5 ans, soit jusqu'au 7 juin 2012.

Réserve de couverture

La réserve de couverture englobe la part effective de la modification nette cumulative au niveau de la juste valeur des instruments de couverture des flux de trésorerie pour lesquels la future transaction couverte n'a pas encore eu lieu.

Réserve de conversion

La réserve de conversion englobe tous les écarts de change résultant de la conversion des comptes annuels d'entités étrangères.

Réserve paiements fondés sur actions

Au 31 décembre 2011, 300 424 options étaient en circulation (2010 : 252 924 options). Ces options donnent droit à une action chacune (voir annexe 21). Les options expireront 10 ans après la date d'approbation du Plan par le Conseil d'Administration, à savoir le 5 novembre 2017.

Dividendes versés

Le 14 février 2012, le Conseil d'Administration a proposé un dividende de € 10,6 millions, pour l'exercice 2011 (2010 : € 8,4 millions). Ce dividende n'a pas encore été approuvé par l'Assemblée Générale des Actionnaires de la Société et ne figure donc pas encore dans les comptes annuels consolidés.

20. Résultat par action

EN '000 €	2010	2011
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère	27 847	36 194
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	6 654	6 550
Effet des options	71	110
Moyenne pondérée du nombre d'actions ordinaires diluées	6 725	6 660
Résultat de base par action (en €)	4,19	5,53
Résultat dilué par action (en €)	4,14	5,44

Résultat de base par action

Le calcul du résultat par action est basé sur le résultat de € 36,2 millions attribuable aux actionnaires ordinaires (2010 : € 27,8 millions) et sur une moyenne pondérée du nombre d'actions ordinaires, en circulation durant l'exercice, de 6 550 294 (2010 : 6 653 547).

Résultat dilué par action

Le calcul du résultat dilué par action est basé sur le résultat de € 36,2 millions attribuable aux actionnaires ordinaires (2010 : € 27,8 millions) et sur une moyenne pondérée du nombre d'actions ordinaires, en circulation durant l'exercice, de 6 660 484 (2010 : 6 724 804).

21. Avantages liés à la rémunération en actions ou au droit d'inscription d'actions

Plan d'options sur titres

Le 5 novembre 2007, le Conseil d'Administration a approuvé un Plan d'options sur titres destiné à encourager et récompenser les Administrateurs et membres de la Direction du Groupe ayant contribué au succès et à la croissance durables du Groupe. En vertu de ce Plan d'options sur titres, 277 231 options peuvent être octroyées.

Le 18 décembre 2007, le Conseil d'Administration a décidé de rendre le prix d'exercice égal au cours boursier moyen des 30 jours précédant la date de l'offre. L'option expirera 10 ans après la date d'approbation du Plan par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration du 25 mars 2011 a approuvé l'extension du plan d'options sur actions 2007-2016 par 34 654 actions.

Au 31 décembre 2011, le nombre d'options octroyées dans le cadre du plan atteignait 300 424 (2010 : 252 924). Aucune option n'a été exercée ou n'a fait l'objet d'une renonciation. Au cours de l'année 2011, 47 500 options complémentaires ont été octroyées.

La juste valeur de ces primes basée sur titres a été évaluée au moment où ces options ont été octroyées, à l'aide du modèle Trinomial (call option Type American).

La volatilité attendue est basée sur la volatilité historique calculée sur les données historiques de 5 ans.

MONTANTS EN € SAUF SI STIPULÉ AUTREMENT	03/2008	02/2009	08/2009	08/2010	03/2011	10/2011
Juste valeur des options octroyées	10,00	2,55	8,65	12,50	12,70	13,35
Cours de l'action à la date de l'octroi	28,51	15,20	26,00	43,50	52,15	58,80
Prix d'émission	23,85	10,74	18,91	37,41	48,19	56,20
Volatilité attendue	31 %	35 %	41 %	39 %	41 %	29 %
Durée attendue (en années)	8	6	6	5	4	5
Croissance attendue du dividende	10 %	10 %	10 %	10 %	10 %	10 %
Taux d'intérêt sans risque	4,70 %	3,20 %	3,30 %	2,55 %	3,16 %	2,15 %

Les options peuvent être exercées pour la première fois pendant la première période d'exercice qui tombe dans la quatrième année civile après l'année durant laquelle les options ont été proposées aux participants. Les options distribuées en 2008 peuvent être définitivement acquises par tranche annuelle de 12,5 %, chacune à la date anniversaire d'octroi. Les options distribuées en 2009 peuvent être définitivement acquises par tranche de 16 % durant les cinq premières années qui suivent l'octroi, la dernière tranche de

20 % correspondant à la sixième année. Les options distribuées en 2010 peuvent être définitivement acquises par tranches annuelles de 20 % dans les cinq ans suivant leur date d'octroi. Les options distribuées en mars 2011 peuvent être définitivement acquises par tranches annuelles de 25 % dans les quatre ans suivant leur date d'octroi. Les options distribuées en octobre 2011 peuvent être définitivement acquises par tranches annuelles de 20 % dans les cinq ans suivant leur date d'octroi.

MONTANTS EN € SAUF SI STIPULÉ AUTREMENT	NOMBRE D'OPTIONS 2010	MOYENNE PONDÉRÉE DU PRIX D'EXERCICE 2010	NOMBRE D'OPTIONS 2011	MOYENNE PONDÉRÉE DU PRIX D'EXERCICE 2011
Options en circulation au terme de l'exercice précédent	237 924	27,04	252 924	27,91
Options octroyées au cours de l'exercice	15 000	41,74	47 500	54,07
Options en circulation au terme de l'exercice	252 924	27,91	300 424	32,05
Options pouvant être exercées au terme de l'exercice				

22. Emprunts portant intérêts

Cette annexe donne des informations sur les dispositions contractuelles des emprunts portant intérêts souscrits par le Groupe.

Consulter l'annexe 25 pour de plus amples informations sur l'exposition du Groupe aux risques d'intérêt et de change.

Obligations financières à long terme

EN '000 €	2010	2011
Leasings et obligations similaires	8 437	8 502
Emprunts bancaires garantis	49 000	30 000
TOTAL	57 437	38 502

Obligations financières à court terme

EN '000 €	2010	2011
Leasings et obligations similaires	1 517	1 894
Emprunts bancaires garantis	14 000	51 000
Autres emprunts	6 500	3 000
TOTAL	22 017	55 894

Fin décembre 2011, l'endettement courant Commercial Paper s'élevait à € 3,0 millions (2010 : € 6,5 millions). Ce montant figure dans les « Autres emprunts ».

Dettes de leasing financier

En 2011, il a été procédé à la vente de projecteurs numériques qui ont été redonnés pendant 6 ans en lease-back pour € 2,1 millions (2010 : € 10,1 millions).

En 2011, les paiements minimum de leasing à venir s'élevaient à :

EN '000 €	PAIEMENTS 2010	INTÉRÊTS 2010	PRINCIPAL 2010	PAIEMENTS 2011	INTÉRÊTS 2011	PRINCIPAL 2011
Moins de 1 an	1 885	-368	1 517	2 276	-382	1 894
Entre 1 et 5 ans	7 540	-822	6 718	8 966	-706	8 260
Plus de 5 ans	1 749	-30	1 719	245	-3	242
TOTAL	11 174	-1 220	9 954	11 487	-1 091	10 396

23. Provisions

EN '000 €	2010	2011
SOLDE AU TERME DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT	2 972	2 446
Provisions constituées	696	1 205
Escompte des provisions constituées	39	40
Provisions utilisées	-576	-337
Provisions reprises	-703	-13
Modifications du périmètre de consolidation		450
Effets de change	18	
SOLDE AU TERME DE L'EXERCICE	2 446	3 791
Solde au terme de l'exercice à long terme	2 274	3 513
Solde au terme de l'exercice à court terme	172	278
TOTAL	2 446	3 791

Les provisions concernent essentiellement la restauration des terrains, les coûts de transformation et un certain nombre de litiges.

Restauration des terrains

La concession du complexe de cinéma sur les terrains de la Ville de Bruxelles prend fin en 2025. La Société est contractuellement tenue de rétablir les terrains dans leur état initial. Au 31 décembre 2011, la provision pour la démolition du bâtiment et le rétablissement du terrain dans son état initial s'élevait à € 1,0 million (2010 : € 1,0 million).

Transformation

La provision de € 0,8 million constituée en 2009 par le Groupe pour la transformation de l'organisation a été utilisée en 2010 pour € 0,5 million. En 2011, un montant de € 0,1 million de cette provision a été utilisé. Par ailleurs, des provisions supplémentaires pour transformations ont été constituées pour € 1,0 million en 2011.

Litiges

En 2010, certaines provisions ont été constituées pour litiges pour un montant total de € 0,5 million. Le montant de ces provisions est inchangé au 31 décembre 2011.

24. Dettes commerciales et autres dettes

Autres dettes à long terme

EN '000 €	2010	2011
Autres dettes	10 132	9 318
TOTAL	10 132	9 318

Les autres dettes à plus d'un an englobent essentiellement les subsides en capital obtenus en France (CNC). Ces subsides, d'un montant de € 9,0 millions (2010 : € 9,7 millions), sont intégrés sous la rubrique

« Autres produits opérationnels » selon le plan d'amortissement des actifs pour lesquels ces subsides en capital ont été obtenus.

Dettes commerciales et autres dettes à court terme

EN '000 €	2010	2011
Dettes commerciales	41 070	48 740
Dettes salariales et sociales	7 162	8 146
Impôts à payer (à l'exception de l'impôt sur le résultat)	3 667	5 088
Dettes « Tax Shelter »	550	500
Acomptes perçus liés aux contrats en cours	2 789	361
Charges à imputer et produits à reporter	11	63
Autres dettes	299	433
TOTAL	55 548	63 331

Autres dettes

L'augmentation des autres dettes au 31 décembre 2011 résulte du solde impayé de € 0,1 million relatif à la réduction de capital opérée en 2011.

Acomptes perçus liés aux contrats en cours

La baisse des acomptes perçus liés aux contrats en cours est due à la prise en considération des acomptes reçus liés à la construction d'appartements sur les terrains de Kinopolis Gand.

25. Instruments financiers

Gestion des risques financiers

Les principaux instruments financiers du Groupe consistent en emprunts bancaires, contrats de leasing financier et liquidités.

Le Groupe dispose également d'autres instruments financiers, tels que des comptes débiteurs et créditeurs, qui découlent directement de ses activités.

Il mène en outre des transactions impliquant des produits dérivés – essentiellement des contrats à terme sur taux d'intérêt, des swaps de taux d'intérêt et des contrats de change à terme. Leur objectif est de maîtriser les risques d'intérêt et de change engendrés par les activités et sources de financement du Groupe.

La politique du Groupe n'autorise pas l'utilisation d'instruments financiers dérivés à des fins spéculatives.

Les principaux risques liés aux instruments financiers du Groupe sont le risque de taux d'intérêt, le risque de liquidité, le risque de change et le risque de crédit. La politique du Groupe en la matière consiste à négocier les conditions des instruments financiers dérivés de telle sorte qu'elles correspondent aux conditions de l'élément couvert, afin d'optimiser l'efficacité de la couverture.

Le Conseil d'Administration examine et approuve la politique de gestion de chacun de ces risques, politique résumée plus loin dans ce document. La politique comptable du Groupe en matière d'instruments financiers dérivés figure dans les principes comptables.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition du Groupe aux risques de fluctuations des taux d'intérêt sur le marché est essentiellement liée aux dettes du Groupe à plus et moins de un an.

Sa politique est axée sur la maîtrise des charges d'intérêts via la combinaison de dettes à taux fixe et variable. Pour gérer cette combinaison de manière rentable, le Groupe mène diverses transactions :

- swaps de taux d'intérêt et contrats à terme sur taux d'intérêt en vertu desquels le Groupe accepte de convertir, à intervalles prédéfinis, la différence entre les intérêts à taux fixes et variables, calculés sur la base d'un principal convenu au préalable.
- dérivés d'intérêts fixant certains plafonds et limitant ainsi l'impact des fluctuations de taux, tout en permettant au Groupe de bénéficier d'éventuels taux variables peu élevés à court terme.

À la date de clôture, le Groupe avait établi plusieurs swaps de taux d'intérêt en vertu desquels il bénéficie d'un taux variable égal à l'EURIBOR et paie un taux fixe. Ces swaps permettent de couvrir la variabilité des prêts sous-jacents dans les flux de trésorerie.

Conformément aux règles de comptabilité de couverture (IAS 39), ces swaps de taux d'intérêt ont été définis comme des instruments de couverture des flux de trésorerie. En conséquence, la partie du bénéfice ou de la perte des swaps de taux d'intérêt qui peut être considérée comme une couverture effective est comptabilisée directement en capitaux propres. Le total comptabilisé en capitaux propres pour les modifications en juste valeur de ces swaps correspond à une

baisse des capitaux propres de € 0,1 million au 31 décembre 2011 (2010 : une augmentation de € 1,6 million).

Kinepolis mène une politique financière prudente et ne fait appel depuis 2008 qu'à des instruments financiers dérivés dont les variations en juste valeur sont compensées directement par les capitaux propres et n'ont pas d'incidence sur le résultat annuel (comptabilité de couverture).

En 2008, tous les dérivés d'intérêts considérés comme « free standing » ont été mis à l'arrêt. Ceci a entraîné en 2011 un résultat positif de € 0,0 million, intégré dans le compte de résultats (2010 : € 0,0 million).

Au 31 décembre 2011, compte tenu de l'effet des swaps d'intérêt, 72 % des emprunts utilisés par le Groupe étaient à taux fixe (2010 : 93 % à taux fixe).

Analyse de sensibilité au risque de taux d'intérêt

À la date du bilan, les emprunts soumis à un taux d'intérêt s'élevaient à € 94,5 millions (2010 : € 79,8 million). € 84,1 millions, soit 89 % des emprunts portant intérêt avaient un taux variable (€ 69,8 millions ou 88 % en 2010).

Le total des charges d'intérêt intégré en compte de résultats en 2011, y compris les résultats réalisés sur les instruments dérivés sur les intérêts, s'élève à € 2,7 millions (2010 : € 4,2 millions). D'après les estimations de la Société, le taux du marché applicable aux emprunts à taux variable pourrait raisonnablement évoluer comme suit :

	TAUX D'INTERET 31/12/2011	VOLATILITÉ THÉORIQUE	TAUX D'INTERET POSSIBLE 31/12/2011 TEL QUE FIGURANT DANS L'ANALYSE DE SENSIBILITÉ
EURIBOR (3m)	1,36 %	20 %	1,08 % - 1,63 %

Si nous appliquons les augmentations/diminutions potentielles des taux du marché telles que susmentionnées à nos emprunts à taux variable au 31 décembre 2011, toutes les autres variables demeurant constantes, le bénéfice de 2011 serait inférieur / supérieur de € 0,2 million au montant avancé (2010 : € 0,1 million). En définitive, nous avons estimé que cet effet serait partiellement neutralisé par un accroissement ou une diminution de € 0,2 million des produits d'intérêts issus de dérivés d'intérêts (2010 : € 0,1 million).

Risque de change

Le Groupe court un risque de change pour les éléments résultant d'achats, de ventes et d'emprunts en circulation effectués avec des sociétés du Groupe, dans d'autres devises que la devise fonctionnelle (EUR) (risque transactionnel).

La politique du Groupe vise à minimiser le risque d'impact des variations de taux de change sur le résultat. Dès qu'un risque de change transactionnel est identifié au sein du Groupe, des produits dérivés sont utilisés pour le couvrir.

Moins de 2 % des achats et ventes des sociétés du Groupe sont libellés dans des devises différentes de la devise fonctionnelle (2010 : 1 %).

Les prêts effectués entre Kinopolis Financial Services SA et d'autres sociétés du Groupe sont exprimés dans l'unité monétaire de ces dernières. À partir de 2011, les écarts de change relatifs aux prêts en franc suisse et en zloty polonais accordés par Kinopolis Financial Services SA à Kinopolis Schweiz AG et Kinopolis Poznan Sp.z o.o. sont intégrés aux résultats non réalisés, étant donné que ces prêts font partie de l'investissement net du Groupe dans ces entités étrangères. Jusqu'en fin 2010, ces emprunts étaient couverts par des swaps d'intérêts en différentes devises (CCIRS). Ces instruments étaient considérés comme « free standing ». En conséquence, les changements de la juste valeur des CCIRS avaient été inscrits au compte de résultat. Le total des mouvements des CCIRS en juste valeur, jusqu'à leur arrêt fin décembre 2010, a entraîné une perte de € 1,1 million en 2010. La réévaluation des emprunts sous-jacents avait donné naissance à un produit de € 2,3 million en 2010.

1 EURO CORRESPOND A :	COURS DE CLOTURE 31/12/2011	COURS MOYEN 2011	VOLATILITÉ THÉORIQUE	COURS DE CLOTURE POSSIBLE 31/12/2011	COURS MOYEN POSSIBLE 2011
Zloty polonais	4,4168	4,1401	20 %	3,53 - 5,30	3,31 - 4,97
Franc suisse	1,2156	1,2588	20 %	0,97 - 1,46	1,01 - 1,51

B. Risque transactionnel lié aux devises étrangères

La plupart des instruments financiers de Kinopolis sont exprimés dans les devises fonctionnelles de l'entreprise, sinon des instruments dérivés sont utilisés afin de couvrir le risque de change.

Pour 2010, le risque de change transactionnel était essentiellement suscité par les emprunts effectués dans une autre devise (PLN et CHF) que la devise fonctionnelle de l'entreprise. Au cours de l'exercice 2010, le risque de change de ces emprunts était couvert par le biais de swaps de taux d'intérêt EUR variable / CHF variable et EUR variable / PLN variable en différentes devises (CCIRS), pour un montant total de € 16,8 millions et des échéances en 2012, 2014 et 2015. Au 31 décembre 2010, il n'existait plus de contrats de couverture.

Si le zloty polonais et le franc suisse s'étaient renforcés/affaiblis à la date de clôture à concurrence des cours potentiels susmentionnés, avec un maintien de toutes les autres variables à une valeur constante, le bénéfice de 2011 aurait été supérieur de € 0,5 million (2010 : € 4,0 millions plus bas) ou inférieur de € 0,3 million (2010 : € 6,0 millions plus haut) au montant avancé, et les capitaux propres auraient été € 6,0 millions plus bas ou 4,0 millions plus haut en 2011. Le changement par rapport à l'an dernier de l'effet possible sur le bénéfice et l'impact possible sur les capitaux propres à partir de 2011 est dû au fait que les écarts de change relatifs aux prêts à long terme en franc suisse et zloty polonais à partir de 2011 ont été repris dans les résultats non réalisés, ces emprunts faisant partie de l'investissement net du Groupe dans ces entités étrangères.

Par ailleurs, le Groupe court un risque de change dû à l'intégration dans la consolidation de sociétés étrangères dont la devise fonctionnelle n'est pas l'euro (Suisse et Pologne). Ce risque de conversion n'est pas couvert.

Analyse de sensibilité au risque de change

A. Risque lié à la conversion des devises étrangères

Seulement 2 % du chiffre d'affaires du Groupe sont réalisés par des filiales qui mènent leurs activités dans une autre devise que l'euro. La conversion des données financières de ces entités dans la devise d'exploitation de Kinopolis, à savoir l'euro, suscite un risque de change. Les monnaies étrangères utilisées par ces filiales du Groupe sont le zloty polonais et le franc suisse. Sur la base d'une volatilité théorique de ces devises par rapport à l'euro, nous avons estimé leurs fluctuations potentielles comme suit :

Risque de crédit

Le risque de crédit inhérent aux créances commerciales est le risque de perte financière du Groupe au cas où un client ne respecte pas ses obligations contractuelles. La politique du Groupe stipule que tout client souhaitant effectuer des transactions à crédit doit être soumis à un contrôle de crédit. De plus, le bilan des débiteurs fait l'objet d'un suivi permanent. Le Groupe constitue une provision pour réduction de valeur à hauteur des pertes estimées dans le cadre des créances commerciales. Il s'agit d'une provision propre aux pertes correspondant à des positions importantes et spécifiques.

En ce qui concerne le risque de crédit inhérent aux autres actifs financiers du Groupe – notamment la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les actifs financiers disponibles pour la vente et certains instruments financiers dérivés – le risque de crédit du Groupe est constitué par les contreparties en défaut, avec une exposition maximale équivalant à la valeur comptable de ces instruments.

Il n'y a plus de concentrations importantes du risque de crédit au sein du Groupe. À la suite du rachat de Brightfish SA, anciennement Screenvision Belgium SA, et de l'apport en nature d'une partie de la créance de Kinopolis Group SA dans le capital de Brightfish SA fin 2011, la problématique en matière de risque de crédit liée à cette entreprise est résolue.

L'ampleur du risque de crédit encouru par le Groupe correspond au solde global des actifs financiers. Le risque de crédit nominal maximum (situation où toutes les parties restent en défaut) s'élevait à € 59,4 millions au 31 décembre 2011 (2010 : € 48,4 millions).

Risque de liquidité

Le Groupe s'est fixé pour objectif de maintenir un équilibre entre la continuité du financement et la flexibilité, via l'utilisation de lignes de crédit, d'emprunts bancaires et de contrats de leasing financier. Au sein du Groupe, la liquidité est gérée par la banque in-house, Kinopolis Financial Services SA.

EN '000 €	VALEUR COMPTABLE		JUSTE VALEUR	
	2010	2011	2010	2011
Dépassements bancaires	346	126	346	126
Dettes de leasing - taux d'intérêt fixe	9 954	10 396	9 954	10 360
Emprunts portant intérêt - taux d'intérêt variable	69 500	84 000	69 500	84 000
TOTAL	79 800	94 522	79 800	94 486

Juste valeur

La juste valeur correspond au montant pour lequel un actif peut être négocié ou une obligation honorée, entre des parties dûment informées et disposées à effectuer une transaction selon le principe de la pleine concurrence (« arm's length »). Le tableau ci-dessus indique la juste valeur et la valeur comptable des principales dettes financières portant intérêt.

La juste valeur des contrats financiers dérivés relatifs aux taux d'intérêt est déterminée par les flux de trésorerie prévus, à escompter compte tenu des taux d'intérêts actuels du marché et de la courbe des taux pour la période résiduelle de l'instrument.

La juste valeur des contrats de change à terme se calcule comme étant la valeur actualisée de la différence entre la valeur contractuelle et les cours à terme actuels.

Le tableau ci-dessous reprend les montants nominaux ou contractuels ainsi que la pure juste valeur de tous les instruments dérivés en circulation. Les montants nominaux ou contractuels représentent le volume des instruments dérivés en circulation à la date du bilan, donc le risque du Groupe concernant ces transactions. Une partie des swaps d'intérêts clôturés au 31 décembre 2011 ne commence qu'en 2012 (€ 20,0 millions). La valeur réelle de ces contrats au 31 décembre 2011 a été reprise dans l'état de la situation financière (€ -0,3 million).

EN '000 €	MONTANT NOMINAL OU CONTRACTUEL		JUSTE VALEUR	
	2010	2011	2010	2011
Swaps de taux d'intérêt	64 500	77 500	-1 297	-1 367
TOTAL	64 500	77 500	-1 297	-1 367

Pour les autres actifs et passifs financiers, la juste valeur est égale à la valeur comptable.

La juste valeur des instruments dérivés est reprise comme suit dans le bilan du Groupe :

EN '000 €	ACTIFS		PASSIFS		VALEUR NETTE	
	2010	2011	2010	2011	2010	2011
Long terme	5		-1 018	-856	-1 013	-856
Court terme			-284	-511	-284	-511
TOTAL	5		-1 302	-1 367	-1 297	-1 367

Hiérarchie de la juste valeur

Le tableau ci-dessous indique les instruments financiers repris à leur juste valeur, par méthode d'évaluation. Les divers niveaux sont les suivants :

Niveau 1 : prix de marché coté (non corrigés), sur les marchés actifs, pour des actifs ou obligations identiques.

Niveau 2 : intrants cotés ne faisant pas partie du niveau 1, observables pour l'actif ou l'obligation, soit directement (sous la forme d'un prix) soit indirectement (dérivé du prix).

Niveau 3 : intrants de l'actif ou de l'obligation qui ne reposent pas sur des données de marché observables (intrant non observable).

EN '000 €	2010			2011		
	NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3	NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3
Couverture des flux de trésorerie						
Swaps de taux d'intérêt		-1 297			-1 367	
TOTAL		-1 297			-1 367	

Portefeuille de dettes

Dans le cadre du « Term and Revolving Facilities Agreement » (€ 175 millions) du 26 novembre 2004, amendé le 13 juillet 2007, Kinopolis Group SA a conféré des mandats pour la constitution d'hypothèques et de gages sur fonds de commerce à concurrence de la dette financière ouverte. Ces mandats ne peuvent être convertis en garanties effectives que si Kinopolis Group SA n'honore pas certaines obligations du Loan Agreement.

Ce « Term and Revolving Facilities Agreement » inclut certaines conventions financières, en ce compris un ratio de levier financier maximal, un ratio de couverture d'intérêt minimal et un ratio de solvabilité minimal, en plus d'engagements potentiellement restrictifs limitant ou empêchant des transactions commerciales spécifiques. Ces conventions ont été respectées tant en 2010 qu'en 2011.

L'intérêt dû est calculé sur la base de l'EURIBOR d'application pour la période d'emprunt concernée augmenté de la marge négociée.

En automne 2009, un programme « Commercial Paper » d'un montant maximal de € 50 millions a été souscrit en vue du financement à court terme. Au 31 décembre 2011, les levées sur ce programme s'élevaient à € 3,0 millions (2010 : € 6,5 millions). Dans ce cadre, le « Term and Revolving Facilities Agreement » sert de réserve de financement, alternative souple au financement bancaire et comparable à une obligation d'entreprise à court terme. L'intérêt dû est

calculé sur la base de l'EURIBOR d'application pour la période d'emprunt concernée augmenté de la marge négociée.

En automne 2010, un contrat sale & lease back d'un montant maximal de € 17,5 millions a été souscrit. Aux termes de ce contrat, Kinopolis vend des actifs à longue durée d'utilité pour les reprendre ensuite en location pour une période de 6 ans. Cette facilité offre une alternative complémentaire au financement bancaire à long terme. Au 31 décembre 2011, les levées sur ce programme s'élevaient à € 10,4 millions (2010 : € 10,0 millions). Ces dettes de leasing sont garanties par les actifs en leasing. L'intérêt dû est calculé sur la base d'un taux fixe calculé comme une moyenne pondérée du BPR à 1 jusqu'à 6 ans, majoré de la marge négociée.

Pour l'amortissement du contrat de crédit susmentionné arrivant à échéance, la Société a souscrit le 15 février 2012 un nouveau crédit de € 90,0 millions jusqu'au 31 mars 2017. Ce nouveau contrat contient également les conventions habituelles. Toutefois, plus aucune garantie n'a été accordée. Les garanties relatives au « Term and Revolving Facilities Agreement » précédent ont été libérées le 6 mars 2012.

Par ailleurs, la Société a émis le 22 février 2012 un emprunt obligataire public d'un montant nominal de € 75,0 millions et un coupon de 4,75 %. Cet emprunt obligataire a une durée de 7 ans.

Passifs financiers - flux de trésorerie futurs

Le tableau suivant indique la durée contractuelle des passifs financiers, y compris les paiements d'intérêts estimés :

EN '000 €	1 AN OU MOINS 2011	1-5 ANS 2011	PLUS DE 5 ANS 2011	TOTAL 2011
Passifs financiers non dérivés				
Dettes commerciales	48 740			48 740
Dettes « Tax Shelter »	500			500
Dettes en compte courant de tiers	17			17
Dépassements bancaires	126			126
Emprunts bancaires garantis	75 336	7 316		82 652
Commercial Paper	3 051			3 051
Dettes de leasing	2 276	8 966	245	11 487
Passifs financiers dérivés				
Swaps de taux d'intérêt	775	361		1 136
TOTAL	130 821	16 643	245	147 709

EN '000 €	1 AN OU MOINS 2011	1-5 ANS 2011	PLUS DE 5 ANS 2011	TOTAL 2011
Passifs financiers non dérivés				
Dettes commerciales	41 070			41 070
Dettes « Tax Shelter »	550			550
Dettes en compte courant de tiers	76			76
Dépassements bancaires	346			346
Emprunts bancaires garantis	15 146	50 864		66 010
Commercial Paper	6 593			6 593
Dettes de leasing	1 885	9 289		11 174
Passifs financiers dérivés				
Swaps de taux d'intérêt	846	249		1 095
TOTAL	66 512	60 402		126 914

Le tableau ci-dessous indique les périodes de refixation des taux des éléments du passif financier portant intérêt à taux variable.

EN '000 €	2010		2011	
	TOTAL	< 1 AN	TOTAL	< 1 AN
Emprunts bancaires garantis	63 000	63 000	81 000	81 000
Dépassements bancaires	346	346	126	126
Commercial Paper	6 500	6 500	3 000	3 000
TOTAL	69 846	69 846	84 126	84 126

Activités de couverture

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir les risques de taux d'intérêt. Tous les instruments financiers dérivés sont

évalués au prix effectif du marché. Le tableau ci-dessous récapitule la date d'échéance des instruments financiers dérivés en circulation à la date de clôture. Les montants correspondent aux valeurs nominales.

EN '000 €	< 1 AN 2011	1-5 AN 2011	5 AN 2011	TOTAL 2011
Taux d'intérêt				
Swaps de taux d'intérêt	47 500	30 000		77 500

EN '000 €	< 1 AN 2010	1-5 AN 2010	5 AN 2010	TOTAL 2010
Taux d'intérêt				
Swaps de taux d'intérêt	27 000	37 500		64 500

26. Leasing opérationnel

Leasing en tant que preneur

Les loyers de leasings opérationnels non résiliables sont payables aux échéances suivantes :

EN '000 €	2010	2011
Moins de 1 an	2 199	2 313
Entre 1 et 5 ans	9 131	9 209
Plus de 5 ans	12 844	12 587
TOTAL	24 174	24 109
Charges locatives, intégrées dans le compte de résultats	2 129	2 207

Le leasing en tant que preneur porte sur le complexe cinématographique de Valencia (Espagne), loué depuis mai 2001 pour une période de 40 ans. Après 20 ans, il existe la possibilité de résilier le contrat.

Leasing en tant que bailleur

Le Groupe loue une partie de ses propriétés immobilières sous la forme de leasings opérationnels. Les loyers de ces leasings opérationnels non résiliables sont payables aux échéances suivantes :

EN '000 €	2010	2011
Moins de 1 an	6 054	5 625
Entre 1 et 5 ans	8 136	8 302
Plus de 5 ans	2 928	2 702
TOTAL	17 118	16 629
Produits locatifs relatifs intégrés dans le compte de résultats	6 528	6 553

Les propriétés mises en location concernent notamment les concessions, mais la part la plus importante réside dans le complexe de cinéma à Poznan (Pologne), loué à Cinema City. La location de ce complexe en Pologne a démarré en janvier 2007 pour une période

de 10 ans (prolongeable de 5 ans). Le loyer se compose d'une partie fixe et d'une partie variable, laquelle est exprimée en pourcentage du chiffre d'affaires billetterie. Ce loyer variable a atteint € 0,3 million en 2011 (2010 : € 0,4 millions).

27. Engagements d'acquisition d'immobilisations

Fin 2011, il n'y a aucun engagement d'acquisition d'immobilisations.

28. Droits et obligations non repris dans le bilan

- Option d'achat au bénéfice d'une tierce partie sur des terrains situés à Valence et jouxtant Kinopolis Paterna (Espagne).
- Le 30 septembre 2008, le Conseil d'État a annulé la décision de la ville d'Ostende portant sur l'octroi d'un permis d'environnement pour la construction du complexe cinématographique d'Ostende. La Ville d'Ostende poursuit l'élaboration d'un plan communal d'aménagement du territoire (GRUP) pour la zone

concernée. Cela fait, un nouveau permis d'urbanisme sera délivré en régularisation de la situation actuelle de l'immeuble de Kinopolis Ostende.

- Les actionnaires minoritaires de Forum Kinopolis disposent d'une option de vente de leurs actions dès que leur participation tombe en dessous de 20 %, à un prix lié à l'EBITDA.

29. Parties liées

Les transactions entre le Groupe et ses filiales ont été éliminées lors de la consolidation et ne figurent donc pas dans cette annexe.

Les transactions avec d'autres parties liées sont expliquées ci-dessous.

Rémunération des administrateurs et des fonctionnaires dirigeants

EN '000 €	2010	2011
Administrateurs		
Rémunérations	314	365
Fonctionnaires dirigeants (les CEO)		
Rémunération à court terme	1 252	1 356
Palements fondés sur des actions	338	244

Les CEO du Groupe et le Président du Conseil d'Administration ont participé au plan d'option sur actions 2006-2017 (« Incentive Plan ») du Groupe (voir annexe 21) (207 924 options).

Dans le tableau ci-dessus les paiements fondés sur des actions concernant 2010 ont été modifiés car le montant repris dans le rapport annuel de 2010 ne comprenait pas seulement les 2 CEO et le Président du Conseil d'Administration.

Transactions avec les autres parties liées :

- Un prêt atteignant au 31 décembre 2010 un total de € 0,1 million avait été accordé aux 3 administrateurs. Le taux d'intérêt comptabilisé était le taux d'intérêt moyen payé par la société augmenté de 10 points de base. Le 31 décembre 2011, ce prêt était totalement remboursé.
- Kinohold BIS SA fournit certains services administratifs au Groupe, moyennant un prix conforme au marché.
- En 2011, le Groupe Kinopolis a fait appel pour un montant de € 2,2 millions aux services d'une société liée à un actionnaire de référence (2010: € 2,6 millions). Ces transactions ont été effectuées selon le principe de la pleine concurrence (« arm's length »).
- Pentascoop SA fournit au Groupe une série de services d'entretien et de transport moyennant un prix conforme au marché.
- Pentascoop SA, dont la représentante permanente est Mme M.S. Bert-Vereecke, conformément aux modalités convenues à l'époque de la fondation de Kinopolis Group SA, et aussi longtemps que Mme M.S. Bert-Vereecke fait partie du Conseil d'Administration, reçoit une rémunération annuelle de € 0,2 millions pour la connaissance sectorielle de Mme M.S. Bert-Vereecke et sa contribution au développement du Groupe en sa qualité de fondatrice. Vu que ce mandat a été déposé, cette indemnité ne sera plus accordée lors de l'exercice 2012. À la suite de l'expiration de mandat précitée, le Conseil d'Administration a décidé à titre exceptionnel et vu l'ampleur de la contribution de Pentascoop SA au développement, à la croissance et à la professionnalisation du Groupe, de lui accorder une indemnité de départ d'un montant de € 0,2 million.

30. Événements post-clôture

- Dans le cadre du refinancement de son crédit syndiqué existant et du financement de la poursuite du développement général du Groupe, Kinopolis SA a conclu le 15 février 2012 un nouveau contrat de crédit pour € 90,0 millions auprès d'ING Belgium, KBC Banque et BNP Paribas Fortis, et a lancé le 20 février 2012 une souscription d'obligations non subordonnée en Belgique pour un montant minimum € 50,0 millions et maximum de € 75,0 millions. Ces obligations ont une échéance à 7 ans et un rendement annuel brut fixe de 4,75 %. Face au succès de l'opération, la période de souscription a été clôturée anticipativement le 22 février 2012, en concertation entre Kinopolis SA et les Joint Lead Managers BNP Paribas Fortis, KBC Banque et ING Belgique. Le montant total d'émission s'élevait à € 75,0 millions. Lesdites obligations ont été émises le 6 mars 2012 et admises à la cotation sur NYSE Euronext Brussels.
- À la date du présent rapport annuel (29 mars 2012), le Groupe a racheté en 2012 171 037 actions propres pour € 10,6 millions.

31. Entreprises appartenant au Groupe

Liste des entreprises consolidées globalement

PAYS	NOM	LOCALITÉ	N° DE TVA OU D'ENTREPRISE	% 2010	% 2011
Belgique	CINEPROJECTS SA	Bruxelles	BE 0816 884 015	100	100
	Brightfish SA	Bruxelles	BE 0450 523 725	0	100
	Decatron SA	Bruxelles	BE 0424 519 114	100	100
	Kinepolis Braine SA	Braine-L'Alleud	BE 0462 688 911	100	100
	Kinepolis Film Distribution (KFD) SA	Bruxelles	BE 0445 372 530	100	100
	Kinepolis Financial Services (KFS) SA	Bruxelles	BE 0886 547 831	100	100
	Kinepolis Group SA	Bruxelles	BE 0415 928 179	100	100
	Kinepolis Immo Hasselt SA	Hasselt	BE 0455 729 358	100	100
	Kinepolis Immo Liège SA	Hasselt	BE 0459 466 234	100	100
	Kinepolis Immo Multi SA	Bruxelles	BE 0877 736 370	100	100
	Kinepolis Liège SA	Hasselt	BE 0459 469 796	100	100
	Kinepolis Mega SA	Bruxelles	BE 0430 277 746	100	100
	Kinepolis MULTI SA	Courtrai	BE 0434 861 589	100	100
	Megatix SA	Bruxelles	BE 0462 123 341	100	100
France	Eden Panorama SA (Max Linder)	Lomme	FR 02340483221	100	100
	Forum Kinepolis SA	Nîmes	FR 86421038548	79,92	79,92
	Kinepolis France SA	Lomme	FR 20399716083	100	100
	Kinepolis Immo St.Julien-lès-Metz SAS	Metz	FR 51398364331	100	100
	Kinepolis Immo Thionville SA	Thionville	FR 10419162672	100	100
	Kinepolis Le Château du Cinéma SAS	Lomme	FR 60387674484	100	100
	Kinepolis Mulhouse SA	Mulhouse	FR 18404141384	100	100
	Kinepolis Nancy SAS	Nancy	FR 00428192819	100	100
	Kinepolis Prospection SAS	Lomme	FR 45428192058	100	100
	Kinepolis St. Julien-lès-Metz SA	Metz	FR 43398364463	100	100
	Kinepolis Thionville SA	Thionville	FR 09419251459	100	100
Luxembourg	Majestiek International SA	Luxembourg	LU 19942206638	100	100
Pays-Bas	Kinepolis Holding BV	Middelburg	NL 807760420B01	100	100
Pologne	Kinepolis Poznan Sp.z o.o.	Poznan	NIP 5252129575	100	100
Espagne	Kine Invest SA	Pozuelo de Alarcon	ESA 824 896 59	100	100
	Kinepolis Espana SA	Pozuelo de Alarcon	ESA 814 870 27	100	100
	Kinepolis Granada SA	Pozuelo de Alarcon	ESA 828 149 55	100	100
	Kinepolis Madrid SA	Pozuelo de Alarcon	ESA 828 149 06	100	100
	Kinepolis Paterna SA	Pozuelo de Alarcon	ESA 828 149 14	100	100
Suisse	Kinepolis Schweiz AG	Schaffhouse	CH 2903013216-5	100	100



32. Mandats et rémunération du Commissaire

Le Commissaire de la Société est KPMG Réviseurs d'entreprises, représentée par Mme S. Brabants.

Les mandats et rémunérations pour l'ensemble du Groupe peuvent être résumés comme suit :

EN €	2010	2011
Rémunération du commissaire	384 420	276 462
Autres missions révisorales	22 190	2 500
Conseils fiscaux		
Autres missions en dehors des missions révisorales	15 213	39 695
Rémunération pour activités exceptionnelles ou missions spéciales accomplies dans la Société par le commissaire	37 403	42 195
Rémunération de personnes avec qui le commissaire est lié pour l'exercice d'un mandat de commissaire		128 628
Autres missions révisorales		
Conseils fiscaux	56 000	26 470
Autres missions en dehors des missions révisorales	138 000	8 000
Rémunération pour activités exceptionnelles ou missions spéciales accomplies dans la Société par les personnes avec qui le commissaire est lié	194 000	34 470
TOTAL	615 823	481 755

Rapport du commissaire

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous vous faisons rapport dans le cadre de notre mandat de commissaire. Ce rapport inclut notre opinion sur les comptes consolidés ainsi que la mention complémentaire requise.

Attestation sans réserve des comptes consolidés

Nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de Kinopolis Group SA (la « société ») et de ses filiales (conjointement : le « groupe ») établis sur la base du référentiel des normes internationales d'information financière (IFRS) tel qu'adopté dans l'Union Européenne et des dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique. Ces comptes consolidés comprennent l'état de la situation financière consolidé au 31 décembre 2011, le compte de résultats consolidés, l'état consolidé du résultat global et l'état consolidé des variations des capitaux propres et un tableau consolidé de flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les annexes reprenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Le total de l'état de la situation financière consolidé s'élève à EUR 326.953.(000) et le compte de résultats consolidés présente un bénéfice de l'exercice de EUR 36.471(000).

Responsabilité de l'organe de gestion pour les comptes consolidés

L'organe de gestion de la société est responsable de l'établissement et la présentation sincère des comptes consolidés établis sur la base du référentiel des normes internationales d'information financière (IFRS) tel qu'adopté dans l'Union Européenne et des dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique, ainsi que du contrôle interne qu'il considère nécessaire pour permettre l'établissement des comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes consolidés sur la base de notre contrôle. Nous avons effectué notre contrôle conformément aux Normes Internationales d'Audit, aux dispositions légales et selon les normes de révision applicables en Belgique, telles qu'édictees par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que notre contrôle soit planifié et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un contrôle implique la mise en œuvre de procédures de contrôle en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes consolidés. Le choix des procédures relève de notre jugement, en ce compris l'évaluation des risques que les comptes consolidés contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans le cadre de l'évaluation de ces risques, nous avons tenu compte du contrôle interne du

groupe relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes consolidés afin de définir les procédures de contrôle appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe. Un contrôle comprend également l'appréciation du caractère approprié des principales méthodes comptables retenues, et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe de gestion, ainsi que de la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Enfin, nous avons obtenu de l'organe de gestion et des préposés de la société les explications et informations requises pour notre contrôle.

Nous estimons que les éléments probants recueillis fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

Opinion

A notre avis, les comptes consolidés clos le 31 décembre 2011 donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière consolidée du groupe ainsi que de ses résultats consolidés et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel de normes internationales d'information financière (IFRS) tel qu'adopté dans l'Union Européenne et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.

Mention complémentaire

L'établissement et le contenu du rapport de gestion sur les comptes consolidés relèvent de la responsabilité de l'organe de gestion.

Notre responsabilité est d'inclure dans notre rapport la mention complémentaire suivante qui n'est pas de nature à modifier la portée de l'attestation des comptes consolidés :

- Le rapport de gestion sur les comptes consolidés traite des informations requises par la loi et concorde avec les comptes consolidés. Toutefois, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la description des principaux risques et incertitudes auxquels le groupe est confronté, ainsi que de sa situation, de son évolution prévisible ou de l'influence notable de certains faits sur son développement futur. Nous pouvons néanmoins confirmer que les renseignements fournis ne présentent pas d'incohérences manifestes avec les informations dont nous avons connaissance dans le cadre de notre mandat.

Kontich, le 30 mars 2012

KPMG Réviseurs d'Entreprises
Commissaire
représentée par

Sophie Brabants
Réviseur d'Entreprises

Comptes annuels abrégés de Kinopolis Group SA

Les informations suivantes sont extraites des comptes annuels non consolidés de Kinopolis Group SA, établis en vertu des normes comptables belges. Ces comptes annuels non consolidés, ainsi que le rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée générale des actionnaires et le rapport du Commissaire, seront déposés à la Banque Nationale de Belgique, dans les délais prévus par la loi. Il est à noter que seuls les états financiers consolidés repris ci-avant donnent une image fidèle de la situation financière et des performances de Kinopolis Group SA.

Étant donné que Kinopolis Group SA est essentiellement une entreprise holding intégrant ses investissements à leur prix de revient dans ses comptes annuels non consolidés, ces états financiers ne donnent qu'une vue restreinte de la situation financière de Kinopolis Group SA. En conséquence, le Conseil d'administration a jugé opportun de ne publier qu'une version abrégée du bilan et du compte de pertes et profits non consolidés, établis en vertu des normes comptables belges pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2011.

Le rapport statutaire du commissaire est émis «sans réserves» et confirme que les comptes annuels non consolidés de Kinopolis Group SA, établis en vertu des normes comptables belges pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2011, donnent une image fidèle de la situation financière de Kinopolis Group SA conformément à toutes les dispositions légales et réglementaires y afférentes.

Les comptes annuels non consolidés de Kinopolis Group SA peuvent être obtenus gratuitement sur le site internet de la Banque Nationale de Belgique (www.bnb.be), sous la rubrique « Centrale des bilans », « Consultation des comptes annuels ». On peut aussi les trouver sur le site Internet www.kinopolis.com ou les recevoir sur simple demande auprès de Relations Investisseurs.

Bilan abrégé non consolidé de Kinopolis Group SA

EN '000 €	2010	2011
Actifs non courants	154 830	154 978
Actifs incorporels	1 820	1 726
Immobilisations corporelles	10 773	11 015
Immobilisations financières	142 237	142 237
Actifs courants	42 432	15 590
TOTAL DES ACTIFS	197 262	170 568
Capitaux propres	101 724	50 560
Capital	48 963	18 952
Primes d'émission	1 154	1 154
Réserve légale	4 896	4 896
Réserves indisponibles	6 973	8 289
Réserves disponibles	2 849	4 049
Résultat de la période reporté	36 889	13 220
Provisions et passifs d'impôt différés	362	842
Dettes à long terme	57 437	43 479
Dettes à court terme	35 892	73 445
Comptes de régularisation	1 847	2 242
TOTAL PASSIF	197 262	170 568

Compte de pertes et profits abrégé non consolidé de Kinopolis Group SA

EN '000 €	2010	2011
Produits opérationnels	25 631	32 484
Charges opérationnelles	-20 865	-26 141
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	4 766	6 343
Résultat financier	33 825	2 728
Résultat exceptionnel	-3	-519
Impôts sur le résultat		
PERTES/PROFITS DE L'EXERCICE À AFFECTER	38 588	8 552

Affectation du résultat de Kinopolis Group SA

EN '000 €	2010	2011
Pertes/profits de l'exercice à affecter	38 588	8 552
Bénéfice reporté de l'exercice précédent	7 167	36 889
Affectation aux fonds propres :	482	21 645
- à la réserve légale	482	
- aux réserves		21 645
Bénéfice à reporter	36 890	13 220
Rémunération du capital	8 383	10 576

Mandats et rémunérations du commissaire de Kinopolis Group SA

La rémunération totale du commissaire pour 2011 était de € 152 987 (2010 : € 147 420). Outre cette rémunération, le commissaire a facturé durant cet exercice € 37 295 pour des missions en dehors des missions révisorales (2010 : € 22 190 pour autres missions de contrôle et € 12 213 pour missions en dehors des missions révisorales). Des per-

sonnes avec lesquelles le commissaire collabore à titre professionnel ont facturé à Kinopolis Group SA € 8 000 (2010 : € 138 000) pour des missions hors missions révisorales et € 26 470 (2010 : € 53 000) pour des conseils fiscaux.

Marge brute

Produits – coût des ventes

Résultat opérationnel (EBIT)

Marge brute – coûts commerciaux – charges administratives
+/- autres produits / charges d'exploitation

Résultat opérationnel courant (REBIT)

Résultat opérationnel après élimination des opérations non courantes

EBITDA

Résultat opérationnel + amortissements + pertes de valeur
+ mouvement des provisions

REBITDA

EBITDA après élimination des opérations non courantes

Taux d'imposition effectif

Charges d'impôt / résultat avant impôt

Résultat courant

Résultat de la période après élimination des opérations non courantes

Résultat de la période, part du Groupe

Résultat de la période attribuable aux propriétaires de la société mère

Résultat de base par action

Résultat de la période, part du Groupe / (nombre moyen d'actions en circulation – nombre moyen d'actions propres)

Résultat dilué par action après dilution

Résultat de la période, part du Groupe / (nombre moyen d'actions en circulation – nombre moyen d'actions propres + nombre possible de nouvelles actions à émettre dans le cadre des plans d'options sur actions existants x effet de dilution des plans d'options sur actions)

Investissements

Investissements capitalisés en immobilisations incorporelles et corporelles et en immeubles de placement

Dettes financières nettes

Dettes financières après déduction de la trésorerie et équivalents de trésorerie et des investissements « Tax Shelter »

ROCE (rendement du capital utilisé)

REBIT / (actifs non courants moyens – actifs d'impôt différés moyens + actifs détenus en vue de la vente moyens + créances commerciales moyennes + stocks moyens – dettes commerciales moyennes)

Ratio courant

Actifs courants / dettes à un an ou plus

Flux de trésorerie

Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles – investissements d'entretien en immobilisations incorporelles et corporelles et immeubles de placement – charges d'intérêt payées + produits de ventes d'immobilisations incorporelles et corporelles et d'actifs financiers

Calendrier financier

Mardi

15

mai 2012

PUBLICATION
BUSINESS UPDATE
Q1 2012

Vendredi

18

mai 2012

ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE
KINEPOLIS GROUP SA

Jeudi

23

août 2012

PUBLICATION
RÉSULTATS SEMESTRIELS
2012
PRESSE ET ANALYSTES

Mercredi

14

novembre 2012

PUBLICATION
BUSINESS UPDATE
Q3 2012

Les dates susmentionnées sont sous réserve de modifications. Pour les mises à jour, veuillez consulter le calendrier sur le site web de Kinepolis.

Siège social : Kinepolis Group SA, Boulevard du Centenaire 20, B-1020 Bruxelles, Belgique

*Adresse de correspondance : Kinepolis Group SA, Moutstraat 132-146, B-9000 Gand, Belgique, info.group@kinepolis.com
TVA BE 0415 928 179 - RPM BRUXELLES*

Investor Relations : Nicolas De Clercq, CFO - Tine Duyck, IR Desk - T +32 9 241 00 22, investor-relations@kinepolis.com

Création : www.linknv.be

Dit verslag is beschikbaar in het Nederlands, het Frans en het Engels.

Ce rapport est disponible en français, néerlandais et anglais.

This report is available in English, French and Dutch.

